

Les entretiens de
CALUIRE ET CUIRE
JEAN MOULIN

1 et 2 octobre 2021 - «LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DES CRISES»

VENDREDI 1^{ER} OCTOBRE

Allocutions d'ouverture P6

Robert THEVENOT P6

Philippe COCHET P9

DÉMOCRATIE EN CRISE ? UN REGARD D'HISTORIEN.

Conférence inaugurale P11

Jean GARRIGUES

AUX RACINES DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE ?

Conférence P26

Chloé MORIN

LE NOUVEAU RÉGIME DE NOTRE ESPACE PUBLIC.

Conférence P32

Nicolas VANBREMEERSCH

TABLE RONDE

..... P44

Katia BUISSON, Gaétan CONSTANT, Bastien JOINT, Isabelle RAMET



SAMEDI 2 OCTOBRE



CARTE BLANCHE

..... P60
Michel ONFRAY, animée par Céline PINA

ENTRETIEN CROISÉ

..... P73
Franck LOUVRIER, Michel ONFRAY

ENTRETIEN DE CLÔTURE

..... P82
Michel ONFRAY, Céline PINA



VENDEDI 1^{ER} OCTOBRE

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Olivier GERBI

Bonjour à toutes et à tous, merci d'être présents ce matin dans cette très belle salle du Radiant-Bellevue à Caluire et Cuire pour échanger durant deux jours autour d'une question majeure, qui s'est imposée ces dernières années dans le débat public : comment notre démocratie peut-elle répondre à tous les défis qui lui sont posés ?

Nous l'avons tous constaté, les différentes crises que nous avons traversées, et que nous traversons encore, ont assombri notre horizon commun et fragilisé, dans une moindre mesure, la confiance que nous avons dans nos institutions. C'est donc de cette défiance généralisée dont nous allons parler durant ces deux journées, et de la démocratie à l'épreuve des crises. C'est le thème de cette année de ces Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin, que j'aurai le plaisir d'animer.

De nombreux intervenants vont se succéder sur cette scène du Radiant - Bellevue. Qu'ils soient historiens, philosophes ou politistes, ils seront amenés à nous exposer leur point de vue sur le repli individualiste de notre société, sur l'empathie de notre démocratie et sur l'influence des réseaux sociaux sur nos vieilles institutions démocratiques.

Il s'agit donc de la sixième édition des Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin, créés et organisés par la municipalité. Après les questions autour de la Citoyenneté en 2019, puis de l'Égalité en 2020, c'est donc la Démocratie qui nous rassemble ce matin. Je vais maintenant accueillir Robert Thévenot, adjoint au maire à Caluire et Cuire, ainsi que Philippe Cochet, Maire.

Je vous en prie, venez ouvrir ces Entretiens de Caluire et Cuire - Jean Moulin.

Allocution de Robert Thévenot, Adjoint à la citoyenneté

Monsieur le Maire de Caluire,
Mesdames, Messieurs les Conférenciers,
Mesdames, Messieurs,

Bienvenue au Radiant-Bellevue, pour cette sixième édition des Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin et merci à toutes et tous de votre présence et de votre fidélité.

En choisissant, à la fin de l'année dernière, de traiter en 2021 de la Démocratie à l'épreuve des crises, nous étions dans le droit fil de l'édition précédente consacrée à l'Égalité, tant il apparaît en effet que les inégalités sont terreau propice à la remise en cause du fonctionnement harmonieux des institutions démocratiques.

Les inégalités sociales, le mépris des élites pour le peuple, mais aussi les inégalités territoriales nées d'une politique d'aménagement du territoire trop axée autour d'une métropolisation à outrance, ont amené une fracture durable dans la société, et une contestation de la démocratie représentative qui a trouvé son expression dans le mouvement des gilets jaunes.

Le choix de notre thème de réflexion de cette année, s'inscrivait dans une suite logique, était aussi prémonitoire. Quel meilleur exemple d'une crise démocratique que l'envahissement du Capitole à Washington à la fin du mandat de Trump. Voir ainsi vaciller la démocratie la plus stable dans le pays le plus puissant étant un signal fort d'un abandon des valeurs qui fondent la démocratie.

Nous avons réuni, pour aborder le thème retenu cette année, des conférencières et conférenciers qui apporteront chacun leur éclairage sur la crise de la démocratie. Je les remercie vivement d'avoir accepté notre invitation, et nous sommes fiers que les six personnalités que nous avons choisies initialement aient toutes accepté de venir aujourd'hui devant vous.

Jean Garrigues, professeur d'histoire contemporaine, et président du Comité d'histoire parlementaire et politique, ouvrira ce matin nos travaux et cherchera à identifier, à la lumière de l'histoire récente, les symptômes de la crise que nous traversons.

Cet après-midi, Chloë Morin et Nicolas Vanbremeersch se succéderont devant vous. L'une et l'autre ont – entre autres – publié deux ouvrages très liés à notre sujet d'aujourd'hui : Le populisme au secours de la Démocratie pour Chloë Morin, De la Démocratie numérique pour Nicolas Vanbremeersch. Nous les avons réunis parce qu'ils sont tous les deux des représentants brillants d'une nouvelle génération de politistes et spécialistes de l'opinion.





Après leurs conférences respectives, une table ronde réunira de jeunes élus de Caluire, de Lyon et de Villeurbanne ; d'opinions différentes, ils nous diront pourquoi il se sont engagés en politique pour devenir des acteurs de la démocratie locale. Samedi matin, nous avons donné carte blanche à Michel Onfray, qui nous honore de sa présence. Je n'évoquerai pas les 113 ouvrages qu'il a publiés, ni son parcours, vous le comprendrez. Nous sommes fiers d'accueillir avec lui un esprit libre (et dérangent, semble-t-il...). Il dialoguera avec Céline Pina, qui l'an passé était déjà présente avec nous, et qui, proche de Michel Onfray, nous a permis de le contacter et de le convaincre de venir à Caluire.

Nous avons aussi demandé à un praticien de la démocratie d'échanger avec Michel Onfray : nous aurons beaucoup de plaisir à accueillir Franck Louvrier, Maire de la Baule-Escoublac, bon client des médias, si je peux me permettre, toujours animé

du sens de la mesure dans ses interventions.

Je souhaite que ces deux journées éclairent votre réflexion et répondent à vos attentes.

Merci à tous les participants de leur concours, à Victor Bosch et ses équipes de nous accueillir.

Notre ami Louis Laforge qui nous accompagnait depuis trois ans a cette fois des contraintes professionnelles qui ne lui ont pas permis d'être présent, mais j'ai beaucoup de plaisir à accueillir, un autre ami, Olivier Gerbi, tête d'affiche de France 3 Méditerranée, qui nous aidera à faire vivre ces Entretiens.

Nous avons préparé ces Entretiens avec Bernard Agarini et aussi Claire, Emmanuelle, Déliah, Pierre-Marie, toujours disponibles et efficaces.

Je terminerai en citant notre jeune conférencière de cet après-midi : « Des pans entiers de notre société considèrent qu'ils ne partagent pas d'avenir avec le reste de la nation ; **comment embarquer la nation dans une aventure commune ?** ».

Si nous contribuons un peu à y répondre, ces deux journées auront répondu à leur objet.



Allocution de Philippe Cochet, Maire de Caluire et Cuire

Mesdames, Messieurs les Elus,
Mesdames, Messieurs les conférenciers,
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir, ce matin, au Radiant-Bellevue pour ouvrir avec vous la 6ème édition des Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin, avec Robert Thévenot, Adjoint à la citoyenneté.

Ce rendez-vous annuel, désormais incontournable à Caluire et Cuire, et au-delà dans le paysage culturel métropolitain et régional, est un exercice inédit de démocratie qui interroge l'engagement individuel de chacun au service des valeurs de la République.

Après la Laïcité, la Liberté, la Fraternité, la Citoyenneté et l'Égalité, nous avons justement choisi, cette année, d'interroger la notion de Démocratie. La démocratie est une problématique d'une actualité particulièrement brûlante, une valeur précieuse tout autant que fragile, que les crises successives que notre pays traverse ces dernières décennies ont dangereusement bousculée et affaiblie.

Une démocratie à renforcer, réaffirmer, repenser peut-être, alors même que la Nation entre dans une nouvelle campagne et que les Français se prêteront, dans quelques mois, à cet exercice démocratique d'envergure qu'est l'élection présidentielle. Alors, également, que toutes les figures d'autorité sont aujourd'hui remises en question et que les tensions et les terrains d'affrontement et de déchirure se multiplient.

Des tensions cristallisées, révélées, amplifiées, notamment sur les réseaux sociaux, et qui semblent, à bien des égards, devenues incontrôlables. La démocratie, c'est ce que les auteurs des attentats de 2015, dont le procès s'est ouvert tout récemment ont cherché à abattre, sans y parvenir. Une attaque d'une telle gravité que la Ville de Caluire et Cuire a créé cet événement, dès 2016, pour redonner du sens et redire notre attachement à notre pays, à notre civilisation et à ses principes fondateurs.

Car, lorsqu'une partie des enfants de la Nation, élevés en son sein, en arrivent à retourner les armes contre leur pays, nous avons le devoir

de nous interroger sur ce que, chacun à notre niveau, nous mettons en oeuvre pour nous assurer de la permanence et de la transmission de ces valeurs.

Les Entretiens de Caluire et Cuire Jean Moulin ont pour ambition de **favoriser le questionnement, d'encourager la nuance, de tenter de déterminer ce qui fait encore et toujours notre socle commun** et d'offrir à nos concitoyens des temps de réflexion et d'échange propices pour développer ou renforcer leurs analyses.

Pour accompagner notre démarche, des historiens, des journalistes, des philosophes, des économistes, des enseignants, des personnalités politiques et de la société civile, comme, par exemple, Michel Onfray, Jean Garrigues, Céline Pina, Franck Louvrier, ou encore Chloé Morin et Nicolas Vanbremeersch, et bien d'autres intervenants de grande qualité, nous font l'honneur d'être parmi nous. Robert Thévenot vous les présentera dans un instant. Ils mettront leurs connaissances, leurs talents et leurs expertises à notre service pour alimenter notre réflexion et élargir nos horizons.

Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Avec eux, nous partons en quête de cette démocratie blessée. Blessée, mais toujours bien vivante ! Les débats, passionnants et assurément enrichissants qui naîtront de leurs échanges et de leurs points de vue variés et parfois très différents, en seront une preuve indéniable et puissante. La question démocratique, en France, mais aussi dans le monde, est aujourd'hui traversée par de nombreux paradoxes et de sérieux affrontements qu'il s'agira d'interroger et de relier pour prendre le recul nécessaire et tâcher de lui donner un sens.

À Caluire et Cuire, nous avons cette conviction que des réponses pragmatiques, réalistes et durables à cette problématique existent. Nous sommes certains que c'est avec une parole vraie et dénuée de toute langue de bois, sans tabous et avec clairesvoyance, que nous les mettrons en lumière et en action. Ces entretiens sont organisés avec une alternance d'exposés théoriques et d'expériences de terrain proposées par des acteurs caluirards qui s'engagent concrètement pour promouvoir la démocratie dans leurs domaines d'intervention. Il y a là un souci constant d'articuler débats d'idées et réalisations tangibles pour apporter du relief à notre réflexion, lui donner un sens et l'enraciner dans notre quotidien.

Cette année, nous avons souhaité que des jeunes qui s'engagent en politique éclairent, eux aussi, nos débats. Ils viendront témoigner de ce qui les anime et nous partager leur vision de l'idéal démocratique.

Je tiens à saluer tous nos partenaires qui travaillent à nos côtés depuis de nombreux mois à la conception de ces Entretiens : le Centre national de la fonction publique territoriale, Philosophie magazine, la librairie Gibert-Joseph, l'université Jean Moulin, le Radiant-Bellevue et la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Merci à Robert Thevenot qui porte la manifestation depuis le début, à Bernard Agarini, Directeur Général des Services, et à l'équipe qui l'entoure.

Merci à Victor Bosch et à son équipe pour leur implication fidèle et sans faille pour la sixième année consécutive, quelque soient les circonstances.

Enfin, je remercie chacun d'entre vous de sa précieuse participation aux Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin et je vous propose



d'ouvrir sans plus attendre cette édition 2021 consacrée à la Démocratie.

Olivier GERBI : Nous allons immédiatement entrer dans le vif du sujet avec le premier temps fort de cette journée. C'est une entrée en matière indispensable pour parler de la démocratie, c'est-à-dire le regard d'un historien.

Bonjour, Jean Garrigues.

Je vais à nouveau vous présenter, pour ceux qui ne vous connaissent pas. Vous êtes normalien, professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Paris et à l'université d'Orléans. Vous avez écrit pas moins d'une quarantaine d'ouvrages sur la vie politique en France, liste non exhaustive, pardonnez-moi si j'en ai oublié. Après votre intervention, le public pourra, bien sûr, vous poser des questions.

Jean Garrigues, je vous donne la parole.

CONFÉRENCE : La Démocratie en crise ? Un regard d'historien.

Jean Garrigues est professeur d'Histoire contemporaine à l'Université d'Orléans et à Sciences Po Paris.

Jean GARRIGUES : Je me suis dit qu'il pourrait être intéressant de vous livrer ce point de vue d'historien, d'inscrire cette crise incontestable du système démocratique que nous vivons, d'après moi depuis des décennies, dans un temps plus long de l'histoire, au travers d'une réflexion sur ce que signifient les crises. Je remercie donc les organisateurs de ce très intéressant événement.

Je rappelle simplement que je ne vais pas remonter jusqu'à la démocratie du V^e siècle, à Athènes, pour vous parler de crise démocratique, l'histoire de la démocratie est une histoire qui est maintenant séculaire. On peut considérer que le système démocratique contemporain, à savoir un système fondé sur la souveraineté du peuple, sur l'exercice des principales libertés et sur la séparation des trois pouvoirs que sont l'exécutif, le législatif et le judiciaire (c'est la théorie de Montesquieu), s'est définitivement installé, encore avec beaucoup d'imperfections, au milieu du XIX^e siècle, autour des années 1850, autour de trois grands modèles. Il s'agit du modèle britannique. Un deuxième modèle est celui des États-Unis d'Amérique, qui paradoxalement s'était constitué par défaut vis-à-vis de la tutelle britannique.

Un troisième modèle, qui nous concerne (le plus), et dont je vais le plus parler, est le modèle français. Ce modèle français, il faut s'en souvenir, lorsqu'il s'est imposé et qu'il a finalement conduit à toute une généalogie démocratique en France, au début de la Troisième République, était un modèle parlementaire. C'est-à-dire un modèle dans lequel le principal pouvoir revenait aux deux Assemblées, notamment à la Chambre des députés, dont découlait le pouvoir exécutif. C'est tout de même très différent de ce qui se passe aujourd'hui dans notre modèle hyper-présidentiel de la Cinquième République. Je parle d'emblée de cela, parce que c'est un des sujets de questionnement qui permet de réfléchir à l'amélioration de notre système, et de questionner, justement, cette hyper-présidentialisation, sans forcément revenir à ce système parlementaire comme le souhaiterait, par exemple, le programme de la France insoumise, qui voudrait aller vers une Sixième République parlementaire.

Ce que je voudrais vous montrer aujourd'hui, ou vous rappeler, c'est d'abord que la crise de la démocratie, c'est-à-dire cet écosystème d'institutions, de pouvoirs, de pratiques, de valeurs et de symboles, qui constituent la démocratie, a connu un très grand nombre de crises depuis qu'il s'est installé au milieu du XIX^e siècle. Ces crises ont été de plus ou moins court terme, quelquefois elles duraient deux ou trois jours, ce que l'on appelle des « crises ministérielles » : on ne trouvait pas un remplaçant au président du Conseil sous la Troisième ou la

Quatrième République, cela pouvait durer une journée. Mais ce sont aussi des crises qui peuvent durer très longtemps, et qui sont des crises profondes, durables.

Dans un premier temps, je vais déjà mettre l'accent sur la manière dont ce qui s'impose à nous comme crise, c'est-à-dire cette crise liée au Covid, peut révéler des questionnements, justement, autour du fonctionnement de notre démocratie. Ce sera en quelque sorte mon introduction, essayer de montrer en quoi la crise pandémique éclaire un certain nombre de dysfonctionnements ou d'améliorations nécessaires de notre système démocratique.

Dans un second temps, j'attaquerai le vif du sujet, c'est-à-dire notre crise actuelle à travers, d'une part, un petit retour dans le passé, sur la manière dont cette crise actuelle, qui à mon sens a commencé il y a déjà bien des années, s'inscrit dans une généalogie, je dirais même dans un cycle démocratique. C'est un premier point.

Le deuxième point, ce sera d'essayer d'analyser les causes de la crise actuelle, à la lumière de cette comparaison avec d'autres crises qui ont ébranlé le système démocratique depuis 1850.

Le troisième aspect sera évidemment d'examiner les manifestations de cette crise et ce que cela induit sur la manière dont fonctionne actuellement notre démocratie. Ce sera centré plutôt sur le cas français, qui est tout de même un cas spécifique, hyper centralisé et hyper présidentialisé.

Dans un dernier temps, j'essaierai de proposer éventuellement quelques pistes pour sortir de cette crise démocratique, qui n'est pas une



impasse à mon sens. Je fais partie de ceux qui prédisent la grande catastrophe, à plus ou moins long terme. La démocratie, telle qu'elle existe aujourd'hui, cet écosystème démocratique, des institutions, des pratiques, des idées, des valeurs, des contre-pouvoirs, des rituels et des symboles, tout cela, à mon sens, mérite aujourd'hui d'être révisé à la lumière de cette crise profonde qui frappe, d'ailleurs, toutes les démocraties.

Premier temps, donc, en guise d'« apéritif », montrer que la crise pandémique a tout de même révélé, questionné en tout cas, de nombreux aspects du fonctionnement de notre démocratie.

Tout d'abord, la réapparition des pratiques d'exception. L'état d'urgence, par exemple, ce sont des choses que l'on avait connues en 1848, en 1914, ou au moment de la guerre d'Algérie, mais qui ont été remises en vigueur. Sont-elles compatibles avec la conception que nous nous faisons aujourd'hui de la démocratie ? Sont-elles acceptables par les populations ? Peut-on considérer que les Conseils de défense sanitaires, qui se sont multipliés, font partie ou non de cette démocratie telle que nous la concevons au XXI^e siècle ?

Plus globalement, le renforcement du poids de l'État, qui a été rendu nécessaire par la lutte contre la pandémie : est-ce une bonne chose ? Une mauvaise chose ? Est-ce que cela correspond à une demande sociale ? Cette question ne cesse d'agiter le corps social justement, à savoir la gouvernance des experts. Que n'a-t-on dit sur le rôle et l'influence des médecins, des conseils de santé ? Etc. Cela pose un problème. Comment le politique peut-il rester imperméable, ou au contraire accueillir les conseils des experts ? La question s'est posée en 1914, cette fois ce n'étaient pas les experts sanitaires, ce n'étaient pas les médecins, c'étaient les militaires. Comme vous le savez, au début de la guerre de 1914, pendant trois ou quatre mois c'est le commandant en chef de l'armée française, le maréchal Joffre, qui gouvernait et détenait le pouvoir politique à Paris. On voit donc à quel point cette question du rôle des experts et de l'influence des experts sur la décision politique est une vieille question, et il est légitime de la poser.

D'un côté, se pose la question de la sur-présidentialisation en cas de crise, dont je vous parlerai tout à l'heure, et du sur-interventionnisme de notre président de la République. Mais cela a été le cas également dans toutes les autres démocraties, que ce soient des Premiers ministres, des chefs de gouvernement ou des chancelières, à savoir la sur-personnalisation de toutes les décisions prises. Phénomène que l'on a connu, là encore, lors de toutes les crises, que ce soit la guerre de 14, avec le « tigre », Georges Clemenceau, ou la guerre de 40, avec Churchill ou Pétain. On a toujours eu, dans des périodes de crise, cette sur-personnalisation et cette sur-présidentialisation. Est-elle souhaitable ? Est-elle indispensable ? Comment peut-on la juguler ? Comment peut-on la questionner ? Toutes ces questions se posent aujourd'hui dans la crise pandémique.

De même, se pose la question de l'équilibre entre (c'est très spécifique à la France), le Chef de l'État, Président de la République, et le rôle du Premier ministre. Doit-il être un simple exécutant, un collaborateur, ou au contraire prendre une part majeure à la politique qui est menée en temps de crise ?

Se pose la question de la communication d'exception, aussi. La multiplication des interventions de l'exécutif, que d'aucuns pourraient comparer à ce que l'on appelait, pendant la guerre de 14, le bourrage de crâne . La manière de mobiliser une population dans un conflit, quel qu'il soit, parfois contre un adversaire, parfois contre un risque pandémique, comme c'est le cas aujourd'hui.

Le rapport, plus global, entre les pouvoirs. C'est-à-dire d'un côté l'exécutif (le binôme exécutif président de la République/Premier ministre), et de l'autre côté le Parlement. On sait, dans les débats qui sont venus à la surface de la vie publique depuis quelque temps, à quel point le Parlement s'est considéré comme dépossédé de ses droits, en tous les cas l'opposition parlementaire. A contrario, on a bien vu aussi que les commissions d'enquête, par exemple sur l'affaire Benalla, pouvaient contribuer à réactiver et à réhabiliter le rôle de contre-pouvoir du législatif.

Le rôle de l'opposition, a également été remis en question. Y compris les divisions de la majorité, notamment de La République en Marche, sur des articles comme l'article 24 de la loi de sécurité globale. Tout cela a questionné la démocratie à la faveur de cette crise pandémique, qui nous a plongés dans une situation tout à fait exceptionnelle.

J'oubliais, c'est très important, et vous y êtes évidemment sensibles, d'ailleurs vos édiles y ont fait allusion, le rôle des pouvoirs territoriaux, les tensions entre l'exécutif hyper centralisé en France et la capacité de manoeuvre et d'autonomie des pouvoirs locaux, départementaux et régionaux. Les polémiques qui s'ensuivent, les conflits de légitimité de pouvoir, les conflits de moyens, également, tout cela contribue à une réflexion sur la démocratie aujourd'hui. Et je ne parle même pas d'une comparaison avec l'étranger, de la manière dont se sont construites dans d'autres pays, des dialectiques différentes entre la centralisation, la territorialisation, la différenciation territoriale. On voit bien qu'en Allemagne, en Italie ou aux États-Unis, pour ne prendre que ces trois exemples, les territoires ont joué un rôle beaucoup plus autonome dans la gestion de la pandémie. Tout cela pose des questions sur le fonctionnement d'une démocratie, et peut-être sa capacité à se renouveler, à se transformer, à évoluer, dans un sens ou dans un autre. Il ne m'appartient pas de donner, en tous les cas à ce stade de la réflexion, des solutions.

L'influence de la crise pandémique, également, sur les compositions politiques. On a bien vu à quel point Donald Trump avait été victime de sa politique pandémique, qui lui a coûté très cher.

Plus largement, et c'est au fond l'essentiel, on voit très bien, comment cette crise pandémique a posé le questionnement ultime de savoir comment notre État-providence, notre système qui s'est établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette démocratie sociale, de protection et d'intervention, doit s'adapter à ces conjonctures de crise. Doit-on adapter l'État-providence à la mondialisation, comme le souhaitait, au début de son mandat, Emmanuel Macron ? Ou ne doit-on pas, au contraire, adapter la mondialisation à l'État-providence ? Je pense que c'est la question centrale qui se pose aujourd'hui à la faveur de la crise. Doit-on retrouver, par exemple, une indépendance industrielle, perdue dans un certain nombre de domaines ? Renforcer le rôle de l'État protecteur, de l'État stimulateur, investisseur et producteur ? Quel lien entre ce rôle de l'État national et le supranational, notamment l'Union européenne, puisque la France est incluse dans cet ensemble européen ? Et autres interrogations, d'ailleurs liées à celles dont je viens de parler. Doit-on être dans une logique d'ouverture mondialisée, par exemple, qui a permis d'avancer et de transmettre les progrès techniques de la vaccination ? Ou, au contraire, dans une logique de protection et de repli, qui pourrait nous être inspirée par, précisément, la transmission de cette pandémie ? Ce sont toutes les questions qui sont posées par la pandémie et qui sont directement liées au fonctionnement de notre démocratie, pas simplement en tant qu'institution, mais en tant qu'écosystème qui englobe tous ces aspects.

C'est donc ce qui m'amène à faire un lien, très direct, entre cette pandémie et les questions qui se posent à nous sur la crise de la démocratie qui, à mon sens, est une crise beaucoup plus profonde et qui dure depuis des décennies, en tous les cas dont les effets, tels que nous les ressentons aujourd'hui, ont commencé à apparaître depuis des décennies.

Je rappellerai tout d'abord, en tant qu'historien, que cette crise de la démocratie, telle que nous la vivons, s'inscrit à mon sens dans deux grands cycles d'histoire de la démocratie.

Le premier commencerait, je l'ai dit tout à l'heure, au moment où se sont mis en place ces systèmes, notamment celui de la Troisième



République, nous sommes dans les années 1850/1880, où va se produire une première crise d'adolescence de la démocratie. C'est une crise qui arrive très vite, au bout d'une vingtaine d'années, dans les années 1890/1900, et qui est d'ailleurs très liée à la crise économique mondiale, que l'on a quelque peu oubliée aujourd'hui, mais qui avait frappé très durablement les démocraties à l'époque. Elle avait notamment instauré un phénomène inconnu à l'époque, qui est le chômage de masse, et avait véritablement déboussolé les systèmes démocratiques libéraux, ultralibéraux, même, et parlementaires qui existaient, notamment les grands systèmes français, américains et britanniques.

Voyez une des conséquences de cette crise de fin de siècle dont je viens de parler. Il s'agit de ce mouvement très particulier qui a saisi la France, je n'ai pas d'autres mots, dans les années 1887-1889, pour être très précis. C'est une crise d'adolescence, la République a 17 ans. Un général, que personne ne connaissait dans le grand public, est nommé ministre de la Guerre, il s'appelle le général Boulanger. Soudain, ce général devient, en quelques mois, l'idole des Français, selon un phénomène d'emballlement émotionnel qui n'est pas sans évoquer celui qui est en train de se cristalliser autour d'un polémiste-journaliste, dont vous avez tous le nom sur le bout des lèvres. J'ai d'ailleurs publié, il y a quelques jours, une tribune dans le journal Le Monde pour faire un parallèle avec ce qui est arrivé au général Boulanger, qui s'est lancé dans une carrière politique. Lui, auparavant militaire, prétendait monter à l'assaut de la Bastille parlementaire, reprendre cette Bastille des élites, au nom du peuple, au nom du suffrage universel que montre le canon qui bombarde cette Bastille, au sommet de laquelle on aperçoit les grands chefs républicains, notamment Jules Ferry et les autres. Ce général, qu'on appelle le « Général Revanche », voulait restaurer la grandeur de la France, parce qu'en 1871 la France avait perdu la guerre contre l'Allemagne. Ce « Général Revanche » voulait aussi combattre, c'est ce que dit son drapeau, les « voleurs », c'est-à-dire la République malhonnête, les impuissants, les corrompus, tel qu'il se figurait les élites politiques et telles qu'il les pressentait.

Avec ces idées très simplistes, qui à mon sens marquent le début du courant populiste en France, ce général s'était appuyé sur cette crise d'adolescence de la démocratie pour proposer une alternative autoritaire, nationaliste et populiste à ce qui existait, c'est-à-dire la démocratie libérale et parlementaire. Vous voyez que déjà se posait cette question de l'adéquation de la démocratie libérale et parlementaire aux aspirations d'un peuple, que le général Boulanger entendait représenter.

Évidemment, cette crise a été suivie d'une crise beaucoup plus profonde. Le général Boulanger a été un météore qui, très vite, a dû s'exiler parce qu'il était accusé de complot contre la sûreté de l'État, en 1889. Puis il s'est suicidé sur la tombe de sa maîtresse, je vous renvoie à l'un de mes premiers ouvrages, il y a une vingtaine d'années, dans lequel j'évoquais ce mouvement boulangiste tout à fait spectaculaire.

Cette première crise annonçait, d'une certaine manière, une autre crise beaucoup plus profonde, qui est la crise de l'entre-deux-guerres, qui s'est déclenchée à la suite de deux traumatismes successifs. Il s'agit, tout d'abord, de la Première Guerre mondiale, qui a totalement désarticulé les démocraties européennes puis, d'autre part, de la crise économique de 1929, qui a ravagé les économies européennes. Ce double choc de 1914 et de 1929 a introduit une interrogation collective dans toutes les démocraties. Je ne vais pas détailler tout ce qui s'est passé, c'est d'ailleurs le sujet d'un cours que je propose à mes étudiants et cela nous prend un semestre pour parler de ces 20 années de l'entre-deux-guerres. Je souhaite simplement rappeler que ces crises successives ont conduit à une tentation d'autres systèmes politiques. En premier lieu, à partir de la révolution d'octobre 1917, en ce qui s'appelait la Russie, la naissance de la Russie bolchévique et du modèle de ce que les bolcheviks appelaient la « démocratie populaire », qui a véritablement enthousiasmé les mouvements ouvriers européens dès les derniers mois de la guerre et les premiers mois de l'après-guerre. On voit, par exemple en Italie, qui venait d'entrer plus ou moins dans une monarchie qui ménageait des éléments de contre-pouvoir démocratique (ces gardes rouges qui occupent les usines en septembre 1920), la grande peur sociale, avec le drapeau des bolcheviks qui plane sur les usines, notamment dans le nord de l'Italie. Ce phénomène, que nous avons connu en France, a conduit à la création du Parti communiste lors du congrès de Tours en décembre 1920.

Nous l'avons connu également en Angleterre, de manière beaucoup plus feutrée. Nous l'avons connu aussi en Allemagne, où cela a conduit



à ce que l'on appelait la « semaine sanglante de Berlin » en 1919. Même aux États-Unis, où un mouvement communiste très fort s'est développé, notamment à Boston, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cela a conduit à la recherche d'un autre système politique, qui n'était plus la démocratie libérale et parlementaire, mais qui était cette démocratie populaire, qui enthousiasmait les foules à l'époque. Comme vous le savez, au fil du temps, ce régime a fait déchanter beaucoup de ses partisans, y compris d'ailleurs des compagnons de route en France, des gens comme l'écrivain André Gide, qui à partir des années 30 s'est détaché de ce système communiste. À côté du système communiste, et de manière encore plus prégnante dans les démocraties européennes, on a eu la tentation des régimes totalitaires. On est encore sur ce succès et cette expansion du communisme et je voulais vous montrer ces images de cette expansion du communisme, car esthétiquement elles sont très intéressantes et très belles, qui se présentait en lutte contre l'impérialisme et la colonisation, qui montrait de quelle manière deux mondes allaient s'opposer et de quelle manière il fallait se rallier au système de l'Union soviétique pour trouver une alternative à cette démocratie.

J'enchaîne pour vous montrer l'essentiel, à savoir la manière dont Benito Mussolini, dès 1922 (nous sommes vraiment au lendemain de la Première Guerre mondiale), s'articule sur ce péril communiste qui déferle sur l'Europe pour créer son mouvement fasciste et instaurer un nouveau projet politique, totalement en rupture avec la démocratie, qui est le régime totalitaire, le régime fasciste. Attention, l'historien que je suis est toujours choqué lorsqu'il entend parler de « fachos » ou d'accusations de fascisme. Le régime fasciste est quelque chose de très identifié sur le plan institutionnel et politique, c'est la subordination de l'individu à l'État. S'il existe aujourd'hui à mon sens des régimes totalitaires, qui peuvent s'apparenter au fascisme mussolinien ou au nazisme, il faut aller chercher du côté des théocraties islamistes, qui sont des régimes totalitaires. Le talibanisme afghan en serait un exemple, mais aucun rapport avec tout ce que l'on peut trouver aujourd'hui dans nos démocraties et dans les tentations non démocratiques de nos pays.

Mussolini, en Italie, prend le pouvoir en 1922, on continue avec ce qui s'est passé en Allemagne où, avec son ouvrage *Mein Kampf* en 1925, Adolf Hitler, après avoir tenté un coup d'État en 1923 (le putsch de la Brasserie à Munich), met en place, lui aussi, une idéologie totalitaire, qui est le nazisme, qui s'inspire du fascisme, mais avec un fondement raciste qui n'existait pas dans le fascisme. Cela va amener, à partir de 1933, le totalitarisme au pouvoir dans l'Allemagne. Pourtant, avec la république de Weimar, l'Allemagne de l'époque possédait l'un des systèmes démocratiques les plus progressistes en Europe. Mais en 1933, à la suite des conséquences sociales de la crise de 1929, tout bascule et ce petit parti, ce parti minoritaire qu'était le NSDAP, le parti nazi d'Adolf Hitler, surfe sur cette vague de mécontentement social et de chômage engendrée par la crise de 1929, pour prendre le pouvoir en 1933.

Et l'on continue pour montrer comment ce traumatisme, qui touche l'Allemagne et l'Italie, et qui les conduit au totalitarisme, fait aussi des victimes et des ravages dans les sociétés qui sont les gardiennes de la démocratie. Notamment la société française, où l'on voit cette fameuse émeute des ligues d'extrême-droite et des associations d'anciens combattants le 6 février 1934. Vous voyez les slogans du général Boulanger dans les années 1880, où l'on veut restaurer la grandeur de la France, où l'on critique les élites parlementaires, coupables d'avoir laissé la crise faire des ravages dans la société française, et où la violence se substitue au dialogue républicain. « Odieux attentats communistes », nous dit l'hebdomadaire illustré, en réalité c'était un affrontement entre les ligues d'extrême-droite et les militants communistes. En février 1936, Léon Blum, qui revenait du Palais Bourbon en voiture, est pris à partie par un cortège de camelots du Roi, des militants de l'Action

française, ceux qu'admire Éric Zemmour. Ces militants de l'Action française vont manquer de tuer Léon Blum, car ils l'ont aperçu dans sa voiture, l'ont extirpé et ont commencé à le tabasser, et le voilà sur son lit d'hôpital.

C'est pour vous montrer la violence, à la fois verbale, mais aussi physique, qui s'est détachée de cette crise des années 1930, et qui a d'ailleurs conduit à une vraie réflexion sur ce que devait être la démocratie, notamment dans son efficacité et dans la nécessité de réévaluer l'exécutif. Léon Blum lui-même avait publié, en 1918, ce qu'il appelait ses « Lettres sur la réforme », dans lesquelles il préconisait un renforcement de l'autorité de ce que l'on appelait à l'époque le « président du Conseil », le chef du gouvernement, dans un système qui, selon lui, était trop parlementaire. C'est-à-dire que l'on avait, dans cette crise des années 1930, une aspiration inverse de ce que nous connaissons aujourd'hui, où l'on se dit que l'exécutif a trop de pouvoir. À l'époque, on pensait qu'il n'en avait pas assez, et c'est toute une réflexion qui a été menée. Il y a eu notamment un grand plan, appelé le « Plan du 9 juillet », en 1934, qui a été diffusé dans toute la presse, et qui proposait un renforcement du pouvoir, à la fois du président de la République et du président du Conseil. L'introduction du référendum, notamment, qui n'existait pas à l'époque. Bref, on voit bien à quel point cette crise de l'entredeux-guerres rebat les cartes de la démocratie.



Nous avançons encore dans la présentation, pour montrer qu'aux États-Unis cela conduit notamment à l'expansion des groupuscules autoritaires, voire totalitaires, autour du Ku Klux Klan, qui était cette organisation raciste, et notamment anti-noire, mais antisémite aussi, et surtout très réactionnaire, on voit les défilés à ciel ouvert à Washington. Mais on voit aussi ce personnage, avec sa petite moustache, moins connu, sans doute, en France, que dans l'Angleterre des années 1930. Il s'agit d'Oswald Mosley, qui a créé l'Union britannique des fascistes (British Union of Fascists) et a entretenu (on le voit aux côtés de Benito Mussolini), par l'entremise de sa maîtresse, qui était très proche de Goebbels en Allemagne, des relations très étroites avec les régimes totalitaires, en plus de vouloir apporter le totalitarisme dans la société britannique. Si les Français ont eu leur journée d'émeutes du 6 février 1934, devant la Chambre des députés, les Britanniques ont eu une célèbre émeute, conduite par les fascistes de Mosley, la bataille de Cable Street, en octobre 1936, qui montre très bien à quel point la démocratie était remise en question par cette crise des années 1930.

Je poursuis la présentation, pour parler du second cycle. Pourquoi ? Parce que la crise des années 30, cette crise d'usure de la démocratie, qui a montré à quel point d'autres horizons étaient possibles, comme la démocratie populaire, les régimes totalitaires, les régimes plus autoritaires, cette remise en question a conduit à un nouveau cycle démocratique. Mais là, nous anticipons, revenons donc quelque peu en arrière, si vous le voulez bien, car j'ai quelques petites choses à dire avant cela.

Cela conduit à un nouveau cycle démocratique, qui commence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'une manière globale, les démocraties se sont aperçues que le système libéral, parlementaire et orthodoxe, tel qu'il existait depuis 1850, ne répondait pas aux aspirations de la masse des citoyens en démocratie, notamment des masses populaires. On a donc inventé un nouveau système, il a d'ailleurs commencé à s'inventer dès les années 20, mais ce serait une trop longue histoire. Ce cycle, en 1945, s'est épanoui, notamment par l'action de ceux qui avaient été dans les résistances, un peu partout en Europe, on l'a nommé l'« État du bien-être », ou « Welfare State », ou « État-providence ». C'est-à-dire une nouvelle démocratie, plus sociale, dans laquelle on prend davantage en compte les questions d'égalité, de protection et de justice sociale. C'est ce système qui s'est imposé dans l'espace démocratique mondial avec comme chefs de file, notamment, la France, l'Angleterre et même les États-Unis, qui restaient très fidèles à l'orthodoxie libérale et capitaliste, mais qui ont introduit de nombreux éléments de cet État-providence dans leur système.

Ce système-là repart, il fonctionne très bien, c'est ce que l'on appelle les « 30 glorieuses » de l'économie française, à partir des années 50. Une croissance, une nouvelle société de consommation se crée, excepté que, au cœur des années 60, ceux-là mêmes qui avaient bénéficié de cette croissance, ceux-là mêmes qui étaient nés au lendemain de la guerre de 45, parfois un peu avant, cette génération entre en crise. Crise d'adolescence dans tous les sens du terme, puisque ce sont des adolescents et parce que cette nouvelle démocratie est en adolescence. Ils vont mettre en place tout un dispositif intellectuel et politique pour contester cette société de consommation, cet État providence qui ne leur propose plus un horizon à leurs mesures, avec des valeurs, une sorte d'étroitesse qui ne correspond plus aux ambitions de cette nouvelle génération.

On a un certain nombre de penseurs, comme Herbert Marcuse, qui montre cet homme, ou une idée dimensionnelle, uniquement vouée à la production et à la consommation. Guy Debord, qui nous montre les dérives de la société du spectacle. Theodor Adorno, qui étudie les contraintes de la société de consommation. Jacques Lacan, qui, par le biais des mots, l'analyse également. L'ensemble de cette pensée va conduire à une alternative à la démocratie telle qu'on la connaît, à la démocratie de l'État providence et à de nouvelles valeurs.



Le tout, évidemment, s'articule beaucoup sur la perception de ce néocolonialisme américain pendant la guerre du Vietnam, qui a conduit toute une génération de jeunes Américains à s'opposer à cette guerre, au travers de cette grande manifestation à Washington, dont vous voyez les slogans, « Love not War ». C'est toute une contre-culture et une contre-société qui contestent le fonctionnement de la démocratie, les excès du pouvoir exécutif, les excès des pouvoirs en général et qui prônent une société plus égalitaire, plus horizontale, plus individualiste et plus libertaire.

En France, tout cela s'est cristallisé dans la crise de mai 1968, « sois jeune et tais-toi », le général de Gaulle décrit comme une sorte de garde-chiourme d'une société prisonnière, « sous les pavés, la plage », « la chienlit, c'est lui », puisqu'il avait dit que mai 68, c'était la chienlit. La figure de Daniel Cohn-Bendit, « nous sommes tous des juifs et des Allemands », dans cette volonté de faire éclater les carcans de la citoyenneté, et même de la nation, tel que tout cela s'est manifesté en mai 68.

Cette révolution morale et générationnelle des années 60 conduit également à une nouvelle réflexion, à de nouveaux questionnements, notamment sur la place des femmes. C'est à ce moment-là que va se créer, en 1970, le Mouvement de Libération des Femmes (MLF). C'est aussi, en 1971, ce « Manifeste des 343 », celles qui avaient eu le courage de se faire avorter, c'est la figure de Gisèle Halimi. Tout cela a conduit, en 1974, notamment sous l'influence de Valéry Giscard d'Estaing et de ceux qui lui ont succédé, à un certain nombre de libérations, comme la majorité à 18 ans, le droit à l'avortement conduit par Simone Veil, avec toutes les vicissitudes que cela lui a procuré et toutes les attaques qu'elle a subies. Vous voyez ici, également, toute une adolescence de ce nouveau système démocratique qui pousse à le transformer, à changer ses valeurs, à changer ses pratiques, à changer la manière de vivre ensemble en démocratie.

Si l'on avance encore, vous voyez également en quoi toute la question écologique est apparue à ce moment-là. Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, que culturellement, les écologistes d'aujourd'hui soient très inspirés par toute la culture d'extrême-gauche, dont ils sont issus puisque cela a commencé dans les années 1970. D'ailleurs, le premier candidat écologiste, qui était un savant nommé René Dumont, en 1974, était issu de cette mouvance, même si lui n'était pas forcément l'emblème d'une extrême-gauche issue de mai 68. « Atomkraft ? Nein, danke ! » (Nucléaire ? Non, merci !), ce mouvement s'est construit, le mouvement des consommateurs également, contre la pollution, à cette époque.

Nous avançons davantage, et nous réfléchissons maintenant au vif du sujet. Pour comprendre finalement ce qui se passe aujourd'hui, que j'assimilerai à une forme de crise d'usure de la démocratie, me semble, dans le nouveau cycle qui a commencé en 1945, être une forme de symétrie de ce qui s'est passé dans l'Europe des années 30. C'est-à-dire cette crise d'usure, qui a conduit à ne plus se satisfaire de ce qu'était la démocratie libérale, parlementaire, élaborée dans les années 1850. Aujourd'hui, après 75 ans d'exercice et de développement de la démocratie de l'État providence, on en voit les limites et l'on se pose évidemment des questions, avec des horizons d'alternatives. Pourquoi est-ce que l'on se pose des questions ? Quelles sont les causes de cette crise d'identité, de cette crise d'usure de la démocratie qui, je le répète, pourrait s'apparenter à celle des années 30 ? Vous voyez que les causes sont multiples et, me semble-t-il, c'est cette multiplicité qui fait la profondeur du mal et qui fait aussi la difficulté à trouver des causes. Il y a de nombreux aspects, c'est incontestable. Le premier, me semble-t-il, qui d'ailleurs n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé dans les années 30, est ce sentiment d'insécurité sociale. Qui est moins lié, d'ailleurs, au chômage de masse, même si, notamment en France, et à partir des années 1980-1990, cela a été le problème majeur et le motif majeur de l'insatisfaction en démocratie. Ce sentiment est moins lié au chômage de masse, comme c'était le cas dans l'Allemagne des années 30, qu'à ce sentiment de déclassement qui a touché toute une partie des classes moyennes, inférieures, ou une partie, d'ailleurs, de ce que l'on appelle les « couches populaires » du salariat. On sait également que, contrairement à la société démocratique des années 30, le monde ouvrier, le secteur secondaire, y est beaucoup moins prégnant qu'à l'époque. C'est d'ailleurs une des explications du déclin du Parti communiste, qui était le parti de la classe ouvrière.

Le sentiment de déclassement, donc, on l'a vu à travers la crise des gilets jaunes, à travers la composition sociologique des manifestants des gilets jaunes. C'est beaucoup plus diffus, ça n'est pas une catégorie sociale précise. Cela peut être de jeunes retraités, qui ont des pensions insuffisantes, cela peut-être des artisans ou des commerçants, qui ne survivent plus face aux taxes qui leur sont imposées, cela peut-être des paysans, cela peut-être des fonctionnaires, qui s'estiment insuffisamment payés par l'État. Il y a de nombreuses choses de ce genre, mais fondamentalement ce sentiment du déclassement social, que l'on trouvait déjà lors de la crise poujadiste, mais davantage concentré sur le monde de l'artisanat et du commerce, touche ici toute une frange de la population, notamment dans ses franges périphériques. Je pense aux travaux de Christophe Guilluy, qui a bien montré cette tension entre périphérie et centralité. La périphérie n'étant pas simplement géographique, mais le sentiment d'une périphérie sociale, de ne plus être au centre des préoccupations de la vie publique et de la démocratie. C'est quelque chose de fondamental, ce sentiment du blocage de l'ascenseur social, d'un désengagement de l'État dans ces périphéries urbaines ou rurales. Ce sentiment d'une société totalement déstructurée, archipelisée, avec Jérôme Fourquet. Tout cela, ce sont des phénomènes de longue haleine, car cela commence véritablement dans les années 1980, et ce sont des phénomènes qui pèsent sur l'impression que la démocratie ne satisfait plus les aspirations du corps social.

Le second élément majeur, énorme, et qui mériterait des discussions sans fin, est l'insécurité culturelle et identitaire. C'est-à-dire la manière dont, sur cette société archipelisée où les gens se sentent déclassés et oubliés, est venu se greffer un phénomène d'immigration de masse (on est obligé de le nommer ainsi), que certains considèrent comme excessif aujourd'hui, même s'il était ressenti comme une nécessité dans les années 60 ou 70, mais une nécessité économique. Ce phénomène d'immigration a entraîné l'apparition d'un phénomène totalement étranger à la conception républicaine de la démocratie, la conception française de la démocratie, qui est une conception unitaire, c'est le communautarisme. On a vu le communautarisme progresser depuis une vingtaine d'années, pas simplement dans la communauté musulmane de France. On voit aussi des tentations communautaires dans l'intégrisme catholique, par exemple, et on voit bien que ce communautarisme existe dans d'autres démocraties. Il est même beaucoup plus institutionnel aux États-Unis ou dans les pays anglosaxon. Mais ce phénomène contribue à désagréger ce sentiment d'identité, ou cette culture identitaire, qui était tout de même un des fondements de notre République. Et, je le répète, les hommes de la Troisième République, qui avaient mis en place la démocratie à l'époque, ce système de démocratie parlementaire, avaient beaucoup travaillé, justement, et beaucoup insisté sur la nécessité de nous donner une identité culturelle. Cela se faisait d'ailleurs au prix de ce qui s'est passé à l'école, où l'on interdisait aux gamins de continuer à parler dans leur patois identitaire ou communautaire, comme le patois occitan ou le patois picard, puisqu'ils devaient parler le français. Le service militaire, aussi, servait à cela, à identifier et à unifier une même culture. Ce phénomène d'identification et d'unification avait été très important à l'époque. Car je rappelle qu'en 1870, quand les républicains ont amené la démocratie et ont proclamé **la troisième République, ils ont mené un combat, pour recréer la démocratie, qui était similaire au nôtre. Peut-être beaucoup plus difficile** encore, puisqu'on sortait d'une période qui était celle du Second Empire, dans laquelle les neuf dixièmes de la population, qui était une population rurale et de paysans, adhéraient au système autoritaire du Second Empire. Il fallait donc leur prouver et leur montrer comment la République, c'est-à-dire la démocratie à la française, pouvait être un facteur d'identité, d'unité et de reconnaissance.

Le lien avec ce que je viens de dire, ou avec ce que je veux vous dire maintenant, est là aussi très fort. Pourquoi ? Parce que pour construire cette identité commune, les hommes de la Troisième République ont beaucoup travaillé, notamment sur la reconnaissance d'une histoire commune, sur l'exaltation d'une histoire commune. Y compris au terme d'une fiction historique, qui était celle des grands héros de l'histoire de France, de Vercingétorix à Louis XIV, en passant par Clovis et Jeanne d'Arc. En reconstituant une sorte d'histoire fictionnelle des grands héros français. Or, cette histoire fictionnelle, depuis une trentaine d'années, a été totalement déconstruite. C'est-à-dire que cette identité historique a été déconstruite, pour de bonnes et de mauvaises raisons.

Reconnaître la responsabilité de l'État français, et même de la démocratie française dans la colonisation, auparavant dans la traite négrière, dans les guerres de décolonisation, tout cela est une nécessité historique. Mais la repentance est venue s'imposer, au détriment de l'exaltation. La repentance est venue s'imposer au détriment de ce tissu qui s'était patiemment mis en place, qui nous avait construit une forme de fierté identitaire depuis 1870.

«Et si les vraies raisons, ce n'était pas à nous, les citoyens, de les assumer ?»

Cela a conduit aux excès de la cancel culture qui, à mon sens, est une dérive par rapport à cette culture de la repentance. La repentance, on peut en discuter. La cancel culture, il est difficile de l'admettre, en tous les cas telle qu'elle est conçue, c'est-à-dire comme une sorte d'effacement total de ce qu'a été l'histoire de notre pays, ou de l'histoire des démocraties en général.

Il y a donc cette insécurité culturelle et identitaire très forte, qui a marqué évidemment nos sociétés, avec la violence liée à cette ghettoïsation des populations communautarisées.

Face à ces problèmes d'insécurité sociale, d'insécurité culturelle et identitaire, ce qui ressort de la perception collective, c'est l'impuissance des politiques. On voit bien que, de plus en plus, les Français ont pris conscience de la difficulté, on l'a vu à travers l'alternance d'un président de droite, Nicolas Sarkozy, et d'un président de gauche, François Hollande, et de l'impuissance des politiques, véritablement, à agir sur la mondialisation, sur les contraintes européennes aussi, qui pèsent sur nous, avec le sentiment d'une dépossession de la nationalisation du politique. L'impuissance des politiques est quelque chose dont se sont persuadés progressivement les Français ou d'autres, d'ailleurs, et qui conduit évidemment à l'abstention et à tous les phénomènes dont je vais parler tout à l'heure.

J'y ajouterai une crise d'imagination des politiques, un épuisement idéologique. Cet épuisement idéologique qui conduit, qui a conduit les grands partis au pouvoir (pour simplifier, les partis socio-démocrates ou conservateurs, puisque c'est le cas dans toute l'Europe) à une forme d'épuisement, à ne plus savoir comment renouveler leur pensée. Cela a été très clair au sein du parti socialiste. Les deux mandats de François Mitterrand ont fait à la fois beaucoup de bien et beaucoup de mal au socialisme, dans le sens où ils lui ont donné une sorte de légitimité de la gouvernance, « nous sommes capables de gouverner nous aussi », ce que la droite contestait aux socialistes avant Mitterrand. Mais, en même temps, il a épuisé idéologiquement le socialisme, qui n'a plus été qu'une sorte de gestion de la gouvernance. Or, on sait bien que les tentatives de Michel Rocard pour renouveler la pensée sociale-démocrate, notamment, ont été des échecs. Dans l'histoire, à la fois du socialisme et des partis conservateurs, si j'excepte peut-être la phase néolibérale conduite par Margaret Thatcher d'un côté et par Ronald Reagan de l'autre aux États-Unis, on voit bien qu'il a été très difficile, à droite comme à gauche, de renouveler véritablement le projet politique, et surtout de mobiliser autour de ce projet. C'est ce qui est le plus grave. Il y a déjà eu le blairisme, il y a quelques années, dans la famille sociale-démocrate. On voit bien que **les grands partis qui menaient le jeu politique depuis une trentaine d'années ne produisent plus d'enthousiasme idéologique**, comme c'était le cas il y a 150 ans avec le libéralisme ou il y a 80 ans avec le communisme.

Cela conduit à une société de l'hyper individu, ou plutôt c'est le corollaire d'une société de l'hyper individu, qui est peut-être le facteur le plus grave de cette crise de la démocratie. Car il serait trop simple de focaliser la responsabilité de la crise démocratique sur nos élites. C'est le discours, évidemment, que vous allez entendre à longueur de temps pendant la campagne présidentielle. C'est la faute de ces politiques, qui n'ont pas su se renouveler, qui sont impuissants, qui sont frileux par rapport à l'Europe et par rapport à la mondialisation. **Et si les vraies raisons, ce n'était pas à nous, les citoyens, de les assumer ?** Si ce n'était pas précisément cette société qui a fait de nous des citoyens totalement désengagés, des citoyens consommateurs de politiques, comme nous consommons des produits, à travers, d'ailleurs, l'émancipation et le développement de ce néolibéralisme qui s'est imposé, finalement. C'est-à-dire que c'est la liberté absolue et la frénésie de consommation qui nous gouvernent, ainsi que l'esprit de mai 1968, libertariste, qui font que nous considérons que la démocratie a sans arrêt des devoirs envers nous, et que nous n'avons aucun devoir envers elle. Que nous n'avons que des droits, et pas de devoirs. Notamment le devoir, par exemple, de voter. Le devoir de nous intéresser au discours politique. Le devoir de nous engager. Attention, je ne suis pas là



pour donner des leçons aux citoyens, je ne suis certainement pas un citoyen exemplaire, mais le constat est celui d'un désengagement par rapport à ce projet commun, à cette façon d'entrevoir collectivement l'avenir. Nous sommes devenus des hyper individus qui n'acceptons aucune contrainte, qui n'acceptons aucune subordination, aucune autorité, aucune expertise.

On voit bien, pendant cette crise sanitaire, la manière dont le citoyen lambda, sur les réseaux sociaux, considère qu'il en sait autant que le grand professeur ou que le grand épidémiologiste, parce qu'il a consulté trois ou quatre sites complotistes dont il ne sait pas, d'ailleurs, pourquoi ni comment ils ont été constitués. On est donc dans une société de l'hyper individu, et je pense qu'il y a là une vraie réflexion à mener, en tant que citoyen, sur la manière dont nous-mêmes envisageons notre participation à l'écosystème démocratique. Il y a donc une crise du vivre ensemble, me semble-t-il, qui est essentielle et qui est une des clés de ce qui nous arrive.

Je voudrais, embrayer sur les manifestations de cette crise et les symptômes graves que nous vivons, tous ensemble, dans cette crise, en filant une sorte de métaphore sanitaire. Tout d'abord le rejet des pouvoirs, quels qu'ils soient. Tous les sondages le montrent, il y a un rejet de tous les pouvoirs, économiques, sanitaires, intellectuels, médiatiques, particulièrement, et politiques. Cela se cristallise sur la fonction présidentielle, puisque nous sommes dans un régime hyper présidentialisé, donc forcément, en France, le rejet se cristallise sur la personne d'Emmanuel Macron. On peut constater que ses taux de popularité sont supérieurs, largement, à ceux de ses prédécesseurs, mais ce n'est pas pour autant une consolation, car on voit bien qu'on ne lui fait pas confiance et qu'on le considère comme hautain et méprisant. Il y a un véritable rejet, qui se cristallise notamment sur la personne d'Emmanuel Macron et qui est tout à fait caractéristique d'une société qui ne se reconnaît plus dans toute forme d'autorité ou toute forme de surplomb. C'est quelque chose de très particulier et de très marquant, notamment dans la société française.

Cela se marque évidemment par le rejet des institutions, à 60 %, ou par les hémorragies partisanes, c'est-à-dire que les partis ne mobilisent plus. On pourrait dire qu'il y a un frémissement du côté des écologistes, ce qu'a montré la primaire écologique. Mais on voit très bien que les grands partis ont perdu les trois quarts de leurs adhérents dans les dix dernières années, c'est quelque chose de très symptomatique.

La désyndicalisation, elle aussi, est très marquante, pas besoin de vous dire à quel point la hausse de l'abstention est marquante. N'oublions pas, par exemple, que lors des élections législatives de 1936, qui étaient justement un horizon d'alternance, à l'époque, pour la société française, ont fait l'objet de 85% de participation. Aux élections législatives, pourtant décentrées et dépersonnalisées. 85% de participation, cela laisse rêveur aujourd'hui. Même lors de l'élection présidentielle, qui est le rendez-vous ultime, celui qui apparaît comme le seul dans notre vie politique, on n'obtient pas ces résultats.

Rejet des pouvoirs, rejet de l'autre et repli communautaire, là encore je n'ai pas besoin de vous faire un dessin sur la manière dont ce rejet, ces manifestations de repli et d'exclusion sont de plus en plus forts. Cela peut être le repli régionaliste, regardez à quel point les Marseillais se sont emparés de la figure du docteur Raoult pour en faire un modèle d'opposition à la centralisation parisienne. Mais c'est aussi le rejet de l'étranger, de l'Union européenne, bouc émissaire idéal de toutes nos défaillances. Je ne dis pas qu'il n'y a ni motivations ni justifications à ce rejet, mais je constate un rejet de l'immigré, un rejet de l'étranger. On sait à quel point cette thématique, aujourd'hui, est centrale dans le débat public, comme elle a été centrale dans les propos de la campagne de Donald Trump. Rappelez-vous ce mur vis-à-vis de l'immigration sud-américaine, pour ne pas parler d'immigration mexicaine, et des discours qui étaient les siens. Il y a donc une vraie tentation du rejet et du repli protectionniste également, en matière économique, c'est ce qui a conduit au Brexit, tout cela fait partie des symptômes de ces carences démocratiques.

Comme lors de toute crise, il y a des tentations alternatives.

La tentation révolutionnaire, ce sont les Black blocs, c'est ce que l'on trouvait dans les discours d'un certain nombre de gilets jaunes, ce que l'on trouve dans une forme de rébellion anarchisante, y compris dans le mouvement des antivax. Les alternatives peuvent être au contraire l'alternative, ou la tentation, de l'autorité ou de l'autoritarisme. Un sondage montrait, avant l'élection de 2017, que 80% des Français attendaient une figure d'autorité. Cela ne veut pas dire un régime d'autorité, mais on voit bien que cet autoritarisme est attendu. **Ce qui est totalement schizophrénique par rapport à notre aspiration à la démocratie participative** ou à la démocratie, même, populaire, telle que nous la concevons et telle qu'elle s'est fait sentir, justement, au moment de la crise des gilets jaunes, lorsqu'on parlait du « référendum d'initiative citoyenne » par exemple. Il y a donc d'un côté l'autorité, mais d'un autre côté une horizontalité beaucoup plus forte.

Il y a aussi la démocratie illibérale, les modèles russes et hongrois, par exemple, qui séduisent, parce qu'on se dit que là, les choses fonctionnent, cela s'appelle encore de la démocratie. Il y a des élections régulières, il y a une apparence de liberté de la presse, de liberté d'expression, de souveraineté populaire, mais en même temps des limites à ces libertés.

Ce qui triomphe véritablement, c'est ce que j'appellerai le « populisme de réaction », dans nos sociétés. La tentation populiste, c'est-à-dire la tentation de leaders qui prétendent qu'ils parlent au nom du peuple et que finalement ils ont les solutions. Les solutions, c'est donner la parole au peuple face à des élites impuissantes et disqualifiées. Cela peut être une solution, c'est peu ou prou ce qui a permis à Donald Trump d'arriver au pouvoir. C'est ce qui a permis le brexitisme, dont je parlais tout à l'heure. C'est, quelque part, ce que développe un Éric Zemmour, par exemple, dans la précampagne présidentielle qui est la nôtre. Ce qui peut faire peur dans ce populisme de réaction, c'est à quel point il joue beaucoup sur le repli, sur le rejet de l'autre ou le rejet des élites, et sur la tentation de la violence, qui est le dernier aspect de ces symptômes démocratiques, ou plutôt de la crise démocratique. Je vous l'ai dit, pendant l'entre-deux-guerres, au moment du boulangisme,





dans les années 1880, la violence était omniprésente. Elle l'est aujourd'hui, là encore, pas besoin de vous faire un dessin, vous êtes tout aussi au courant que moi de la montée de cette violence verbale dans l'espace démocratique. La montée de la violence physique, souvenez-vous de l'envahissement du Congrès par des militants trumpistes. Souvenez-vous de ce qui s'est passé au moment des manifestations des gilets jaunes, à l'Arc de Triomphe ou ailleurs. De la claque infligée à Emmanuel Macron. Tout cela, évidemment, n'a pas les mêmes résonances ni les mêmes conséquences. Les agressions contre les députés, contre les maires, qui sont pourtant, a priori, les représentants du pouvoir qui gardent le plus de prestige auprès des citoyens.

Incontestablement, dans cette tension et cette montée de la violence, il y a le symptôme classique d'une crise profonde de la démocratie, symptôme contre lequel il faut se battre, évidemment.

C'est là que j'en viens au dernier élément de ma proposition et de mon discours.

Je pense que la première piste est du côté des acteurs politiques et des institutions : comment doivent-ils se relégitimer ? On ne leur fait plus confiance, il faut qu'ils se relégitiment, ce qui passe, me semble-t-il, par des rééquilibrages institutionnels.

On pourrait se dire que déprésidentialiser quelque peu et donner plus de poids, notamment aux contre-pouvoirs, notamment parlementaires, ce serait une manière de donner plus de respiration à la démocratie. De donner plus de poids, évidemment, aux citoyens dans cette respiration démocratique, par le biais du référendum. On parlait du référendum d'initiative citoyenne, voilà par exemple une manière de relégitimer.

Relégitimer, c'est aussi avoir les comportements exemplaires, c'est essayer de montrer à quel point on peut résister aux injonctions de la mondialisation ou de l'Europe. Cela fait partie de la relégitimation.

Finalement, ce discours sur la relégitimation des acteurs politiques, la nécessité de rééquilibrer les institutions, etc., on va beaucoup l'entendre, et on l'a déjà entendu.

En revanche, la manière de recréer de l'engagement, en instaurant de nouvelles pratiques, ou plutôt en popularisant de nouvelles pratiques politiques, ce qu'on appelle la culture de l'engagement « post-it », sur des enjeux beaucoup plus précis, beaucoup plus immédiats, beaucoup plus concrets, beaucoup plus quotidiens. Mettre en valeur les nouveaux enjeux écologiques, ou de partage des économies locales, sur la mixité sociale, la mixité de genre, la place des femmes dans la société, etc. Ces nouvelles pratiques et ces nouveaux enjeux de l'engagement, c'est quelque chose qui est essentiel pour redonner du souffle à la démocratie. Que les gens se sentent concernés par les enjeux qu'on leur propose, dans le débat public et le débat politique. Cela me paraît une chose essentielle.

Enfin, l'essentiel de l'essentiel à mon sens, c'est de savoir comment recréer ce lien social et civique.

Comment faire en sorte que nous nous sentions des citoyens à part entière, solidaires d'un projet commun, d'un vivre ensemble commun. Pour cela, il y a une prise de conscience de chaque citoyen. Aussi, c'est très facile à dire, mais il existe pour moi des instruments et je n'en citerai qu'un seul, c'est remettre en place un service national.

Un service national qui ne serait pas forcément un service militaire, mais qui pourrait permettre à toute une génération de jeunes garçons et de jeunes filles de se reconnaître dans une culture commune, un idéal commun, des objectifs communs. Ce passage-là, c'est-à-dire quelques mois d'une vie, dans une identité commune, me semble quelque chose d'essentiel.

«L'essentiel de l'essentiel à mon sens, c'est de savoir comment recréer ce lien social et civique.»

Au-delà de cela, je ne serais pas hostile à ce que l'on crée une forme de nouveau pacte de citoyenneté. C'est-à-dire qu'on mettrait d'accord les Français et les Françaises, peut-être, pourquoi pas, à leur majorité, sur des enjeux communs, sur une manière de vivre ensemble commune, sur des droits et des devoirs communs. Une sorte de passeport pour la citoyenneté. À mon sens, c'est quelque chose de fondamental, parce que c'est ce qui a disparu. Les institutions, on peut les faire évoluer, on peut discuter de l'équilibre entre le vertical et l'horizontal. Les nouveaux enjeux de la politique, ils apparaissent et ils s'imposent, c'est la transition écologique, la place des femmes, etc. Tout cela, c'est quelque chose qui s'impose. Recréer ce lien social, je le répète, faire un pacte de citoyenneté, à mon sens c'est ce qui nous ramènerait précisément aux origines, au début de la Troisième République, quand on a créé cette démocratie parlementaire qu'on a appelée « République ». C'est cette République qui, me semble-t-il, mérite aujourd'hui d'être recréée.

Merci de votre attention.

Olivier GERBI : Merci, Jean Garrigues, pour ce rappel historique et cette analyse passionnante.

Avant de donner la parole au public, j'ai une question à vous poser. Jean Garrigues, diriez-vous que la démocratie américaine possède davantage de garde-fous que nos démocraties européennes ?

Jean GARRIGUES : Ce qui s'est passé avec ce fameux envahissement du Congrès, au moment de l'élection présidentielle, montre bien que la démocratie américaine n'a pas plus de garde-fous que la démocratie française, par exemple. On pourrait donner le modèle américain en exemple par, tout d'abord, la liberté d'expression de la presse, telle qu'elle s'est développée aux États-Unis, avant nous, d'ailleurs. On voit bien aussi les limites de tout cela : la manière dont la désinformation règne sur les réseaux sociaux aux États-Unis, où se sont créées des chaînes YouTube qui sont des chaînes de désinformation totale. Où le grand désinformateur a été le président des États-Unis lui-même, dont on sait que les tweets, très souvent, étaient de la pure désinformation, de la pure fake news. Je ne suis pas sûr que le système de séparation des pouvoirs absolus, tel qu'il existe aux États-Unis, soit un meilleur système que le nôtre. Il faut aussi qu'un système s'adapte à la sensibilité, à la culture et à l'histoire d'un pays. Je n'irai donc pas chercher forcément du côté américain des solutions que l'on ne pourrait pas trouver en France. Ce serait un vaste débat.

Olivier GERBI : Merci pour votre réponse.

Vous êtes applaudi, on aurait pu rester toute la journée avec vous.

Je vous propose de nous retrouver, pour le second entretien de la journée avec Chloé Morin, experte associée à la Fondation Jean Jaurès. Nous aborderons avec elle les racines de cette crise démocratique. Ensuite, Nicolas Vanbremeersch, spécialiste du numérique, sera également parmi nous. N'oubliez pas l'exposition Cartooning for peace dans le hall du Radiant et dans la chapelle Saint-Joseph, vous pourrez également trouver les ouvrages de nos intervenants auprès notre librairie partenaire, Gibert-Joseph.

Olivier GERBI : Dans un instant, nous allons nous pencher sur les racines de cette crise démocratique, comment se manifestent ses soubresauts, quelles en sont les causes et les conséquences, que traduit le vote populiste. Pour répondre à ces interrogations, nous allons retrouver, une spécialiste de l'opinion publique. Elle est politiste, associée à la Fondation Jean Jaurès.

Chloé Morin, merci d'être avec nous, je vous cède la parole.



CONFÉRENCE : Aux racines de la crise démocratique ?

Chloé Morin est politiste, experte associée à la Fondation Jean Jaurès et spécialiste de l'opinion publique.

Chloé MORIN : Bonjour à tous.

Je vais adopter un prisme un peu différent et complémentaire de celui adopté par Jean Garrigues ce matin, avec une approche moins historique. Mon approche est plutôt celle d'un acteur du débat public, dans le sens où j'ai été cinq ans conseillère en charge de l'analyse de l'opinion à Matignon, avant de travailler dans un institut de sondage. C'est à partir de ce poste d'observation que j'ai commencé à réfléchir aux dysfonctionnements de la démocratie, c'est donc d'abord une approche empirique. Ma réflexion part de cette expérience personnelle, et s'appuie essentiellement, puisque c'est mon métier, sur l'analyse de l'opinion publique, du vote et des scrutins électoraux.

Tout d'abord, qu'est-ce que j'entends par démocratie ?

Lorsque je parle de « crise démocratique », je parle d'une crise de notre manière de décider ensemble et d'agir ensemble, pour se construire un avenir commun et affronter les défis de notre époque. Mon approche est donc plutôt basique, qui permet de mieux penser les choses, puisque, si on revient à la racine du mot « démocratie », c'est la manière dont le demos (le peuple) exerce le kratos (pouvoir).

Je vais essayer d'expliquer succinctement quelques-unes des manifestations de la crise démocratique que nous traversons, et surtout d'en évoquer avec vous certaines causes, en tous les cas ce qui, de mon point de vue, est à la racine de cette crise démocratique. Je vais essayer d'expliquer en quoi, à mon sens, **le vote populiste ne doit pas être considéré comme une cause de la crise démocratique, mais comme le symptôme de ce mal démocratique.**

Souvent, quand on parle de crise démocratique, on s'entend dire « mais vous rigolez, allez voir en Arabie Saoudite, vous verrez ce qu'est une dictature ». Cette manière d'opposer démocratie et dictature, comme s'il y avait une ligne de démarcation entre les deux, une coupure très nette, et que l'on pouvait passer subitement de l'un à l'autre, c'est une façon pour moi d'évacuer le débat. En réalité, il y a un continuum entre la démocratie et la dictature, et il y a différents états démocratiques, qui peuvent être plus ou moins dégradés. Oui, à mon sens il y a une crise de notre démocratie, même si on ne peut évidemment pas dire que nous sommes en dictature, comme on l'entend parfois ici et là. Il y a une crise de notre démocratie, c'est-à-dire une crise de notre manière de décider et d'agir ensemble.

La démocratie, c'est ce que je disais à l'instant, un continuum, donc certaines démocraties fonctionnent mieux que la nôtre, et d'autres fonctionnent encore moins bien. Ce qui compte, c'est la tendance, la pente sur laquelle nous sommes engagés. Quand on regarde bien les choses, la tendance dans laquelle nous nous inscrivons est plutôt à l'affaiblissement démocratique, même si celui-ci est lent et parfois assez imperceptible.

Je peux vous donner quelques exemples de symptômes de ce malaise démocratique, que vous connaissez tous : la progression de l'abstention, par exemple, avec une question essentielle qui va se poser pour 2022, à savoir est-ce que la présidentielle fera encore figure d'exception en France, mais aussi en Europe, avec des taux de participation qui, jusqu'ici, ont été tout à fait exceptionnels ?

Un autre symptôme de notre malaise démocratique est la coupure peuple/élites, qui se manifeste par l'abstention que je viens de mentionner, mais aussi par la violence, verbale ou, nous en avons eu malheureusement de nombreux exemples récemment, physique. Des permanences de députés taguées ainsi que des violences, on s'en souvient, à l'égard du président de la République notamment. Ce phénomène connaît une réelle montée en puissance ces dernières années, notamment depuis 2016, puisque déjà au moment de la loi Travail il y avait eu énormément de violences à l'égard des élus.

Pour passer aux causes de la crise démocratique, je commencerai par citer l'affaiblissement des partis politiques. Les partis politiques, aujourd'hui, ne réunissent plus que quelques dizaines de milliers de militants. Ce sont environ 22 000 qui ont voté lors du dernier congrès du Parti socialiste. Lorsque le mouvement En Marche organise des scrutins internes, on est environ sur le même ordre de grandeur. Il est vrai que la primaire des Verts a réuni plus de 120 000 personnes, mais ce scrutin est plutôt l'exception parmi tous les scrutins que l'on a pu voir ces dernières années. Les partis politiques se vident de leur substance et de leurs militants, or, qu'est-ce qu'un parti ? C'est une organisation collective, censée capter les aspirations, les désirs et les besoins, et les transformer en solutions programmatiques, puis les appliquer via la conquête du pouvoir, tout simplement. Aujourd'hui, il y a une défiance abyssale vis-à-vis des partis politiques, un déficit d'engagement et **nous voyons, dans les partis, uniquement des écuries au service d'un pouvoir personnel et des coquilles vidées de toute capacité à penser le monde.** Or, une démocratie a besoin de partis politiques pour fonctionner, l'affaiblissement des partis est donc une des causes de la crise démocratique.

Une autre cause de cette crise, qui là encore n'est pas propre à la France, est une forme de désolidarisation. En somme, nous nous sentons de moins en moins solidaires d'un collectif, de la communauté nationale. Notre société se fracture et se polarise. Nous avons tendance, quand je dis « nous », ce sont les citoyens au sens large, évidemment c'est en moyenne, à nous replier sur des communautés d'appartenance, qu'elles soient culturelles, religieuses, géographiques, de classes sociales ou même d'orientations sexuelles. **Nous évitons de plus en plus les espaces** où l'on croise l'autre, celui qui est différent, et **où on confronte nos idées à celles de l'autre.** Les réseaux sociaux accentuent ce phénomène de bulle, et nous avons parfois le sentiment que la tribalisation à l'oeuvre a eu raison du débat public, tel que l'idéal démocratique le conçoit. C'est-à-dire un lieu où on confronte des idées totalement différentes, et où de manière pacifiée, en tous les cas civilisée, on cherche à élaborer des compromis. De plus en plus, on constate qu'on peine à articuler l'individuel et le collectif. Chaque individu se trouve en prise directe avec le haut, c'est-à-dire les élites économiques, politiques ou administratives, et peut interpellier le tenant du pouvoir, sans médiation, via Twitter, par exemple. Les individus ont donc tendance à considérer que le corps intermédiaire, que sont les partis, je viens de le dire, mais aussi les syndicats, par exemple, ne sont plus utiles et nécessaires. Or, ces corps intermédiaires sont nécessaires au bon fonctionnement démocratique. Voire, ce lien à un syndicat ou à un parti est aujourd'hui vécu comme un engagement sur une voie de compromission et de concession, qui sont devenues inacceptables à l'heure de la dictature de l'instantané et de l'individu. Déléguer, en quelque sorte, ses aspirations et ses désirs à un représentant est, pour beaucoup, risquer la dépossession, et donc la trahison, alors qu'auparavant régnait l'adage selon lequel le nombre faisait la force.

Aujourd'hui, lorsque vous voulez faire campagne pour une cause, vous avez tendance à penser que vous aurez autant de poids tout seul, ou via une communauté choisie sur les réseaux sociaux, qu'en passant par un syndicat ou un parti politique.

Pour approfondir, je dirais ici un mot des médias, même si le sujet sera plus longuement abordé après cette intervention. Le fonctionnement du système médiatique engendre, outre la polarisation des opinions, une désacralisation des filières d'autorité. Or, c'est souvent à ces figures d'autorité que revenait la lourde tâche d'unir, de dialoguer et de rechercher, finalement, des solutions à nos problèmes collectifs. Ce sont ces figures d'autorité qui ont le rôle de rechercher, par délégation, des compromis, vitaux pour notre démocratie. Par exemple, on voit que de nombreux experts et journalistes sont appelés, par le jeu des chaînes d'information en continu ou des réseaux sociaux, à intervenir sur tout, tout le temps. Quitte à sortir de leur champ de compétence ou, pour d'autres, à voir leur incompétence démasquée par les citoyens qui eux, à l'inverse, se sentent désormais aussi légitimes à rapporter des faits que les journalistes eux-mêmes, et sont donc heureux de sanctionner cette fonction douteuse. Comme tout le monde, presque, les journalistes et les commentateurs participent à la désacralisation de leur fonction et à la banalisation de leur parole et, par conséquent, à l'effondrement de ce contre-pouvoir essentiel qu'est la presse. On le voit dans les sondages de confiance envers les médias, la confiance accordée aux médias n'est guère plus grande que celle apportée aux partis politiques.

Parmi les autres causes de notre malaise démocratique que j'aimerais citer, il y a l'avènement d'une sorte de post-politique, que l'on appelle parfois « bon sens », « rejet de l'idéologie » ou « pragmatisme ». On l'appelle aussi « ni gauche ni droite », ou « on prend les meilleurs pour agir ». Tous ces noms sont une manière de contourner le débat, c'est-à-dire d'évacuer la conflictualité, qui est le moteur de la démocratie. En prétendant qu'il n'y aurait qu'une seule voie, une « bonne voie » pour arriver au bien commun, une manière plus efficace de faire les choses. Or, la politique, ce sont forcément des intérêts qui s'affrontent, des choix entre différentes priorités, des valeurs qui sont plus ou moins importantes selon les catégories sociales, et des intérêts objectifs, au fond, qui divergent et entre lesquels il faut trancher.

Partout, si les peuples semblent se dresser contre la démocratie et s'attaquer au système, y compris par le vote dit « populiste », c'est en partie parce que ce système ne joue plus son rôle. On l'entend beaucoup lorsqu'on essaie de comprendre pourquoi les gens ne votent pas à telle ou telle élection, l'offre politique ne semble plus offrir de réels choix entre de véritables options différentes. Des idées différentes du commun et de l'avenir et, en fait, des projets de société différents. Au contraire, trop souvent le système semble tourner à vide, avec certaines idées qui sont disqualifiées comme « populistes » (sans jamais définir le mot avec précision, d'ailleurs), ou certaines idées également disqualifiées comme « irréalistes », au profit d'une idéologie dominante, qui prétendrait épouser le cours des choses. Au fond, cela signifie que la gestion de l'économie est devenue la seule et unique fin des institutions, et entraîne en partie le rejet des institutions politiques, jugées inopérantes.

Concrètement, le débat politique qui est jugé légitime, ou raisonnable, on a en tête, par exemple, les mots du ministre Clément Beaune dans Le Monde il y a quelques semaines, qui revendiquait, pour La République En Marche, le parti de la raison, autrement dit les nonpopulistes. Ce débat se déploie dans un carcan, et finalement une grande partie des citoyens a le sentiment qu'on débat de paramètres, comme un peu plus ou un peu moins d'impôts, un peu plus ou un peu moins d'aides sociales, un peu plus de policiers ou un peu plus de professeurs, et ce débat sur des paramètres engage la même vision de la société. Cela engendre comme résultat le sentiment qu'une partie du débat est confisquée et que le choix proposé aux électeurs par les grands partis dits « de gouvernement » est artificiel et que, finalement, que l'on vote pour le centre droit ou pour le centre gauche, on a environ le même modèle de société, à peu de choses près en tout cas.

Cela donne également le sentiment d'une élite qui est sourde aux aspirations du peuple, même lorsque celles-ci s'avèrent majoritaires.

De ce point de vue, en termes d'opinion publique, le référendum ignoré de 2005 a puissamment contribué à construire ce récit d'une confiscation du pouvoir par certaines élites. En France, j'observe que, comme dans de nombreuses démocraties, il y a comme une idéologie qui prétend ne pas en être une, et qui a pris le contrôle des institutions. Il n'y a aucun complotisme là-dedans, il n'y a aucune volonté, je ne suis pas en train de dire qu'il y a une volonté délibérée de quelques-uns d'accaparer le pouvoir et de verrouiller le système.

Ce que je dis, c'est qu'un certain nombre de facteurs structurels sont inscrits dans nos institutions. Par exemple le fait que les réseaux sociaux n'oublient rien et qu'il faut donc faire attention, lorsqu'on a des ambitions politiques, à avoir une expression prudente, policée, à ne pas trop trancher. En raison de ces facteurs, nous évacuons certains débats et certaines divergences idéologiques profondes de notre société. La conséquence de tout cela, c'est Zemmour, par exemple, ou Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen, sans vouloir mettre d'équivalence entre ces noms, mais je les juxtapose pour mettre en évidence le point commun entre ces personnages, même si l'on pourrait en citer d'autres. Tous ces personnages revendiquent le fait de sortir en dehors des clous et parient sur la différenciation par l'affirmation d'une radicalité, et cela fonctionne. Et si cela fonctionne, c'est justement parce qu'une partie de la société a le sentiment de ne plus avoir de réels choix. Au fond, certes, cela crée souvent des débats nauséabonds ou stériles, mais le principe d'affirmer des choix différents est une manière, quelque part, de déverrouiller le débat, et donc d'être démocrate.

Le vote populiste, j'en termine par-là, est à mon sens une conséquence, et non une cause, de nos problèmes. **Et si nous retrouvons le goût du débat, un débat affirmant de réelles différences et pariant sur l'intelligence des individus, un débat qui peut être parfois rugueux, mais respectueux, nous ferons un pas dans la bonne direction, en tous les cas pour améliorer l'état de la démocratie.**

Au fond, si l'on voulait utiliser une métaphore pour mieux dire ce que j'essaie de faire comprendre, je dirais que l'offre politique c'est comme la carte d'un restaurant, si vous mettez moins de plats à la carte en espérant faire converger les commandes vers quelques plats restants, vous risquez tout aussi bien de couper l'appétit des convives. C'est à mon sens à cela que nous assistons. C'est faute d'offres vraiment différentes et crédibles, bien sûr, des offres dont on croit aussi qu'elles se traduiront vraiment par des actes, et donc par des résultats différents, parce qu'il ne s'agit pas de dire qu'il faut promettre la lune, c'est à force de faire cela que nous avons en partie coupé l'appétit démocratique d'une partie croissante de la population, partie qui s'évalue entre les abstentionnistes de plus en plus nombreux et ceux qui ne se reconnaissent dans aucun parti politique.

«Et si nous retrouvons le goût du débat, un débat affirmant de réelles différences et pariant sur l'intelligence des individus, un débat qui peut être parfois rugueux, mais respectueux, nous ferons un pas dans la bonne direction, en tous les cas pour améliorer l'état de la démocratie.»

Olivier GERBI : Merci, Chloé Morin. Vous avez, dans votre intervention, je l'ai noté, parlé de la post-politique parmi les causes de notre malaise démocratique : « pragmatisme », « ni gauche ni droite », « on ne prend que les meilleurs ». Est-ce que ce n'est pas La République En Marche version 2017 que vous nous décrivez là ?

Chloé MORIN : Oui, en partie. C'est-à-dire que vous avez un paradoxe dans La République En Marche, qui est qu'il y a un certain nombre de valeurs très affirmées, comme la croyance en l'Europe ou la nécessité de plutôt libéraliser l'économie pour qu'elle fonctionne mieux. Donc, des valeurs affirmées, et en même temps la prétention de réunir tout le monde et de nier le fait qu'il y a des choix qui sont plutôt ... on peut les appeler de gauche ou de droite, ou on pourrait les appeler « populistes » ou je ne sais quoi, la réalité c'est qu'il y a des clivages.

Or, La République En Marche a tendance à nier ces clivages, en tous les cas à instaurer un clivage avec lesdits « populistes », qui est un clivage totalement artificiel puisque le sous-entendu est que la raison est du côté de La République En Marche.

Quelque part, lorsque Marine Le Pen revendique le bon sens, elle essaie de faire la même chose. C'est-à-dire de dire que la démocratie n'est pas juste un débat entre différentes options équivalentes, c'est « une option = un détenteur de la vérité », et tous les autres ne disent que des âneries. Il est donc très intéressant de voir l'usage qui est fait de ce mot « pragmatisme ». Le pragmatisme, qu'est-ce que ce serait ? C'est une manière d'atteindre un but, mais le choix du but relève d'un arbitrage. Peut-être que la gauche va mettre la question sociale en avant, dans ce cas le pragmatisme ce sera d'atteindre ce but le plus efficacement possible. Mais un autre parti politique pourrait dire que la priorité n'est pas du tout la question sociale. Se revendiquer pragmatique, c'est essayer d'éteindre un débat alors que nous avons puissamment besoin de débat.

Olivier GERBI : Parmi les causes que vous évoquez dans cette crise démocratique, il y a aussi l'affaiblissement des partis politiques, la désolidarisation et la banalisation de la parole des journalistes. Ce fameux « quatrième pouvoir » n'est-il pas aussi affaibli par la montée en puissance des réseaux sociaux ?

Chloé MORIN : C'est un cercle vicieux. Oui, il y a une contestation par les gens qui sont sur les réseaux sociaux, du pouvoir qui auparavant était exclusivement détenu par les journalistes, qui sont maîtres dans le fait de produire de l'information et de commenter les faits. Aujourd'hui, tout le monde peut faire cela, tout le monde peut produire de l'information, vérifier des faits, envoyer des photos ou des vidéos, etc. Tout le monde peut être en quelque sorte journaliste, il y a vraiment cette contestation-là. Ce que je dis, c'est que quelque part le monde médiatique au sens large a également nourri cette spirale en désacralisant sa propre parole. Lorsque l'on est toute la journée à commenter tout et n'importe quoi, on finit toujours par se faire attraper, parce qu'on ne peut pas être compétent sur tout. Les gens, aujourd'hui, le voient. Est-ce que c'est un progrès, oui, c'en est un dans le sens où tout le monde a accès à davantage d'information et peut donc vérifier les choses ou challenger ce que dit tel ou tel commentateur. Mais c'est également une régression dans le sens où nous avons, de fait, de moins en moins confiance en la parole des figures d'autorité, notamment des journalistes.

Olivier GERBI : Trop d'information tue l'information, l'adage est toujours vrai. La démocratie est une culture, une histoire, nous l'avons entendu ce matin avec Jean Garrigues. C'est presque un état d'esprit. Pourquoi doutons-nous de plus en plus de notre capacité à avancer ensemble ?

Chloé MORIN : Un récit s'est imposé, qui est le récit décliniste. Il est très paradoxal, parce qu'en réalité 80 % des Français environ disent que le pays est en déclin, cela fait des années qu'ils pensent cela. Pourtant, nous restons au 5e rang mondial, il me semble. Si le récit décliniste était réel, nous aurions dû dégringoler et nous devrions être 20e ou 30e, depuis le temps. Mais il reste que dans notre histoire récente la mémoire collective a plutôt retenu des signaux de déclassement individuel ; c'est la fragilisation économique, la précarisation sur le marché de l'emploi, la peur de perdre son travail ou la peur de manquer. Mais également collective, avec le sentiment que notre puissance s'est rétrécie, s'est diluée, et quelqu'un comme Éric Zemmour, aujourd'hui, porte ce discours décliniste. On s'est autopersuadés que nous étions en déclin, c'est un premier élément de réponse à votre question.

Le second élément de réponse, c'est que nous n'avons peut-être plus envie d'avancer ensemble. C'est-à-dire que non seulement nous pensons que notre pays tombe, mais en plus il n'y a plus ce sentiment de se serrer les coudes au sein de la communauté nationale et de se retrousser les manches. On se serre les coudes, mais avec des communautés plus petites, et il y a d'autres communautés que l'on ne juge pas légitimes d'appartenir à la nation. Pour certains, ce seront les immigrés, pour d'autres ce seront les assistés, pour d'autres encore ce seront ceux qui appartiennent à telle ou telle religion.

Il y a cette désagrégation du sentiment de commun, qui fait que non seulement nous avons l'impression de nous affaiblir, mais qu'en plus nous n'avons pas forcément envie de construire et de remonter la pente avec l'ensemble de nos concitoyens.

Olivier GERBI : Si j'ai bien compris votre intervention, il y a une interdépendance de la démocratie et du phénomène populiste. Le populisme dépend de la démocratie, car il se nourrit de ses insuffisances, cela signifie que la démocratie contient en elle les germes du populisme ?

Chloé MORIN : C'est cela, exactement. En quelque sorte, le populisme n'est que le symptôme d'une maladie démocratique, et quelque part c'est un besoin de démocratie qui se manifeste d'une manière biaisée. C'est-à-dire que c'est le besoin de débat, le besoin de changer la vie, et donc d'avoir d'autres choix, et il n'y a rien de plus démocratique que le besoin de participer. Je ne sais pas s'il faut plus déplorer les gens qui votent pour des populistes et, encore une fois, on peut toujours interroger la notion de populisme, car la définition est complexe. Aujourd'hui, on l'emploie à toutes les sauces, surtout pour disqualifier un adversaire politique. Mais est-ce qu'il vaut mieux que quelqu'un vote populiste, plutôt qu'il ne vote pas du tout ? Car, quelque part, la fin de la participation au choix collectif, c'est l'abandon de la démocratie. Le vote populiste est encore une manière d'essayer de peser sur les choix politiques, donc de participer au système démocratique.

Olivier GERBI : Les derniers scrutins le confirment, désormais, on vote contre un candidat et rarement pour. Cela veut dire que l'espoir a cédé la place à la peur en définitive ?

Chloé MORIN : En grande partie. D'ailleurs, quand on mesure l'opinion et qu'on demande aux gens les sentiments qui évoquent la politique au sens large, c'est « rejet », « dégoût », « colère », cet état d'esprit est profondément ancré dans notre pays. Lorsque l'élection d'Emmanuel Macron avait temporairement redonné un espoir, en tous les cas à une partie conséquente de la population, le souffle était vite retombé, comme si la défiance était tellement ancrée dans nos représentations collectives que l'on n'arrivait plus à renouer avec la confiance. Lorsque vous regardez, aujourd'hui, les campagnes des différents candidats, il est très difficile, pour un candidat, de générer des sentiments positifs, très peu y arrivent. La plupart des candidats parviennent à créer des dynamiques. Je ne suis pas en train de porter un jugement, mais les dynamiques politiques qui se créent le sont souvent sur du rejet, de la colère ou de la peur. Emmanuel Macron avait cherché à créer une dynamique positive, avec l'histoire de l'optimisme, de la bienveillance, etc., mais je pense qu'il est plus difficile de faire cela que de finalement parier sur les peurs et sur les craintes, ou sur les angoisses et sur le rejet de telle ou telle catégorie.

Olivier GERBI : Merci, Chloé Morin.



CONFÉRENCE

Le nouveau régime de notre espace public.

Nicolas Vanbremeersch est fondateur de l'agence digitale Spintank et du Tank, lieu d'initiatives de la société numérique.

Olivier GERBI : Nous allons à présent parler des technologies numériques. Elles structurent désormais nos activités sociales, elles encouragent même de nouvelles formes de citoyenneté. On parle d'ailleurs de plus en plus de « démocratie numérique », mais comme dans toute nouvelle organisation collective il y a le revers de la médaille. Des visions démocratiques plus inquiétantes se mettent en place, peu transparentes, avec des débats de plus en plus polarisés, qui propagent parfois de fausses informations. D'où cette question : que redouter ou espérer de ce que le numérique produit dans notre démocratie ? Pour y répondre, je vais accueillir Nicolas Vanbremeersch, fondateur de l'agence Digitale Spintank. Il est aussi

président de Renaissance numérique, un lieu de réflexion créé en 2007, dont l'objectif est d'anticiper la transformation numérique.

Nicolas VANBREMEERSCH : Merci.

Je vais faire deux choses. Je vais beaucoup parler de numérique, mais évidemment mon propos s'inscrit dans le cadre de ce que Chloé Morin et un éminent professeur ce matin nous ont ramené. Je vais beaucoup parler de numérique, donc, mais c'est un accélérateur, un facteur, un élément qui parle d'une crise démocratique beaucoup plus profonde. Je ne suis donc pas uniquement le geek de service, je vous rassure, je ne sais pas coder. Je suis tombé dans le numérique quand j'étais encore jeune, mais je ne le suis plus, j'ai donc un certain nombre de biais.

En revanche, je me suis dit hier soir, lorsque j'ai appris que Chloé Morin allait être à distance, et ce matin, lorsque j'ai appris que plusieurs autres personnes allaient être à distance, que j'allais renforcer l'interactivité et profiter du fait que j'avais un avantage compétitif en étant ici, pour essayer d'en rajouter dans l'interaction. Je vous propose donc d'introduire par un peu d'interactivité entre nous, parce que le numérique, c'est de l'interactivité, beaucoup, et donc de commencer par quelques questions, pour lesquelles je vais vous demander de voter.

D'abord, je dis bonjour, parce que c'est sympa. J'ai aussi un avantage, je me suis dit que j'allais mettre du PowerPoint, parce que comment peut-on réfléchir sans outil ? Je vais vous demander de lever la main si vous êtes d'accord avec cette phrase, à savoir que les fake news sont un grand problème pour notre démocratie.

Vote de l'assemblée, majorité de oui.

Nicolas Vanbremeersch : Nous sommes sur une assez large majorité. J'ai une seconde question : êtes-vous d'accord avec cette phrase qui dit que les réseaux sociaux ont un impact négatif sur notre démocratie ?

Vote de l'assemblée

Nicolas Vanbremeersch : Un peu moins, on est un peu en dessous de la majorité. Évidemment, c'est plus ambivalent au sujet des réseaux sociaux, on sent qu'il y a du bon et du mauvais, c'est quelque peu plus complexe.

On a beaucoup parlé du système de représentation, du fonctionnement des institutions, de la façon dont on est élu, de comment on exerce le pouvoir, de la balance des pouvoirs, etc., c'est une partie absolument énorme.

Une autre partie va beaucoup avec la démocratie, c'est son espace public. Mon sujet est plutôt son espace public, qui évidemment a à voir avec, ensuite, sa représentation. Nous allons donc plutôt parler de ce qu'est cet espace public et de cette crise numérique. Je vous rassure, je ne vais pas vous expliquer ce que sont les fake news ni d'où elles viennent, je vais plutôt vous expliquer de quoi elles sont le symptôme, tout comme Chloé Morin vous a parlé d'en quoi le populisme était le symptôme d'une crise plus profonde.

Je vais essayer de faire cela en trois points.

Tout d'abord, je vais vous parler de ce qu'est, finalement, cette révolution numérique. Cela fait 20 ans que l'on vit dedans, on s'y est un peu habitué, on s'est créé des persuasions que c'était comme ceci ou comme cela, mais ensuite on a un quelque peu perdu le fil. J'ai écrit mes premiers billets de discussion sur les sujets économiques et politiques en 1996, sur des newsgroups, mais je ne vous demande pas d'être aussi précoces que cela. D'ailleurs, cela ne fait pas vraiment 20 ans que le numérique a déboulé en politique. Ma fille cadette me dirait « papa, cela fait plutôt 16 ans et demi », puisque cela correspond à peu près au moment où elle est née, en 2005, lorsque les Français ont dit non au référendum sur la Constitution européenne. Certains d'entre vous ont peut-être voté et s'en souviennent, sinon vous ne seriez sans doute pas présents aujourd'hui à une conférence sur la démocratie. Quoi que vous ayez voté, c'est sans doute le signe d'un engagement. Seize ans et demi, c'est long, et on a le temps de s'habituer à un certain nombre de choses. Surtout, en seize ans et demi, il s'est passé énormément de choses. Nous étions à un moment d'émergence, où le numérique était un espace périphérique, neuf, nouveau, qui bousculait les règles, et qui fait maintenant pleinement partie de nos vies. C'est tout ce qui s'est passé pendant ces 15 à 20 ans, ces 16 ans et demi, que dirait ma fille, que je vous propose d'examiner ensemble.

On peut le résumer à quatre phénomènes assez simples. Évidemment, c'est beaucoup plus complexe que cela parce qu'il s'agit de la transformation médiatique du rapport de la société à ses contenus, à ses croyances et à sa manière de vivre ensemble, qui est très profonde, assez superficielle par des médiations, etc., mais très profonde dans notre organisation, et que je vous demande de retenir sur quatre phénomènes. Évidemment, c'est un artifice, vous êtes d'accord.

Le premier, qui est tout de même le fondement de cette révolution et qui va beaucoup avec ce que nous avons entendu ce matin, c'est la mise en réseau des individus. L'architecture de base de tous nos réseaux sociaux ou d'internet se fait autour de la mise en réseau d'individus.

On n'est pas sur des logiques de corps intermédiaires ni d'intégration, on se met en réseau, mais avec une forme de réseau très particulière. En effet, certains réseaux sont en forme d'étoiles, avec des grappes intermédiaires, mais notre forme de réseau ressemble aux mailles d'un filet. C'est-à-dire que dans les mailles d'un filet, vous ne savez pas qui est central, mais parfois cela peut serrer ou s'entre-filer, et tout le monde est connecté avec tout le monde, chacun est en permanence à disposition de tous. C'est bien de cela qu'il s'agit lorsque vous êtes sur votre groupe WhatsApp, connecté à tout le monde en même temps, ou sur Facebook, sur Instagram ou sur Twitter, quel que soit le réseau que vous utilisez. C'est cette connexion et cette mise en réseau qui agissent énormément sur nos structures sociales.

Comme c'est le cas, maintenant, d'à peu près tout le monde, puisque je pense que tout le monde ici possède un smartphone, avec des niveaux d'usage qui varient plus ou moins, ou en tous les cas une très large majorité des personnes, cela agit très profondément sur nos structures sociales.

C'est donc un des éléments d'accélération du changement de médiation, que demandaient les logiques d'intermédiation que nous avions avant, nos corps intermédiaires, nos partis politiques, nos syndicats, nos médias, etc., qui sont très chamboulés par cela. Parfois, ils ont tendance à l'oublier ou à le contester, ou à se dire que cela pourrait revenir à avant, mais cette vague est quasiment inexorable.

La seconde, c'est que c'est un formidable outil d'expression pour tout le monde. Nous avons pris l'habitude de pouvoir nous exprimer, avec des moyens d'expression que nous n'avions jamais eus dans l'histoire de l'humanité. Tout le monde a un appareil photo extrêmement puissant dans la poche, tout le monde dispose d'une capacité de diffuser des éléments que jamais on n'a eue auparavant, et cette puissance d'expression et cette mise en réseau constituent une vague extrêmement puissante. On a tendance à l'oublier, ou à la croire quelque peu normale, à croire qu'en fait elle n'est pas là, à la minorer, à dire que cela ne change pas grand-chose. Mais, pour de vrai, cela change énormément de choses. Notamment pour nos amis journalistes, qui vont prendre un peu « cher » dans mon exposé, mais c'est normal. Ils ont tendance à oublier que ce que l'on fait à la télévision, aujourd'hui, n'importe qui, avec un smartphone, peut le faire. D'ailleurs, on l'a bien vu pendant la pandémie, tout à coup de nombreuses personnes ont mis des caméras avec des écrans et ont fait des émissions de télévision avec leurs proches. C'était un peu moins chic qu'à la télévision, mais c'était évidemment très fort. C'est une puissance énorme également. Voilà pour le second phénomène.

Tout cela forme, essentiellement, un immense espace social. Ce que l'on fait dans cet espace numérique, ce n'est principalement pas de la politique. Ce que l'on y fait, c'est toute notre vie sociale, qui se trouve augmentée, transformée, ajoutée par rapport à cela. J'ai acheté, avec ma femme, une petite maison de campagne, nous avons beaucoup de bricolage à faire et mon plus grand ami dans l'apprentissage du bricolage, dans ma vie de consultant et de personne qui travaille beaucoup, c'est YouTube, grâce à ses tutoriels qui m'apprennent à utiliser une scie circulaire, à savoir comment vider une gouttière ou comment gérer l'humidité, car je ne vais pas entrer dans un circuit d'apprentissage très profond.

Notre société, donc, pour répondre à énormément de choses, trouve des solutions d'apprentissage et de transmission entre pairs autour de ces contenus. L'usage de la cuisine en France, ainsi que la transmission des recettes de cuisine, n'a plus rien à voir aujourd'hui avec ce qu'ils étaient il y a 20 ans, mais vraiment plus rien à voir. Parfois, on se remet à appeler sa mère ou sa grand-mère pour lui demander de vérifier une recette de cuisine, après avoir essayé quatre ou cinq fois différentes recettes de cuisine qu'on a trouvées sur internet. On va redemander à sa maman, ce que l'on n'aurait pas fait dans les 30 glorieuses parce que finalement on apprenait avec le bouquin de Ginette Mathieu. Aujourd'hui, pour la moindre recette de cuisine, vous en avez des millions. Personnellement, je fais de très bonnes recettes de cuisine grâce à des tutoriels YouTube ou à des choses apprises sur Marmiton, et j'en suis assez fier.

Le numérique a donc fabriqué un immense espace de création de nouvelles cultures, de nouveaux langages. On a tous ri, notamment pendant cette période de pandémie, je pense qu'on a tous échangé dans nos familles des images rigolotes, sans forcément savoir où on les avait trouvées. Elles étaient venues à nous d'une manière ou d'une autre, pour fabriquer du lien social, avec un langage qui n'est plus du tout celui que l'on avait pour faire des blagues il y a 15 ou 20 ans. On ne faisait pas les mêmes blagues, aujourd'hui on a les blagues augmentées d'un langage avec des images, que l'on se transmet. Cela forme de nouvelles normes, de nouveaux réflexes pour être ensemble. Notre manière d'être ensemble n'est plus exactement la même, nous l'avons bien expérimenté au cours des 18 derniers mois. Cela a été une sorte de révélateur de quelque chose qui était assez latent, et un accélérateur parfois.

La mise en réseau des individus

« Cette mise en réseau des individus, cette capacité à se mobiliser, à produire du contenu, à raconter, c'est une puissance et un pouvoir. »

Toute notre réflexion sur la démocratie doit donc se placer dans le cadre de cette transformation sociale. C'est une transformation sociale, ce n'est pas seulement quelque chose d'anecdotique, mais quelque chose qui transforme la manière dont la société fait son vivre ensemble, fait circuler son opinion, fabrique son imaginaire, fabrique son lien social, qui bouscule énormément nos habitudes.

Aussi, c'est une puissance, et c'est un pouvoir. **Cette mise en réseau des individus, cette capacité à se mobiliser, à produire du contenu, à raconter, c'est une puissance et un pouvoir.** Paradoxalement, c'est ce que les institutions de médiation du monde ancien n'ont pas complètement saisi, dans le moment de cette révolution. Une révolution est souvent l'émergence d'un pouvoir, c'est souvent un actif que des personnes vont saisir et essayer d'utiliser. Pour notre démocratie, cela a donc posé de nombreuses questions.

Ici, j'ai beaucoup parlé de la révolution sociale, maintenant je vais essayer de parler un peu de la démocratie.

L'espace public, souvent, vit dans un rapport à l'espace social. Historiquement, en tous les cas de manière quelque peu fantasmée, l'espace public était réservé à certaines formes d'accès. C'est un endroit d'élévation, un endroit où l'on va débattre d'idées, où l'on va faire circuler les choses, où l'on va argumenter et s'opposer, qui supposait un certain nombre de qualités et un certain nombre de moyens. Cela a beaucoup changé dans l'histoire, mais je ne vais pas refaire toute l'histoire de l'espace public. On a d'ailleurs un peu trop fantasmé, il me semble, face à cette révolution numérique, ce que pouvait être un espace public dans le passé, où il y avait de la rationalité, où l'on opposait des arguments entre pairs de manière distinguée et élégante, car cela n'a pas toujours été le cas, j'y reviendrai plus loin. Cela n'a pas toujours été le cas, mais il y avait une distinction très forte entre l'espace et l'espace social. Ce qui se passe avec notre révolution, actuellement, c'est que notre immense espace social des réseaux sociaux, qui est beaucoup plus puissant et qui est un grand producteur de contenu, devient, pour une très large partie, public. L'espace public devient donc une sorte d'extension, ou de prolongation, qui doit dialoguer avec l'espace social. Or, l'espace social est un espace fait d'humeurs et d'émotions. En effet, on vit en société. Un dîner entre amis où l'on parle de politique, ou en famille, ce n'est pas un espace où l'on est dans le dialogue de la raison. Vous avez tous connu un mariage avec un vieil oncle qui ne partage pas vos idées, que vous trouviez très réac', super coco, complètement facho, ou béni-oui-oui. En général, ce n'est pas toujours gai.



L'espace social, c'est cela, il est fait d'émotions et il est également fait d'émotions dans un vécu personnel, dans une expression personnelle. Or, les réseaux sociaux sont vraiment dans une logique d'expression du moi, pour être avec autrui. Je partage des contenus sur internet pour faire du lien social et exister avec mes amis, je t'envoie cela pour dire qui je suis et pour faire du lien avec toi. Notre espace public s'est rapproché de cet espace social, parce que c'est un pouvoir et parce que c'est une puissance. Quand des dizaines de milliers de personnes partagent quelque chose, être celui qui a produit ce que l'on partage c'est capter cette attention et capter ce pouvoir. Donc, c'est bénéficier de l'attention du réseau et de sa force de mise en réseau. **De nombreux maux de notre espace public, aujourd'hui, sont dans cette hyper proximité, ou ce lien bizarre, mal fait, entre l'espace public et l'espace social.** C'est donc ce continuum qui fait des choses très complexes et qui fait que l'on a de nouveaux déterminants à la participation à l'espace public. Au XIXe siècle, plutôt à la fin du XIXe/début du XXe, si vous vouliez participer à l'espace public, il fallait être riche. Vous achetiez quelques journalistes, vous publiez une gazette (puisque'il y avait des centaines et des centaines de journaux à très faible tirage), vous ne vous souciez pas beaucoup des faits et vous balanciez votre opinion, un peu comme un blogueur aujourd'hui. Mais il fallait être riche puisqu'il fallait imprimer, diffuser, payer des journalistes, etc., pour avoir une gazette, ou alors rassembler beaucoup de moyens.

Aujourd'hui, tout le monde peut le faire. Pour avoir accès à l'espace public dans l'ère télévisuelle, il fallait avoir une éloquence télévisuelle particulière. On a vu émerger, de cette manière, cette génération de nouveaux politiques qui savaient parler à la télévision et qui avaient appris une sorte de marketing politique. De nouveaux philosophes, également, je n'ai pas besoin de vous raconter les BHL, entre autres, toutes ces personnes qui ont appris une éloquence nouvelle.

Aujourd'hui, les nouveaux déterminants de la participation tiennent à une éloquence numérique, c'est-à-dire à savoir parler dans le numérique et en même temps à savoir porter une attention aux réseaux et à la relation de la foule avec son réseau, qui est quelque chose de très neuf. L'éloquence devant une caméra, pour écrire des textes et interagir sur Twitter, Instagram ou TikTok, est assez nouvelle et propre à chaque plateforme.

En revanche, un des vrais déterminants est cette capacité à faire relation sur les réseaux, qui est très neuve. Ce nouveau déterminant de participation challenge le politique ancien. En effet, lorsque Philippe Cochet a commencé, il n'y avait pas Twitter. Il a fallu apprendre, doucement et progressivement, et cela le challenge. Peut-être qu'un de ces challengers se dit qu'il y a probablement quelque chose d'autre dans ce domaine.

Aussi, cet immense espace public et social crée, de manière très générale, un nouveau régime, extrêmement complexe et contradictoire, qui crée une pression et une tension sur la représentation politique et sur l'exercice de la démocratie. Le numérique, c'est la permanence de l'information, puisqu'on peut tout retrouver grâce à internet, peut-être pas tout, en tous les cas beaucoup plus qu'auparavant. Nicolas Sarkozy a été condamné hier à de la prison ferme et hop, sont ressortis le même jour tous les tweets de sa part sur le fait que lorsque l'on est condamné à de la prison ferme, il faut aller en prison tout de suite, entre autres. Cela vaut pour Nicolas Sarkozy comme pour tous les autres politiques, et cela crée une tension énorme.

Dans le même temps, c'est aussi le vertige du flux, c'est-à-dire qu'il y a un rythme permanent, qui crée une tension de flux. Depuis que Mark Zuckerberg a inventé le wall (mur) sur Facebook, c'est-à-dire le fait de publier du contenu en permanence, on est dans une soumission à un flux de nouvelles qui est, évidemment, dans une dynamique très inverse. Puisqu'en permanence on doit nourrir la bête, et la bête demande à être nourrie, donc cela va en contradiction.

De la même manière, on a une force dans le numérique, très centripète et très centrifuge, c'est-à-dire une microdispersion de très nombreuses personnes dans des communautés et une très grande fragmentation du débat, qui constituent l'essentiel du flux, du mouvement. De l'autre côté, on a une concentration très mal faite et très mal désignée, entre des médias de synthèse, comme les chaînes d'information en continu, ou les sites internet d'information plus professionnels, et quelques réseaux sociaux qui leur servent de miroir pour cette masse. Notamment Twitter, qui forme un couple redoutablement mal fait dans le lien avec l'information.

On est dans un endroit de filtre, puisqu'une bonne partie des Français, mais pas une grande partie (entre 15 et 20 %), sont vraiment dans des bulles de filtres actuellement. Ils s'informent par leurs pairs sur Facebook, par des groupes WhatsApp ou sur un certain nombre de forums de discussion et, globalement, ils ne lisent que des choses qui renforcent leur point de vue. Mais c'est une petite minorité de personnes. On connaît tous quelqu'un qui passe beaucoup trop de temps sur Facebook, qui est devenu complètement lobotomisé, qui nous fatigue beaucoup lors des réunions avec lui parce qu'on a l'impression qu'il ne vit plus que par une seule chose. Mais cela n'est qu'une seule personne parmi une grande majorité, et on a tendance à croire que c'est cela internet. En fait, non, c'est une petite partie des choses.

Car, de l'autre côté, on n'a jamais eu autant de connexion entre militants et positions adverses, notamment par le biais d'un certain nombre de réseaux sociaux qui ont une architecture complètement inverse. Par exemple Twitter, Instagram sur un certain nombre d'éléments ou YouTube, où l'on est moins dans une logique de regroupement communautaire entre pairs que d'affrontements, où l'on va chercher l'affrontement avec autrui. Vous avez des batailles homériques, lors des émissions télévisuelles, entre des camps adverses sur Twitter, pour essayer de gagner l'attention de tout le monde. On n'est donc pas sur une révolution univoque. Or, on a tendance à croire qu'elle l'est, on a tendance à la simplifier parce qu'elle est tellement complexe qu'on se dit que le problème ce sont les fake news ou la bulle de filtre, entre autres. De plus, comme de nombreux gourous nous vendent des histoires en la matière, c'est terrible.

Tout cela forme une révolution extrêmement complexe et difficile, au sein de laquelle le couple avec les médias est évidemment très difficile.

Le problème, ou un des sujets au sein de tout cela (Chloé Morin a également travaillé sur ce sujet et nous pourrions peut-être en reparler plus loin), c'est qu'une grande majorité de personnes, face à cette immense complexité, notamment sur les aspects du débat public, sont dans une logique de désengagement et de repli. « L'affrontement sur Twitter, ce n'est pas pour moi », je suis dans une logique de repli. Et cela, c'est une grande majorité des gens. Je vois cette fragmentation, elle m'est rendue tangible et visible. Je vois ces effets du numérique sur un certain nombre de personnes et je me dis que si c'est cela la politique, donc je me désengage et je vais aller faire des tutoriels de jardinage sur YouTube ou des recettes de cuisine, ce sera plus intéressant. **Un des gros problèmes que nous avons, c'est de savoir comment fabriquer de l'engagement numérique sur des sujets de fond et des sujets politiques, vis-à-vis de personnes qui ne sont pas forcément dans la logique extrême ou extrêmement militante.** La bonne nouvelle, c'est qu'il y en a.

C'est un peu le fond de cette révolution, dont je voulais vous parler pour essayer de briser quelques idées que l'on a plus ou moins sur le fait que forcément cela va dans tel sens, et pour montrer à quel point elle est complexe, et surtout à quel point elle est prégnante. En effet, à l'heure actuelle, un Français sur cinq utilise les réseaux sociaux tous les jours, peu ou prou, quels qu'ils soient, dans leur très grande variété et dans une immense variété de pratiques, évidemment, et de niveaux.

Une démocratie, c'est un espace public, mais ce sont aussi des acteurs. Il y a un certain nombre d'acteurs clés, ce sont des logiques de médiation. Tout un espace public et social se transforme de manière profonde, ensuite des acteurs sont là pour jouer ce rôle de médiation. De fait, la crise démocratique que l'on vit à travers le numérique est essentiellement une crise de la médiation. C'est une crise du lien entre la société et son pouvoir, par des logiques de médiation profondément ancrées, c'est-à-dire en renouvellement, en retournement et en transformation assez profonde. C'est une crise des médiateurs, ce n'est pas une crise de la médiation définitive et profonde, on est dans un processus actuel de transformation des médiations politiques dans notre démocratie, et elle doit bouger. Nos principes et nos logiques de médiation, face à une telle transformation de notre société, doivent forcément changer. Quand le régime de vie quotidienne de la plupart des citoyens a bougé, forcément la logique de médiation doit bouger.

La première crise est donc celle des médias. On sort d'un monde de mainstreams médias, de médias de masse, cela fait 20 ans que l'on est dedans. On a vécu une courte période de l'histoire de l'humanité qui a pu correspondre, à un moment, à un peu de stabilité démocratique pour nous. Ce sont les 30 glorieuses, depuis la fin de l'après-guerre, où l'on a vu l'arrivée de la radio, de la télévision et de la presse papier, qui a un peu décliné pour s'équilibrer. Cela a été beaucoup le règne de la télévision de manière assez massive. On est en train d'en sortir, progressivement, pour un nouveau média global, qui fait un peu tout cela. Il fait du son, de l'audio ou de la vidéo, il est très individuel et dans une logique, non pas de descente de flux, mais d'action par l'individu, ou l'acteur, qui dit « moi, je vais consulter ceci, je vais consulter cela », ou « je vais consommer », « je vais interagir pour consommer du flux ». Cette crise des médias, nous parlons depuis 20 ans du fait qu'elle est difficile. Le problème est qu'elle impacte énormément notre espace public. Elle est très difficile, c'est une fin de monopole.

«Or, le problème n'est pas la vérité, le problème est la relation avec l'audience.»

D'un certain point de vue, pendant un certain temps, de nombreux médias de masse, notamment la télévision, avaient pris une forme de monopole sur un certain nombre de fonctions de notre démocratie. J'ai beaucoup travaillé sur le rituel de la présentation des résultats à 20h le soir des élections, c'est quelque chose d'extraordinaire. Cela n'a rien de démocratique, mais ce rituel nous rassemblait tous, et il ne nous rassemble plus. Maintenant, à 20h, la plupart d'entre nous savent plus ou moins, et on ne regarde plus tellement la télévision. Regardez les audiences des chaînes de télévision, regardez les émissions, que d'ailleurs plus personne ne regarde. On regarde rapidement les résultats sur internet, puisque de toute manière la télévision n'arrive plus à nous dire si on a les bons résultats, puisqu'on les a beaucoup plus vite sur notre smartphone. Ce rituel a donc disparu. Mais c'est un rituel complètement faux et complètement fabriqué. À 20h, quand on vous dit que François Mitterrand est élu président de la République, avec la petite image pixellisée que vous voyez apparaître, cette image n'est pas du tout le résultat du vote. Cette image est une fabrication médiatique, par des sondages, elle est fabriquée comme quelque chose de virtuel et de faux, mais ce n'est pas le résultat du vote. Le résultat du vote, on le saura bien plus tard, dans la nuit. C'est une fabrication médiatique, donc, mais qui avait pris une place très forte parce que le pouvoir des médias était extrêmement puissant.

Ce pouvoir s'amenuisant et se partageant davantage, le problème est que les médias de masse, notamment la télévision ou la presse écrite, face à cette perte de monopole, au lieu de choisir de reconquérir une relation très forte avec ses publics, de réinventer et d'embrasser cette révolution, ont commencé, pendant un certain temps, un discours de disqualification de l'espace numérique, dans une logique de concurrence. Comme il y a une capacité de création de récits et de puissance contre le numérique, les médias, d'une manière générale, ont produit des récits sur le numérique qui sont ceux d'une crise, d'un empêchement, d'une transformation, de quelque chose de négatif, de très menaçant ou de dangereux. Et un cadrage sur des sujets qui sont souvent de faux problèmes, notamment celui des fake news.



J'ai écrit un article dans Le Débat il y a quelques années, la revue de Marcel Gauchet et de Pierre Nora, sur le sujet. Les fake news sont un cadrage sur la vérité, qui n'est pas véritablement un sujet. Évidemment, il y a un gros sujet sur la vérité, mais les fake news sont un très mauvais cadrage, et sont une manière, pour les médias, de répondre à la crise démocratique en disant « je vais m'accrocher à la vérité, la vérité, la vérité, l'idéal journalistique ». **Or, le problème n'est pas la vérité, le problème est la relation avec l'audience.**

Donc, nos médias jaunes, qui faisaient un peu médias de masse, ont cassé des choses. Or, l'attention principale aujourd'hui, que ce soit pour le politique ou le média, c'est de fabriquer de la relation avec l'audience. D'ailleurs, de nombreux médias le montrent aujourd'hui. Si l'on prend le principal média qui a réussi ces dernières années, dont je ne partage pas totalement toutes les opinions politiques, qui est Mediapart, il a créé une relation extrêmement puissante et extrêmement dense avec des centaines de milliers de personnes qui sont prêtes à contribuer et à donner, ce qui en fait un média riche. Le Monde a plus d'abonnés aujourd'hui, depuis qu'ils ont réalisé une mue en se disant qu'ils allaient arrêter de critiquer le numérique et aller chercher des abonnés. Ils ont beaucoup plus d'abonnés qu'ils n'en ont jamais eu dans leur histoire, des abonnés payants. Aujourd'hui, le New York Times a des dizaines de millions d'abonnés, je ne sais plus le nombre exact, mais il a dépassé les dix millions d'abonnés, ils n'ont jamais eu cela auparavant. Le New Yorker, cet admirable magazine, par une stratégie numérique intelligente a dépassé le million d'abonnés, jamais ils n'ont eu autant de force. Le Figaro, même, est en train d'appliquer une stratégie d'abonnement très forte et a plus d'abonnés que dans les années 60.

Quelque chose a changé, parce qu'ils se sont dit qu'ils devaient travailler la relation avec leur public. Il faut qu'ils les engagent, qu'ils dialoguent avec eux et qu'ils changent la nature de cette relation : je vais mettre la vérité dans un coin, évidemment elle est importante, puisque c'est un combat et c'est du journalisme, mais surtout je vais travailler la relation. On est sur un pied d'égalité, on va collaborer, on va changer la posture très « sachante » du journaliste qui sait tout, on va travailler sur des formats qui peuvent itérer et progresser ensemble avec son audience. C'est toute l'innovation journalistique qui est en train de se faire.

Heureusement, on est en train de sortir de cette période où les médias étaient contre le numérique et produisaient un discours négatif. On est en train d'en sortir, pour arriver à quelque chose qui va beaucoup plus dans la relation avec les pairs. La voie du succès des médias va beaucoup dans ce sens. Ils ont été dans le raidissement, dans la perte de sens de leur métier pendant un certain temps. Les médias, ce n'était pas que le savoir journalistique imposé, c'étaient les petites annonces. Vous avez tous lu de la presse quotidienne régionale, c'étaient les petites annonces, c'était le vivre ensemble et le lien social. Ils ont perdu cela pendant un certain temps, et maintenant ils sont en train de redécouvrir qu'on peut le faire avec le numérique, qu'on n'est pas un journal en papier qui tache les mains, mais qu'on est une fonction, qui est une fonction de médiation, donc de relation avec les pairs. On est donc en train de faire quelque chose de manière assez forte sur ce sujet.

Je vais repasser sur un certain nombre d'autres éléments, mais on est à un moment de bascule très intéressant de notre paysage médiatique, car nous sommes arrivés au pic de la crise il y a quelque temps. Le choc de Trump, notamment, a servi de rebond ou d'électrochoc de manière extrêmement forte à l'univers médiatique, qui s'est dit qu'il fallait écouter les gens. En France, la crise des gilets jaunes a également servi aux médias pour essayer de comprendre cela. D'où le succès d'un certain nombre de chaînes d'information en continu, qui ont des logiques communautaires extrêmement fortes et qui peuvent par ailleurs poser un problème. Comme la stratégie de CNews, extrêmement volontariste, ou un certain nombre d'émissions de télévision qui jouent la relation à 3 000 %, jusqu'à tordre toute réalité ou à faire du spectacle télévisuel majeur, ce qui est évidemment un problème.

On va donc arriver peu à peu, normalement, à un paysage médiatique dont le fond télévisuel sera de l'ordre du divertissement et intégrera forcément un peu de politique. Paradoxalement, on aura rendu le social à la télévision (vous aurez du Hanouna un peu partout, je suis désolé, mais peut-être que cela vous plaît), qui sera de fait plutôt dans le spectacle et le divertissement, mais qui perdra sans doute un peu en impact.

De l'autre côté, on aura un espace public beaucoup plus en communauté, mais en communauté plus organisée et plus forte. En gros, on va revenir quelque peu au XIXe siècle, mais un autre XIXe siècle. Ce ne seront pas des gazettes vendues dans la rue, mais ce sera du même ordre. On va se restructurer, se remettre en pôles, vous allez vous abonner, sans doute. Peut-être certains d'entre vous le sont-ils déjà, au Figaro, au Monde ou à Mediapart. On va se réabonner à des journaux, de plus en plus, et on aura un mainstream plus divertissant, fait de choses qui nous passent par la tête, à la télévision et sur Facebook, YouTube ou Instagram.

Cela va poser de nouveaux problèmes dans notre espace médiatique, qui ressemblent beaucoup à ceux du XIXe siècle, notamment la capacité de mobilisation de nouvelles communautés, mais cela permettra également de restructurer notre espace politique. Car la disparition de médias pendant 15 ou 20 ans, la perte d'influence de grands médias structurants sur des opinions politiques, ou le fait qu'on ne savait plus qui était où, faisaient qu'il n'y avait plus de logique de regroupement d'affrontements autour des médias. Il n'y avait donc plus de communautés ni

d'affrontements, mais une sorte de flux un peu mollasson, et on ne savait plus trop où l'on était. On picorait tous un peu tout ce qui venait, et on le balançait autour de soi, mais on ne savait plus. Tandis que là, on est en train de se regrouper à nouveau, on est en train de fabriquer de nouveaux affrontements, et c'est normal. Comme le fait qu'aux États-Unis il y a le New York Times d'un côté et Fox News de l'autre. Ou en France CNews d'un côté et Le Monde de l'autre avec, à côté, un Figaro ou un Mediapart qui seront des endroits qui regrouperont des millions de personnes. C'est plutôt cela pour une démocratie, c'est plutôt positif.

La disparition, en revanche, de la presse quotidienne régionale, ainsi que sa difficulté de renouvellement, va poser d'autres problèmes dans les territoires, nous n'y reviendrons pas aujourd'hui, car c'est un sujet plus profond. Voilà pour les médias. Je suis plutôt confiant dans leur capacité à rebondir, mais à le faire avec de nouveaux langages. Ce ne seront pas uniquement Le Monde, Le Figaro ou des choses anciennes, ce seront de nouvelles figures de youtubeurs que vous ne connaissez pas, ce seront des Brut ou des Konbini sur certains aspects, ou des Loopsider, qui sont aujourd'hui des médias plus puissants auprès de la jeunesse ou de publics plus jeunes. HugoDécrypte, qui aujourd'hui n'est pas très loin du million d'abonnés sur YouTube, et dont sans doute vous n'avez pas connaissance, a plus d'impact que les médias que vous connaissez. Le renouvellement est donc très profond. L'autre crise, c'est celle de la médiation politique. Elle est très longue et très compliquée, je vais essayer de la brosser en trente secondes.



D'abord, il y a une usure de la politique. C'est-à-dire qu'elle est normale, je pense que la crise de la médiation politique vient plutôt de la difficulté à exercer le métier d' élu ou de représentant politique ou de la complexité dans laquelle sont plongés les administrations qui ont besoin de réguler, par toute une foule de choses : excès de régulation, complexité des normes, affinage de plus en plus profond des politiques publiques, tout cela est globalement plutôt bien fait, mais cela fait qu'on ne sait plus ce qu'on décide et nous voilà pris dans des mailles extrêmement difficiles quand on est un élu, un député, un maire ou un président de Conseil général, régional ou de métropole. Notre capacité à agir devient extrêmement complexe, ce qui fait qu'on est très tournés vers la complexité de la décision, très mobilisés dans le dialogue avec l'administration, plus que dans la relation avec ses pairs, avec les parties prenantes, avec les citoyens, dans le débat et dans le dialogue. De fait, comme le réseau attend et espère, et pousse à la porte de manière extrêmement forte, s'il voit des structures administrativo-démocratiques qui ne savent plus dialoguer avec lui, il s'en détourne un peu. Il arrête, ou il prend d'autres chemins. Donc, cette foule en réseau, malgré tout c'est là qu'elle est, c'est son pouvoir à mobiliser, c'est là qu'est la réunification.

C'est tout **le défi** et toute l'attention immenses **de la crise de la représentation politique, c'est d'arriver à remettre de l'attention vers la foule. De l'attention vers le citoyen, de l'attention vers le réseau et un dialogue continu avec eux.** Le flux n'est pas qu'une menace pour le politique, c'est une force. Nous en avons énormément d'exemples, et globalement on sait bien le faire en campagne. Regardez la dernière élection présidentielle et regardez qui sont les candidats qui ont émergé de rien à quelque chose : Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon, qui ont fabriqué des phénomènes très massifs. Ils sont sortis d'appareils politiques et ils ont, en quelques mois et grâce au numérique, su mobiliser une force de participation extrêmement puissante, que l'on n'avait pas vue souvent dans l'histoire de notre pays. Avec des centaines de milliers de personnes qui ont été capables de se mobiliser. Moins lourdement que dans un parti politique, mais avec une nouvelle mobilisation de personnes qui ne participaient plus au jeu politique depuis un certain temps. La France insoumise n'a rien à voir sociologiquement avec le Parti communiste, et les gens qui sont autour d'Emmanuel Macron sont peut-être sociologiquement d'un certain style, mais ils ne participaient plus en politique. Tout à coup, des gens se sont remis à participer.

Donc, quand on a une envie entrepreneuriale, on peut faire participer cette foule et cette capacité des citoyens. En campagne, on y arrive, on sait y arriver et c'est cela qui est déterminant aujourd'hui dans le succès électoral. Quand on est en désagrégation des partis, si on sait bien mobiliser l'énergie, notamment numérisée, déjà on arrive grossièrement à faire quelque chose.

En revanche, la vraie frontière démocratique pour moi est dans l'exercice du pouvoir. Car, dès que l'on se met à l'exercice du pouvoir, on est pris dans un faisceau de contraintes tellement compliquées lorsque l'on est élu que, de manière grossière, on oublie. On perd ce lien, on perd ce fil. De fait, on perd ce lien déterminant avec la foule, qui trouve plus satisfaisant d'interagir, de mobiliser, de dialoguer, d'aller dans la rue, de faire des pétitions ou de faire des contenus en permanence, qui a un avis et a envie que son avis soit entendu, et on ne sait plus fabriquer ce dialogue elle. Selon moi, le gros de l'exercice et du défi démocratique qui se présente à nous aujourd'hui réside dans l'exercice du pouvoir avec les personnes.

Olivier GERBI : Nous allons continuer, Nicolas, avec Chloé Morin tout à l'heure, justement, car ce que vous dites est passionnant. Une seule question, vous avez tout à l'heure fait voter le public et j'aimerais vous faire réagir à cette phrase d'Umberto Eco qui disait, à propos des réseaux sociaux, je le cite : « Ils ont donné le droit de parole à des légions d'imbéciles, qui aujourd'hui ont le même droit de parole qu'un prix Nobel ». Qu'en pensez-vous ?

Nicolas VANBREMEERSCH : C'est complètement faux. Par ailleurs, j'admire énormément Umberto Eco. C'est une mécanique très complexe, mais sur les réseaux sociaux, tout le monde a une capacité d'expression, c'est certain. Toto42 peut dire, sur Twitter, au maire de Caluire, « vous êtes un con », ou « je n'aime pas ce que vous faites ». Pourtant, s'il s'appelle Toto42 et qu'il sort de nulle part, cela produira peu d'effet. En revanche, de nouvelles mécaniques d'attribution de l'autorité sont en train de se fabriquer. Parfois, elles sont redoutables, mais parfois elles sont très intéressantes, on a vu émerger de nouveaux experts intéressants. Regardez ce qui s'est passé autour du Covid avec Guillaume Rozier, celui qui a fait Covid tracker, qui est la principale application de suivi de l'épidémie. Il a bricolé et créé cela, mieux que tous les instituts de statistiques que l'on peut avoir dans ce pays, ou mieux que tous les médias. C'est quelque chose de vraiment fantastique, que tout le monde a suivi. Grâce au numérique, un talent brut a émergé. En Australie, il y a l'équivalent de Guillaume Rozier. Ils étaient anonymes et publiaient sur le site suivi par toute l'Australie sur l'épidémie. C'était ce qui était le mieux fait, extrêmement bien documenté, qui joignait les sources avec des données très précises. On comprenait ce qui se passait dans l'épidémie, c'était lu par tous et ils étaient anonymes. Ils ont révélé la semaine dernière qu'ils étaient trois adolescents, c'est-à-dire deux de 14 ans et un de 15 ans.



Il y a donc ces révélations intéressantes, dans une société qui, dans ses mécanismes d'émergence, a du mal à faire émerger les talents, comme c'est le cas dans nos vieilles sociétés occidentales, et dans notre société française en particulier. On a des choses quelque peu patientes, longues, qui ont leurs propres problèmes, à l'université, dans les grandes écoles, qui ne sont pas assez diverses. Ces émergences intéressantes sont, à mon sens, une des grandes forces. Le problème, c'est que c'est manipulable. Des personnes, dans un mécanisme très ouvert, savent utiliser cela pour faire monter des sujets, ou faire monter des profils. On est donc sur un jeu plus ouvert.

En revanche, dire que tout le monde a la même voix qu'un Prix Nobel, ce n'est pas digne d'Umberto Eco, c'est dommage.

Olivier GERBI : Vous avez parlé tout à l'heure de cet immense espace social. C'est un pouvoir, vous l'avez dit. Comment le régule-t-on ? Qui le contrôle ? Car il faut bien un contre-pouvoir ?

Nicolas VANBREMEERSCH : Un des gros problèmes que nous avons, c'est que pour fabriquer ce pouvoir, et faciliter cela, un nouveau pouvoir est arrivé, qui est celui des plateformes. Ce sont ces grands acteurs, qui sont ceux qui permettent nos échanges : Google, Facebook, TikTok, sur lesquels on va partager et grâce auxquels on va pouvoir se mettre en réseau. Ils ont un certain pouvoir, voire un pouvoir énorme, parce qu'ils facilitent, ils standardisent et ils organisent. Aussi, ce sont eux qui designent la manière dont on interagit, pour une certaine partie d'entre eux, mais dans un rôle assez transactionnel avec nous. C'est le pouvoir d'organiser nos discussions, donc il faut tout de même que l'on puisse participer, ils ont besoin que l'on participe. C'est cela, précisément, qui est assez compliqué. Une des erreurs de la régulation du numérique par l'État, ou par le pouvoir politique, c'est de ne considérer que les plateformes. Actuellement, au sein de l'État français, il y a une sorte d'obsession des plateformes. Je préside un think tank sur le numérique, nommé Renaissance numérique, avec qui on dialogue et qui essaie de beaucoup réfléchir à ce sujet de régulation des plateformes. J'étais encore hier à la Direction générale des entreprises, et on parle beaucoup de ces sujets de régulation. Ils sont obsédés par cela, parce qu'en fait ils y voient comme un autre pouvoir politique. Il y a une difficulté du pouvoir politique à jouer une alliance avec le peuple contre les plateformes, parce qu'ils sont obsédés par les plateformes au lieu d'être obsédés par le peuple. Les Etats, au lieu de réguler à mort les plateformes, s'ils arrivaient à fabriquer un véritable lien politique, beaucoup plus puissant, avec le peuple ou avec leurs élus, ils auraient également une légitimité très forte.

Parce que les plateformes ont cette force, qu'elles ont tirée de leur obsession pour les utilisateurs, pour leur donner du pouvoir. Facebook ou Google ne sont pas que des prédateurs de nos attentions, ce sont des gens qui organisent notre pouvoir quotidien. Je ne sais pas si vous avez déjà pris une voiture équipée d'un GPS, mais tout de même, Google Maps, c'est drôlement mieux conçu que tous les autres GPS du monde ! Ils ont une attention pour nous, ils nous donnent énormément. **Ils ont l'obsession de nous donner du pouvoir. Aussi, ils savent qu'en échange de cela, il y a beaucoup d'argent et beaucoup de pouvoir**, bien évidemment. C'est un des problèmes du modèle économique.

Le problème que l'on a, c'est que l'on essaie trop de réguler les plateformes au lieu d'essayer de reprendre du pouvoir avec les citoyens contre, ou dans, un rapport plus tripartite avec elles.

Le pouvoir politique gagnerait à arrêter de penser que Facebook et Google sont des Etats en concurrence avec eux et à penser davantage qu'ils ont un peuple, dont il faut s'occuper et dont il faut obtenir l'attention.

Olivier GERBI : Ces plateformes ont du pouvoir, je lisais que le Danemark avait décidé en 2017 de nommer un ambassadeur auprès des GAFAM, ce qui prouve bien qu'un pays met sur le même plan les entreprises et les multinationales ?

Nicolas VANBREMEERSCH : Ce sont de nouveaux pouvoirs, c'est certain. Ils tirent leur pouvoir du fait qu'ils ont des sortes d'« habitants ». Facebook, c'est plus que l'Inde et la Chine réunies, en termes d'utilisateurs. Et ce sont deux ou trois heures par jour. Aussi, ils n'ont pas le même régime dictatorial que la Chine ou que l'Inde, et ils n'ont pas le même impact sur nos vies, mais on passe beaucoup de temps chez eux, on a beaucoup d'attention avec eux. Ils ont donc un pouvoir très fort.

Mais on ne peut pas les considérer que comme un pouvoir, le vrai sujet c'est la relation avec les utilisateurs, ou la relation avec les citoyens. C'est de là qu'ils tirent, eux, leur pouvoir, et on aura du mal à le leur enlever complètement. On a besoin de standards pour interagir, ainsi que de qualité de service. Je ne connais pas une personne ici qui dira qu'elle va revenir aux SMS ou demander qu'on lui enlève YouTube, Instagram, WhatsApp ou ses e-mails. On aimerait tous autre chose, mais on doit composer avec. La solution est d'aller rechercher le pouvoir des citoyens et d'arrêter de s'obséder uniquement dans un dialogue d'État à État. Car les citoyens qui sont sur Facebook sont des citoyens français, on peut donc essayer de travailler avec eux pour les rapatrier chez nous. Le problème, c'est le dialogue de pair-à-pair. Emmanuel Macron a plus d'intérêt et est plus à l'aise à discuter ou à entrer dans un rapport de force avec Marc Zuckerberg que d'entamer un dialogue dans la rue avec des citoyens français.

Olivier GERBI : D'ailleurs, Emmanuel Macron a lancé une commission sur la désinformation, dont Jean Garrigues fera partie, mais nous en reparlerons plus loin.

Nicolas VANBREMEERSCH : Effectivement, car on peut dire qu'elle fait débat.

TABLE RONDE


Katia Buisson est conseillère municipale et déléguée aux anciens combattants et à la vie associative à Villeurbanne
Gaétan Constant est adjoint en charge de la qualité du service public et de la transformation numérique à Villeurbanne
Bastien Joint est conseiller municipal et délégué à la ferme expérimentale à Caluire et Cuire
Isabelle Ramet est adjointe à la sécurité publique dans le 6e arrondissement de Lyon et conseillère régionale

Olivier GERBI : Reprise de ces Entretiens Jean Moulin, et pour introduire cette table ronde sur la démocratie de jeunes élus m'ont rejoint sur cette scène du Radiant-Bellevue. Ils ont fait le choix de s'impliquer dans la vie de leur ville, chacun à leur manière, et ils nous diront pourquoi. Avant de lancer cet échange et d'entendre chacun d'entre vous, place aux présentations.

Je vais commencer par vous, Katia Buisson. Vous êtes conseillère municipale de la ville de Villeurbanne, déléguée aux anciens combattants et à la vie associative. Bastien Joint, bonjour, vous êtes conseiller municipal de la ville de Caluire et Cuire, délégué à la ferme expérimentale. Isabelle Ramet, bonjour, vous êtes adjointe à la sécurité publique dans le 6e arrondissement de Lyon, également conseillère régionale. Enfin, Gaétan Constant, vous êtes adjoint au numérique, au service de la mairie de Villeurbanne.

Bonjour à tous, nous allons commencer par vous, Katia Buisson, avec une question que je vais poser à chacun d'entre vous : quelle a été votre première motivation dans cet engagement ?

Katia BUISSON : Vous voulez dire dans l'engagement dans un mandat ?



Gaëtan CONSTANT, Adjoint en charge de la qualité du service public et de la transformation numérique - Ville de Villeurbanne
Bastien JOINT, Conseiller municipal délégué au projet de ferme urbaine - Ville de Caluire et Cuire
Isabelle RAMET, Adjointe à la Sécurité, tranquillité publique, stationnement et occupation non commerciale du domaine public – Mairie du 6^e arrondissement

Olivier GERBI : Exécutif local.

Katia BUISSON : J'ai beau être encore relativement jeune, je suis tout de même engagée depuis un certain temps, au moins une dizaine d'années. De plus, étant de gauche, j'ai plutôt eu l'expérience d'être dans l'opposition. Je trouvais intéressant, pour une fois, d'avoir la chance, lorsque l'on a des idées politiques depuis un moment, d'expérimenter, à son humble échelle, une forme de pouvoir, en tous les cas de représentation. Et, ainsi, de mettre ses idées en confrontation avec l'exercice concret de la démocratie et d'un mandat représentatif.

Olivier GERBI : Isabelle Ramet, même question, sur les raisons de votre engagement ?

Isabelle RAMET : Bonjour à tous. Quelle est ma conception de la fonction, et d'où est-elle partie, de façon très simple. J'avais ce tempérament à aider les gens dans le quartier, à faire partie des associations de parents dans les écoles de mes enfants, pour ma part c'est vraiment parti de cela. De cette idée qu'un jour je jouerai peut-être un rôle actif dans ma collectivité, que j'apporterai un peu d'aide et que je ferai des choses pour les habitants de la collectivité. J'ai donc rencontré Pascal Blache, qui était mon maire, pour faire partie de son équipe. C'est parti de là et je suis nouvelle élue à la mairie du 6e depuis 2020. Je suis adjointe au maire, en charge de la sécurité et de la tranquillité publique. Depuis les dernières élections, donc depuis quelques mois, je suis conseillère régionale auprès de Laurent Wauquiez.

En quoi consiste cette fonction d'élue, au sein du 6e arrondissement, c'est vraiment un rôle de proximité. Aussi, ma délégation, celle la sécurité et la tranquillité publique, est particulière, c'est-à-dire que les personnes se rapprochent de moi lorsqu'il y a un problème. L'idée est donc d'être toujours à l'écoute, ma conception de la politique c'est cela, c'est d'être une élue de terrain. Le système est assez bien fait, on a un point-conseil en mairie d'arrondissement, où les plaintes et les doléances des habitants reviennent, soit par téléphone, soit directement en allant à la mairie, soit par mail. Depuis un an, je me suis fait connaître, donc les gens s'adressent à moi directement. Il y a un réel échange avec les habitants. J'ai également appris que toute demande, toute doléance d'un habitant est importante. En effet, parfois on pourrait penser qu'une doléance sera peu importante ou peu grave, mais derrière on découvre un problème de violence conjugale, ou une souffrance.

Ce que j'aime, c'est être sur le terrain, c'est très enrichissant et très formateur, d'être vraiment le représentant des habitants et de faire le lien avec les services. De toujours trouver la procédure adéquate. Je vais donc mettre en place des dispositifs, des mesures, à côté de cela je fais toujours un suivi de ce que je fais, afin de voir si cela a été efficace. Et là, je m'adapte. Soit cela a été efficace, et on a un retour positif de la personne, soit on adapte et on change la façon de faire. Cela m'a plu dès la première semaine, pour en revenir surtout au thème, dès la première semaine de mandat j'ai aimé cette fonction d'élue, c'est pour cela que j'ai poursuivi dans cette démarche et que je me suis présentée pour les élections régionales. À la Région, on est sur un autre échelon, mais le travail est le même, c'est toujours un travail de terrain et de proximité. Mais à un échelon différent, avec des pouvoirs différents.

Olivier GERBI : Nous allons revenir sur votre second mandat, nous allons passer la parole à Gaétan Constant pour lui demander également ses motivations. Pour vous aussi, cet engagement c'était pour faire entendre la voix de la jeunesse ? Ou pas forcément ?

Gaétan CONSTANT : Dans le thème des Entretiens de cette année, pour ma part c'était vraiment la question de la démocratie, qui m'a animé très tôt. Et, pour mettre cela sur de grands mots et sur une grande idée que je me faisais de la fonction d'élue, voire de l'engagement en général, je schématise sur l'engagement en général, qu'il soit associatif ou électif, c'est vraiment la question de combattre la résignation. J'ai toujours été à la fois usé et à la fois triste de me dire qu'à travers mon cercle familial, ou amical, j'avais cette notion selon laquelle on ne peut rien faire, que ce n'est pas possible, que c'est trop grand pour nous, qu'on ne nous écoute pas. Toute cette résignation vis-à-vis du pouvoir, qui selon moi n'avait aucun sens, puisque selon moi le pouvoir était capable d'être exercé de manière juste. Et donc d'être capable de combattre la résignation.

C'est vraiment cela qui m'a animé dans cette volonté d'engagement, la défense des droits. J'ai commencé en tant qu'associatif dans une épicerie sociale et solidaire, sur l'aide alimentaire. Ce sont toutes ces choses pour lesquelles je me disais qu'on est capables de faire, que l'on a un pouvoir d'agir, et c'est cela qui m'a mené, au fil des engagements, à rencontrer des collectifs qui voulaient participer à la vie démocratique sur l'aspect des élections, et donc de la vie représentative, et que je me suis retrouvé sur la liste en 2020, pour la mairie de Villeurbanne.

Olivier GERBI : Bastien Joint, à vous. « Combattre la résignation », c'est une jolie phrase, était-ce aussi la raison de votre engagement ?

Bastien JOINT : Bonjour à tous. Il est vrai que je suis le « local » de l'étape, jeune élu de Caluire et Cuire. J'ai suivi la totalité des éditions Jean Moulin, et il me semble que c'est une immense opportunité pour nous, les jeunes élus de l'agglomération, que de pouvoir nous exprimer. Il y a beaucoup de monde qui parle des jeunes, et il y a ceux qui les font parler et qui leur donnent la parole. Rien que pour cela, je veux remercier chaleureusement les organisateurs de ces entretiens en la personne, bien sûr, de monsieur le maire, de Robert Thévenot et de l'ensemble des équipes organisatrices.

Si je devais rapidement, et vraiment brièvement, parler des sources de mon engagement, cela fait écho à une conversation que l'on a eue récemment avec Katia Buisson à l'occasion de la préparation de ces Entretiens. Il est finalement extrêmement difficile, un an après notre élection, l'élection de notre équipe, de conscientiser réellement les sources de l'engagement qui est le nôtre, même si je crois que c'est la résultante d'un parcours. On a ici, toutes et tous, participé, avec beaucoup d'envie et beaucoup de conviction, à un certain nombre d'associations de nos villes. On parlait, pas plus tard que tout à l'heure, avec Katia, du parcours mémoriel. Tu es très engagée dans cette démarche, moi également. J'ai participé à un certain nombre de cérémonies commémoratives, l'histoire de notre pays me passionne. On a eu d'ailleurs un exposé brillant de la situation dans laquelle nous sommes, de la part de Jean Garrigues ce matin, et j'espère que nous aurons l'occasion d'y revenir.

Bien sûr, aussi, un engagement partisan, tout comme toi, Gaétan, qui a généré une envie forte de pouvoir m'engager. Je crois aussi, pour paraphraser Édouard Baer, et ce n'est pas une manifestation qui se prête forcément à l'humour, que la vie ce sont des rencontres, des personnes qui vous ont tendu la main, c'est le cas de cette équipe municipale que l'ai la chance de pouvoir suivre. Équipe municipale, d'ailleurs, majorité comme opposition, qui donne une envie de s'engager, qui trace une route et un chemin au service du plus grand nombre. C'est d'ailleurs ce que l'on va essayer de faire dans le cadre de la ferme urbaine, c'est-à-dire pouvoir peut-être impulser un changement des consciences.

Mais je m'arrête là, j'ai déjà été trop long, mais peut-être qu'on y reviendra.

Olivier GERBI : Pas du tout. Nous allons passer la parole à Katia Buisson, puisque vous êtes en charge des anciens combattants et des vies associatives. Votre jeunesse doit surprendre à ce poste ?

Katia BUISSON : Elle surprend, elle fait plaisir, mais elle interroge aussi beaucoup. Beaucoup me disent qu'une jeune femme qui s'engage, c'est bien, mais pourquoi ? Il y a tout de même la question de la légitimité qui vient souvent, assez rapidement.

Olivier GERBI : C'est un choix de votre part, qui plus est ?

Katia BUISSON : C'est un choix, effectivement, c'est une délégation que j'avais demandée. Avec les anciens combattants, il y a aussi la mémoire, et je trouvais important d'avoir les deux, et justement de ne pas résumer la mémoire à la question des commémorations. Je n'aime pas trop les symboles en politique, encore moins en être un, mais je trouvais qu'il était important d'adresser aux anciens combattants un message selon lequel le passage de témoin était en train d'être assuré par la génération, la mienne, qui n'a pas connu la guerre. Emmanuel Macron a beau avoir dit qu'on était en guerre contre le Covid, mais quand j'étais sur mon canapé à regarder Netflix, je n'avais pas spécialement l'impression d'être en guerre.

Je trouvais que les mots avaient un sens, et qu'il était important de montrer que les jeunes générations, mais aussi les femmes, parce que parmi les anciens combattants on a de nombreux appelés, encore et beaucoup d'hommes, il était important de montrer que la mémoire concernait toutes les générations, qu'elle était politique et que la transmission était en train de se faire. Et que justement il fallait peut-être arrêter avec cette opposition entre, d'un côté, les anciens et de l'autre, les jeunes, qui ne s'intéresseraient qu'aux réseaux sociaux, pour caricaturer.

Olivier GERBI : Isabelle Ramet, deux mandats, à votre âge. Est-ce qu'il n'y a pas un mandat de trop quand on débute ? C'est une question de néophyte. Car adjointe à la sécurité, c'est déjà beaucoup, à l'échelle d'un arrondissement ?

Isabelle RAMET : Vous ne me décontenancerez pas, je vais vous répondre tout de suite par « pas du tout ». C'est vraiment un complément. Dès la première semaine de mon premier mandat, comme je le disais précédemment, j'ai tout de suite su que cela me correspondait. J'aime être élue et plus j'avance, plus je comprends. C'est enrichissant, tous les jours on apprend, tous les jours on se forme et on se rend compte vraiment de notre rôle. Les gens ont voté pour nous, il faut toujours garder cela en tête. C'est-à-dire que l'on doit assumer nos responsabilités, on doit être là pour les électeurs.



À la Région, j'ai continué, justement, avec un second mandat, où il s'agit d'une ouverture. On ne fait pas de politique aujourd'hui, mais je suis dans l'opposition en mairie d'arrondissement, Lyon 6 et Lyon 2, par rapport à la mairie centrale. Arrivée à la Région, on est à la majorité, donc on a beaucoup plus de moyens, on a une autre vision, aussi, des choses. L'échelon régional est très intéressant, il y a des interactions entre les élus, entre les différentes communes, les communes de plein exercice, je ne connaissais pas, puisque nous sommes en mairie d'arrondissement. Donc pour chaque chose que l'on fait, si on veut mettre en place une politique de sécurité, chaque chose que l'on doit faire, ce n'est même pas un problème de financement, mais un problème d'aval de la mairie centrale. Alors qu'à la Région, on travaille main dans la main avec toutes les communes, le travail est donc extrêmement constructif. Je suis limitée à la sécurité en mairie d'arrondissement, mais à la Région je touche à de nombreux domaines, je siége à la commission Santé, à la commission Culture et à la commission Enseignement supérieur, recherche, innovation, numérique. C'est donc véritablement une ouverture sur de nombreux thèmes et de nombreux domaines, ce sont énormément de rencontres. Depuis quelques mois, c'est un enrichissement et un plaisir, de jour en jour. Donc non, ce n'est pas du tout le mandat de trop, et j'espère continuer par la suite.

Olivier GERBI : Gaétan Constant, l'échelon municipal, c'est celui qui vous semblait le plus proche des problématiques des citoyens ?

Gaétan CONSTANT : Sur cette question, je mets cela au travers des différentes compétences et des moyens dont les communes disposent. Dans le sens où la grande épreuve, après un an de mandat, mais peut-être que c'est lié à mon caractère impulsif et peut-être un peu hyperactif, c'est le manque, à la fois de réactivité et à la fois de possibilités. C'est-à-dire que l'on aura face à nous un certain nombre de compétences, avec les différentes strates. Nous aurons la commune, mais dans notre métropole nous avons, justement, la Métropole. Il y a la question de la Région, la question de l'État, la question des différentes strates qui peuvent exister et qui permettent, ou non, de mener à bien des choses. En contrepartie, on s'aperçoit, c'est là que je suis agréablement surpris, surtout sur la délégation qualité de service public, que l'échelon municipal, tout de même, reste celui qui est apprécié des citoyennes et des citoyens, car c'est l'intermédiaire avec lequel ils aiment bien avoir une interaction. Les élus, que ce soit à la Métropole, à la Région ou au Département, pour comparer, sont peut-être moins confrontés, justement, aux citoyens et citoyennes directement. C'est un échelon qui me semble en réel lien avec le tissu qui me plaît, c'est-à-dire le tissu associatif, le tissu vraiment engagé sur le terrain, qui peut parler aux gens.

Olivier GERBI : Bastien Joint, est-ce que cela compte d'avoir grandi dans un environnement familial politisé ?

Bastien JOINT : C'est une excellente question.

Ce que je voulais dire, forcément, au sujet de l'impact que peut avoir la famille sur l'engagement politique, je vois ici également Maurice Joint, dont l'engagement a été extrêmement long et durable pour la ville de Caluire et Cuire et qui, bien entendu, a fait partie de celles et ceux qui m'ont tendu la main, avec Philippe Cochet. Mes parents ne sont absolument pas politisés, j'y suis venu parce que je crois et parce que j'ai toujours été passionné par l'actualité. Il y a eu des propos un peu durs pour les journalistes ce matin, dans lesquels je ne me suis pas toujours reconnu, et je ne le dis pas parce que vous êtes à côté de moi et que vous êtes un excellent journaliste de France 3 Méditerranée. Peut-être que pour certains d'entre nous, effectivement, la cellule familiale compte. En tous les cas pour moi, au-delà du contexte politique partisan, effectivement des trajectoires d'engagement dans l'Éducation nationale, Maurice Joint a également dirigé l'Institut formateur des maîtres, comptent, mais vraiment pas le volet partisan pour ce qui me concerne.

Olivier GERBI : Katia Buisson, une réaction par rapport à ce que vient de dire Bastien ?

Katia BUISSON : Je n'ai pas du tout une famille politisée, j'ai émis le souhait de faire de la politique très tôt. On ne comprenait pas pourquoi, un psychanalyste ne le comprendrait peut-être pas encore à l'heure actuelle.

Olivier GERBI : C'était un engagement associatif auparavant, ou non ?

Katia BUISSON : Non, c'était vraiment la politique et le droit, des questions de justice. C'est venu d'un constat. Lorsqu'on est dans une famille qui n'est pas politisée, mais qui râle beaucoup et qui est donc, quelque part, très française, on peut très vite être frustré. Stéphane Hessel disait qu'il fallait s'indigner, Raphaël Glucksmann, avec qui je ne partage pas tout, a une analyse assez intéressante, en disant que l'indignation ne suffit pas, ne suffit plus, que ce qu'il faut, c'est s'engager. Comme on a pu en discuter avec Bastien, il n'est pas toujours très simple de conscientiser son engagement et les raisons de son engagement, surtout lorsque, comme pour moi, c'est arrivé vers 13 ou 14 ans. J'ai également eu l'opportunité, grâce à l'école républicaine et laïque, de m'engager dans les instances de représentation lycéennes. Jusqu'au Conseil national de la vie lycéenne où, en tant que bébé, on apprend à faire de la politique presque comme les grands. Au-delà du milieu, la politique a un rapport assez personnel avec le collectif, et cela vient toujours de l'individu, qui se dit qu'il n'est pas d'accord avec un certain nombre de choses. Quand on est adolescent, on n'est particulièrement pas d'accord avec un certain nombre de choses, et un jour on se dit « très bien, mais personnellement, qu'est-ce que je propose ? ». Comment est-ce que j'avance et comment est-ce que je ne suis pas seulement dans la déconstruction, mais je vais aussi mettre les mains dans le cambouis ? Car lorsque l'on fait de la politique et que l'on s'engage à l'heure actuelle, on a un peu cette impression que l'on va faire partie de ceux que l'on traite de « sales pourris », de « déconnectés », mais tant pis, j'y vais parce que je n'ai pas envie de me regarder tous les soirs dans le miroir et de me dire que je me plains, mais que je ne fais rien.

Olivier GERBI : On ne vous a pas déjà traitée de « déconnectée », rassurez-moi ?

Katia BUISSON : Si, des personnes m'ont même déjà expliqué que je gagnais des milliers d'euros par mois et que du coup je ne comprenais pas ce qu'était la vraie vie. Je leur explique que lorsque l'on est conseiller municipal délégué, on ne gagne pas des milliers d'euros par mois, et que par ailleurs en étant jeune chercheuse, je connais la précarité. C'est très étrange, parce que, je ne sais pas si vous l'avez ressenti, on passe tout de même de l'autre côté de la barrière. Même socialement, il n'est pas toujours très sain, dans ce que l'on va dire à ses voisins, si on discute gentiment, de dire que l'on est élu. Car cela signifie que les crottes de chien, du jour au lendemain, c'est notre problème, à 7h du matin, alors que l'on a peut-être envie de faire autre chose. Le mandat local est peut-être celui qui est le moins déconnecté, mais c'est tout de même celui qui engage le plus, car on est élu tout le temps, parce qu'on est tout le temps avec ceux qui nous ont élus ou ceux, d'ailleurs, qui n'ont pas voté pour nous.

Olivier GERBI : Isabelle Ramet, avez-vous ressenti ce que vient de décrire Katia Buisson, être déconnectée déjà au bout d'un an de mandat ? Passer de l'autre côté, très rapidement ? Vous ne comprenez plus ?

Isabelle RAMET : Pas du tout, je n'ai pas cette perception, justement, des personnes qui m'entourent. Au contraire, je pourrais vous raconter une petite anecdote. La semaine dernière, un de mes voisins a été emmené par les pompiers. J'ai pris de ses nouvelles le lendemain, il était en réanimation. Il m'a répondu sur le téléphone, il était en détresse respiratoire et il parlait difficilement.

Cela fait 20 ans que je le connais, 20 ans que nous sommes dans le même immeuble, il a vu grandir mes deux enfants, et la première chose qu'il m'a dite c'est « *ah, Isabelle Ramet, l'élue de la mairie du 6^e* ». Cela m'a surprise. Nous avons d'autres relations, bien avant, mais c'est ce qu'il a retenu. Je le ressens dans mon entourage, les gens sont contents, ils sont même fiers, des personnes qui ne sont pas forcément proches, je ne parle pas que de l'entourage familial. Je trouve que la fonction d'élue est tout de même assez valorisée, les gens attendent de nous certaines choses. C'est davantage ce que je vois. Il y aura toujours des personnes qui vont se plaindre, comme sur le sujet du salaire, cela, je ne l'ai jamais entendu. J'ai toujours plutôt vécu le contraire, on me disait « *bravo, c'est super, on compte sur vous* ». C'est ce qui m'a donné cette envie de continuer. Je ne l'ai peut-être pas précisé au début de ma présentation, mais je suis avocate de formation, donc il est vrai que cela me parle. C'est ce que j'ai aimé dans ces mandats, moi qui étais habituée aux procédures extrêmement longues, qui suis assez impatiente et qui aime bien être réactive. J'ai retrouvé mon métier dans quelque chose de beaucoup plus concret, où je voyais concrètement les solutions arriver, en fonction de mon travail et de ce que je faisais, c'est ce qui me plaît.

Olivier GERBI : Gaétan Constant, vous vouliez réagir à cette déconnexion de la

réalité dès que l'on est élu.

Gaétan Constant : Oui, parce que c'est en lien avec ce que je pense vraiment de ce pouvoir d'agir. Je n'ai pas le même ressenti, mais encore une fois, c'est assez personnel, et je pense que cela dépend à la fois des rencontres que l'on fait et de la délégation que l'on peut avoir, en fonction du fait d'être en contact plus ou moins proche avec des zones de tension dans la ville. Le caca de chien, c'est une zone de tension, par exemple. Le numérique, moins, sur d'autres aspects.

La déconnexion, je ne l'ai pas ressentie auprès de mes proches, j'ai senti beaucoup de taquinerie dans un premier temps. Je ne vais pas me cacher, je suis élu de la France insoumise, j'ai donc l'habitude de faire partie d'un camp que l'on peut taquiner de beaucoup de manières. J'avais donc déjà l'habitude de répondre, puisque c'est comme cela que je vois les choses et que je vois aussi le débat, tout simplement. C'est d'essayer de voir où est ce que l'on n'est pas d'accord, où est ce que l'on est d'accord, comment on y va. Vraiment, cette notion de déconnexion, je ne la vois pas à ma strate. Ce que j'avais comme retours, c'était « *élus tous pourris, mais pas toi* », ou « *pas vous, vous, ça a l'air d'aller* ». Parce que bizarrement, il y aurait « *eux* » et « *nous* », il y aurait des élus déconnectés, qui sont en haut, à des strates supérieures, on parle

des anciens présidents, des présidents, des ministres. Il y aurait ces gens-là et puis nous, les élus locaux, avec une certaine vertu. Alors que finalement, lorsqu'on regarde le passé et les CV des différents ministres ou présidents, ils ont été élus localement. Je fais vraiment le distinguo, c'est ce que je ressens chaque fois. Je n'ai pas ressenti cette oppression vis-à-vis de mon statut d'élue en particulier, j'ai toujours eu des retours plutôt positifs. Il y avait aussi la notion de « *politisé* », mais je laisse la parole.

Olivier GERBI : Bastien Joint, avez-vous le même ressenti que Gaétan Constant sur cette déconnexion lorsqu'on est élu ?

Bastien JOINT : Non, tout se passe plutôt bien. En ce qui me concerne, comme pour la plupart d'entre nous, c'est mon premier mandat. Cela fait un an et huit mois, il me semble, que nous sommes tous élus. Pour l'instant, je n'ai pas, en tous les cas à titre personnel, ressenti de déconnexion particulière vis-à-vis du quotidien. On continue tous, bien sûr, à travailler, à avoir des occupations, à voir les mêmes personnes, les mêmes amis. Je continue d'aller chaque dimanche midi déjeuner avec mes parents, et de parler des sujets de la vie quotidienne. En tous les cas à titre personnel, je ne l'ai pas ressentie.

Olivier GERBI : Les jeunes boudent les urnes, moins d'un sur trois aux municipales

de 2020, selon l'IFOP. Que dit cette abstention ? J'imagine que certains de vos amis ne votent pas ? Essayez-vous de les convaincre ?

Gaétan CONSTANT : C'est bien de créer des catégories, mais aujourd'hui je suis tout de même déçonné, car je ne suis pas sûr que le problème se porte sur un sur trois au niveau des jeunes, c'est un sur trois au niveau de tout le monde. Même au niveau de la salle, même si ce n'est peut-être pas un échantillon représentatif, on ne serait pas sur une personne sur trois qui a voté.

Olivier GERBI : Mais les jeunes votent très peu.

Gaétan CONSTANT : Bien évidemment, mais c'est à l'épreuve des crises, on en a vécu une de nature sanitaire. J'ai l'impression de ressentir la même chose, une défiance, en tous les cas c'est comme cela que je l'analyse. La défiance institutionnelle, dont l'une des conséquences est l'abstention. Mais il y a de nombreuses autres conséquences, comme la montée des théories du complot, en tous les cas pour ce qui est du Covid. Cette défiance entraîne de nombreuses choses, et elle est causée par un certain nombre de choses. Selon moi, elle est causée par une sphère politique qui peut être parfois, on le disait, déconnectée. Pour certains exemples d'hommes ou de femmes, notamment, même si ce n'est pas de la déconnexion cela peut apporter un sentiment d'impunité, de comportement qui ne serait pas jugé comme bon selon les citoyens. La sphère médiatique, selon moi, joue également avec ces bases. Je ne sais pas si, aujourd'hui, on ne serait

pas davantage ... je questionne toujours le rapport au temps, et surtout cette notion d'urgence. Aujourd'hui, on est obligés d'être toujours connectés, et pourtant je suis adjoint au numérique. Quand je dis cela, c'est qu'il y a besoin d'immédiateté dans l'information, il y a besoin d'être toujours connectés, d'avoir les services le plus rapidement possible, et cela traverse tous les spectres de la vie quotidienne. Selon moi, tout cela favorise cette abstention.

Pour revenir sur le point de la jeunesse, je le vois chez tous mes amis, qui me demandent en quoi cela me concerne et si ma vie est vraiment impactée par les décisions. Pour ceux qui sont impactés vraiment, ils se disent qu'ils ont beau avoir agi dans leurs associations ou avoir participé à des manifestations, essayé de prendre le pouvoir dans leur entreprise ou de monter des initiatives, chaque fois ils se disent cassés par quelque chose de plus grand et de plus fort, et au bout d'un moment la résignation s'installe. C'est cela que j'essaie de combattre, en disant qu'il est possible d'aller plus loin.

Olivier GERBI : Comment convaincre ces jeunes, vos amis, d'aller voter ? Quels sont les mots que vous employez ?

Katia BUISSON : Il y a déjà un problème de lisibilité des différents mandats. Il y a de nombreux candidats et il est assez terrifiant qu'ils ne sachent pas exactement quel est leur futur rôle, en tous les cas celui auquel ils prétendent. C'est tout de même extrêmement compliqué aujourd'hui. Nous sommes tous allés tracter, et quand on va tracter on nous dit « oui, mais on a voté il

n'y a pas longtemps ». « On va prendre cinq minutes, qu'est-ce que la Région ? ». Cela est déjà compliqué, et c'est aussi un problème de l'école. Je suis assez atterrée de voir, même tous les Bac+5 qui sont incapables de vous dire quelles sont les compétences de la Région, ou ce que fait la Métropole. La Métropole, cela reste peu clair, c'est encore un autre problème. Il me semble que cela joue beaucoup, et il est important de se rendre compte que la jeunesse n'est que le produit de ce que les vieux ont créé, si on veut faire une distinction. Par définition, si on n'est pas jeune, on est quoi ? On est moins jeune. Par exemple, c'est assez symptomatique, quand on nous a proposé de venir en tant qu'élus jeunes, à Villeurbanne on a une grande question, qui est « qu'est-ce qu'être jeune ? », « qu'est-ce qu'être un élu jeune ? ». À partir de quel âge doit-on considérer qu'on est passé de l'autre côté, qu'on a encore franchi une autre barrière ? Pour commencer, arrêtez de stigmatiser la jeunesse et de dire qu'un jeune ne s'engage pas. Je pense que la jeunesse s'engage, simplement elle s'engage autrement que par le mandat ou le fait de voter. Sur les réseaux sociaux, dont on a beaucoup parlé aujourd'hui, on voit aussi des jeunes qui s'engagent. Regardez la mobilisation autour des Ouighours, par exemple. On voit que les jeunes s'engagent, simplement ils s'engagent autrement, parce que peut-être qu'ils ne voient plus où est le pouvoir en politique. Quand on écoute Jean Garrigues ce matin, on se demande effectivement où est le pouvoir en politique. Cela, en tous les cas, je ne suis pas sûre que c'est la faute de la jeunesse.

Olivier GERBI : Jean Garrigues, ce matin, évoquait le vote obligatoire, est-ce que cela vous interpelle ? Est-ce que vous vous dites « pourquoi pas » ?

Katia BUISSON : Personnellement, je trouve que voter est un droit et que l'exercice d'un droit ne devrait pas devenir obligatoire. Cela pose une autre question, sans vouloir trop dériver, à savoir si tout le monde est bien apte à voter ? Dans le sens où est-ce que tout le monde a les moyens de s'informer suffisamment pour faire un choix en conscience ? Est-ce que l'offre politique nous correspond réellement ou est-ce que s'abstenir n'est pas également un moyen de se dire que les différents candidats ne me correspondent pas ? Ou alors, voter pour une régionale alors que je ne sais même pas ce que fait la Région, donc je n'y vais pas. Cela ne veut pas dire que l'on se désintéresse de la politique, cela veut simplement dire que le système représentatif est en crise. C'est différent, et instituer un vote obligatoire serait mettre un pansement sur une jambe de bois.

Isabelle RAMET : Je pense comme toi, je pense que c'est un droit. Quant à le transformer en obligation, non, nous avons déjà un gros travail à faire sur l'information, comme tu le dis, et c'est là que nous avons été tous mauvais, toutes générations confondues. Cela vient de l'école, du collège, de chaque niveau, il n'y a pas assez d'éducation civique dans les écoles, il n'y a pas assez d'information. Même les médias ne communiquent pas assez à destination des jeunes, on n'explique pas assez les choses. Lorsque nous avons fait des campagnes, notamment avec Bastien, combien de personnes avons-nous rencontrées qui ne comprenaient pas le système : pour qui vote-t-on ? Pourquoi ? Comment est-ce que cela se passe ? Même le jour du vote, les personnes n'arrivent pas à savoir comment voter. Il y a donc un réel travail, et se dédouaner derrière cette obligation de vote, je trouve cela un peu facile et non adapté. Il faut plutôt faire cet important travail en amont.

Bastien JOINT : Sur le vote obligatoire, je ne sais pas si on peut répondre en quelques minutes. Je voudrais prendre pour base, finalement, un rapport du Sénat, paru pendant la crise sanitaire, sur le vote à distance. Est-ce que finalement on ne doit pas trouver de nouveaux moyens pour faire en sorte que la plupart d'entre nous viennent participer ? Il y a également le sujet du numérique, Gaétan

en parlera peut-être bien mieux que moi en tant que data scientist, c'est-à-dire comment faire pour, peut-être, engager un vote numérique ? Nous sommes dans le pays des droits de l'homme, où la liberté prime. Obliger tout un chacun à venir voter, c'est contredire la philosophie des Lumières, qui, selon moi, doit encore imprégner de façon très durable le pays qui est le nôtre.

Olivier GERBI : Le vote obligatoire est appliqué en Belgique.

Gaétan CONSTANT : En Suisse également. Pour ce qui est du vote numérique et de l'abstention, j'aime bien questionner à chaque fois les choses, car je pense que les questions mènent à des réponses et au point de vue de chacun. Si on doit poser la question, à savoir si l'on vit dans une société démocratique, est-ce que le seul élément de quantification est le vote ? Est-ce le seul moment où l'on peut dire que sa société est démocratique parce que X % (un « X » à déterminer je ne sais comment) de personnes votent ou non. Sur la question du numérique, je ne voudrais pas que chaque fois (encore une fois, je suis adjoint au numérique, je travaille dedans, j'adore cela, je suis technophile au possible) le numérique soit une réponse à tous les maux. Pourquoi les gens mangent mal ? On va créer une application pour cela. Pourquoi les gens font moins de sport ? On va créer une application pour cela. Pourquoi est-ce que les gens ne votent pas ? On va établir le vote numérique. Il ne faudrait pas que le numérique devienne une solution à tout, ce serait se fourvoyer. En revanche, que ce soit une possibilité entre autres, c'est une question à se poser, d'ailleurs le rapport du Sénat va dans ce sens, ce qui est très bien.

Sur la question des compétences, je n'ai pas spécialement étudié la question, mais je n'ai pas le sentiment (peut-être que des personnes dans la salle voudront réagir sur ce point) qu'il y a 50 ou 200 ans, donc plutôt au XIX^e siècle, au moment où on a installé les institutions, les gens comprenaient plus ces institutions. Je ne sais pas si, il y a 50, 60 ou 100 ans, on comprenait davantage les strates que maintenant.

Olivier GERBI : Ils étaient moins informés, tout de même ? Aujourd'hui, il y a tout pour s'informer et tout pour réfléchir.

Gaétan CONSTANT : Aujourd'hui, il y a tout pour s'informer, mais visiblement on ne comprend toujours pas. Aussi, il faut savoir comment s'est installé le suffrage universel, c'est-à-dire qu'on est allés chercher les gens pour aller voter pour des représentants qu'ils ne connaissaient pas non plus. Lors des premiers votes à l'Assemblée, on votait pour des personnes qu'on n'avait pas spécialement rencontrées. C'est plutôt un questionnement qu'une réponse, mais je ne sais pas si l'abstention est uniquement liée au fait qu'on ne comprend pas les institutions. Pour ma part, j'ai l'impression qu'il y a toujours eu des personnes qui ne comprenaient pas les institutions.

Olivier GERBI : Ne pensez-vous pas qu'il y a 30 ou 40 ans, davantage de jeunes s'engageaient en politique ou dans les syndicats, que la culture politique était plus importante ?

Katia BUISSON : Peut-être certains corps intermédiaires étaient-ils plus présents et forts, ainsi que les partis politiques. Peut-être que le manque d'engagement de la jeunesse, même si on est tous ici engagés dans des partis ou dans un mouvement (Gaétan, tu me diras ce que tu penses de la différence entre mouvement et parti), est dû à un échec. Les partis étaient là également pour sélectionner ceux qui allaient se présenter aux suffrages, c'était une école de pensée. On en a discuté avec M. Cochet et on était d'accord sur l'importance du parti politique, qui peut-être, à un moment, a failli. De la même manière que les personnes ne se sont plus engagées dans des partis politiques, mais ils ne sont plus non plus syndiqués. On en revient à une sorte de volonté, complètement horizontale, dans l'exercice du pouvoir. On l'a vu avec les gilets jaunes, les syndicats ont essayé de récupérer ce mouvement, mais très vite ils se sont désengagés. Quoi qu'il en soit, dès qu'un représentant des gilets jaunes voulait prendre la parole, le lendemain il était menacé de mort et on ne le revoyait plus.

Olivier GERBI : Il y avait très peu de jeunes dans le mouvement des gilets jaunes.

Vous n'êtes pas des professionnels de la politique, en tous les cas il

y a encore un an, vu votre jeune âge. Il n'y a pas de notice, lorsqu'on arrive. Qui vous a expliqué comment faire, comment fonctionne un Conseil municipal, comment on vote ? Est-ce que c'était instinctif chez vous ?

Katia BUISSON : Cela dépend beaucoup des mairies dans lesquelles on se trouve. Un mandat municipal est nécessairement différent, quand on est élu d'arrondissement, qui plus est dans un arrondissement en opposition avec la mairie centrale, à Caluire ou à Villeurbanne. J'ai l'impression qu'on n'est pas élu, on le devient sur le tas et on se débrouille comme on peut. Je pense que cela dépend également des villes, de notre conception personnelle et politique, ainsi que de notre rapport à l'engagement et au fait d'être élu. Cela dépend également beaucoup des délégations. J'ai une délégation, celle des anciens combattants, et j'aurais pu ne faire que des cérémonies et m'arrêter là. Personne ne me l'aurait reproché, parce qu'on n'attendait pas grand-chose d'autre de moi. Ce n'est pas la même chose que la qualité du service public, la sécurité ou la ferme urbaine. En tant qu'élu à la ferme urbaine, par exemple, on va tout de suite se dire que c'est un super projet, que cela avance, alors qu'aux anciens combattants, on va me dire « *toutes mes condoléances* ».

Gaétan CONSTANT : Pour ce qui est des compétences, je me rends compte, dans le cadre de l'exercice depuis un an, qu'on a les conseils municipaux, les commissions, les réunions, les comités de pilotage, de nombreux jolis mots tels que ceux-là. Mais qui, c'est mon point de vue, ne nécessitent que la compétence d'avoir le temps pour cela et la volonté de le faire. Dans le sens où, en conseil municipal, je le dis toujours très humblement vis-à-vis, même, de mes collègues à la mairie, la première fois qu'on arrive à un débat d'orientation budgétaire, ce sont 560 pages pour la ville de Villeurbanne, avec un budget de 192 M€, vous imaginez donc toutes les lignes qu'il y a à voir. Je suis arrivé en me disant « *mais qui comprend quelque chose ici ?* ». Tout le monde se regardait et disait que lui non plus n'avait pas compris, et personne, en fait, n'a compris les 560 pages, cette compétence n'était pas forcément intrinsèque à tout le monde. Quand bien même on aurait fait des études, puisque certains on fait des études, soit de comptabilité, soit de finances, soit d'administration publique, ils avaient donc un bagage plus fort sur le sujet.

En revanche, quand on en est arrivés au débat et que je leur disais qu'on allait faire une politique d'évangélisation et de travail sur le logiciel libre à travers le numérique de la Ville, d'un coup ils fonçaient, car chacun avait ses compétences ou ses appétences. Finalement, on nous demande à nous, les 55 élus du conseil municipal, de voter sur tous les sujets. Ce que je demande à l'équipe, c'est aussi de se faire confiance, d'être capable de débattre, d'avoir des interrogations et de confronter tout cela, je le vois vraiment au service des usagers de la ville, c'est-à-dire être capables de faire des comités citoyens, qui vont venir nous interpeller.

Je ne me vois pas faire uniquement les choses de mon côté, en me disant que c'est comme cela, que c'est cela la vérité, que c'est comme cela que l'on va réaliser le numérique et la transformation numérique de la Ville. Non, la transformation numérique de la Ville se fera aussi avec les citoyens. Et à travers les citoyens, j'ai rencontré des personnes qui étaient spécialistes du numérique libre, du numérique responsable, et qui m'ont donné des idées. Si on est capables d'échanger et d'interagir pour le bien commun, alors on a les compétences de chacun, et je fais confiance à la personne qui me semble être de confiance pour ce sujet. C'est comme cela que je monte en compétence et que je n'ai pas besoin d'avoir un CV de toutes les compétences de la Ville. En toute humilité, je ne pense

pas qu'en une vie j'aurai les compétences de toute la Ville, alors imaginons à l'échelle nationale.

Olivier GERBI : Isabelle Ramet, ce que dit Gaétan est intéressant. Il n'y a pas d'école ni d'apprentissage ?

Isabelle RAMET : il n'y a pas d'école, mais très honnêtement ma formation juridique m'a beaucoup aidée. Très franchement, le droit a ici toute sa place. Je ne parle pas de chaque domaine, comme tu l'as énuméré, mais sur le fonctionnement des institutions, entre autres, le droit apporte beaucoup. Aussi, la délégation que j'ai, je l'ai choisie, Pascal Blache me l'a accordée, et c'est aussi une délégation qui colle à ma formation : travailler avec les services de police, étudier les procédures. Forcément, ensuite, c'est plus facile quand on est avocat. Lorsque l'on est en conseil d'arrondissement et que l'on doit étudier des délibérations, si l'on a déjà fait des notes de synthèse et déjà plaidé, c'est plus facile.

Il peut y avoir en effet une disparité entre différents élus, mais ensuite on apprend, c'est comme tout, et on s'entraide aussi beaucoup. On ne peut pas aimer la politique en travaillant seul, ce n'est pas possible. Il faut aimer ce travail d'équipe, ce travail de collaboration, j'aime travailler avec mes collègues.



Au début, il y a un an, j'ai suivi le rythme de ce qui se passait. Au fil des mois, j'ai pu mettre en place des choses par moi-même : monter des projets, créer des groupes de travail, sécurité espaces verts, sécurité commerces. J'ai pu faire des choses parce que j'avais déjà compris comment cela fonctionnait, et là j'ai pu développer. Car très souvent, lorsque l'on a un problème de sécurité, c'est transversal. Un problème de sécurité routière, je vais le travailler avec l'adjointe à la voirie, avec l'adjoint aux aménagements, c'est ce qui est intéressant, c'est cela que j'aime, c'est travailler en équipe et c'est là où l'on est le plus fort. Ensuite, on va travailler avec les services.

Pour en revenir à votre question, oui, on apprend sur le tas. La formation aide beaucoup, personnellement cela m'aide de plus en plus. Ensuite, en travaillant sur le tas, on apprend tous les jours, on se forme tous les jours. Bien sûr que cela peut être compliqué, mais nous avons un maire, en mairie d'arrondissement et dans toutes les communes de plein exercice. Ce maire nous aide, il nous épaulé et nous explique, donc on avance et on y arrive. Et on sera meilleurs dans un an, et encore meilleurs dans deux ans.

Olivier GERBI : Bastien Joint, l'« équipe », c'est un mot qui revient tout le temps. Est-ce une forme de coaching permanent, est-ce important ?

Bastien JOINT : En effet, une émulsion collective se crée, d'abord parce que l'on prend du plaisir à travailler ensemble, sur l'ensemble des sujets. Ce qui est passionnant, c'est la pluridisciplinarité, pouvoir toucher un certain nombre de thématiques au quotidien, Isabelle ena parlé. En ce qui me concerne, sur l'agriculture urbaine, je peux vous dire qu'avant que monsieur le maire ne me confie ces sujets, j'y avais peu songé. Pourtant, ils sont passionnants et essentiels. Jean Garrigues parlait ce matin des questions de la mondialisation pendant les périodes de crise grave, dans lesquelles nous nous sommes copieusement engouffrés, notre souveraineté s'est parfois effritée sur un certain nombre de domaines. Pourquoi l'agriculture urbaine est-elle importante aujourd'hui, et pourquoi est-ce que cela me passionne au quotidien, avec toute l'équipe municipale ? C'est parce que l'on va essayer, peut-être, d'apporter un éveil des consciences. Un éveil des consciences sur le fait que des sujets climatiques et des sujets démographiques nous imposent aujourd'hui de réfléchir en termes d'aménagement du territoire pour faire en sorte, par la suite, de nourrir tout le monde.





À l'échelle du territoire de la métropole, Caluire et Cuire a une histoire très importante en matière d'agriculture : nous partageons notamment un plateau maraîcher avec la ville de Rillieux-la-Pape, de près de 100 hectares, et nous cherchons à pérenniser ce plateau. Demain, ce que nous allons faire avec ce projet, c'est tout simplement offrir l'opportunité, à l'ensemble des écoles de la ville, notamment aux enfants qui mangent à la cantine, de manger bio, en circuit extracourt et avec une cuisine centrale repositionnée sur le secteur. Si je devais répondre à la question que vous m'avez posée, puisque j'ai quelque peu dévié, et je m'en excuse, en effet s'intéresser aux choses nécessite forcément du temps. Pour parler de ce que je vois et ce que je connais, donc de la ville de Caluire, il y a des services d'une grande qualité pour pouvoir appuyer les élus dans la prise de décision et apporter l'ensemble des expertises techniques nécessaires pour prendre ces décisions.

Olivier GERBI : Il y a beaucoup d'enthousiasme dans vos propos. Est-ce que parfois vous ne vous dites pas que vous n'allez pas faire cela toute votre vie, et que ce n'est qu'une étape ? Et que dans votre engagement, ce seront cinq ou six ans, et qu'ensuite vous arrêterez ?

Gaétan CONSTANT : J'ai eu la même réflexion lorsque j'étais avec la direction des services d'information. Après la réunion, ils m'ont dit que j'avais « l'air d'y croire », et je leur ai répondu qu'après un an de mandat et à 30 ans seulement, heureusement que j'y croyais ! Sinon, qu'est-ce que cela serait dans quelque temps, cela risquerait d'être un peu triste. Sur la question d'y croire et sur quelle temporalité, je ne me fixe rien. Je ne vais pas me cacher, je suis d'une formation politique qui est contre le cumul, à la fois dans le temps et même au niveau des mandats, c'est comme cela, c'est la vision que je porte. Je n'ai pas spécialement envie d'en faire une carrière, c'est pour cela que je continue à faire mon métier d'ingénieur à côté. C'est aussi cela qui crédibilise. Lorsque l'on parlait de la déconnexion, c'est souvent cela qui ressort, « tu vas te lancer dans ta carrière, tu vas faire de la politique, cela va être ton métier », il me semble que cela peut être un travail et qu'être élu est une fonction, cela nous prend tout de même du temps. On ne va pas dire que le soir on est forcément tout le temps en pleine forme, parfois c'est fatigant, même souvent. Mais on a cette crédibilité. Pour ma part, je me dis que je fais ça à mi-temps. J'ai aussi mon activité qui me permet de rester dans le domaine des études que j'ai faites, et aujourd'hui je n'ai pas envie de me dire que j'ai ce mandat, on verra ce qui se passera après. Je n'en fais pas un parcours fixe en tous les cas.

Olivier GERBI : Katia Buisson, vous vouliez réagir ?

Katia BUISSON : En effet, j'ai une petite opposition avec mon très cher camarade à Villeurbanne. C'est là que l'on voit l'importance du rapport entre nos idées et la vision que l'on a de la manière dont on fait de la politique, ainsi que de notre rapport au mandat. En effet, lorsqu'au bout d'un an on nous pose la question, on répond que oui, on se sent élu, que c'est un peu mieux qu'au début, mais qu'on n'est pas encore ... la question de la légitimité, de se sentir compétent et de lancer des projets, cela fait tout de même beaucoup réfléchir lorsque l'on parle de cumul des mandats, notamment dans le temps. Je ne sais pas ce qu'en pensent mes camarades, mais au bout d'un an, ce que l'on a appris, c'est qu'il nous reste encore tout à apprendre.

Il est très compliqué de savoir se positionner, encore plus lorsqu'on est élu avec une participation qui se réduit comme peau de chagrin. Personnellement, je ne me sentais pas plus que déconnectée, il est difficile de se sentir légitime lorsqu'on a été élu par moins de 20 % du corps électoral, ce n'est tout de même pas la fête et on ne représente pas grand chose à part nos familles, qui ont gentiment voté pour nous. De fait, on a envie de se dire qu'après un mandat on sera plus efficace, parce qu'on aura trouvé une certaine légitimité. Le public qui me concerne, je ne suis pas certaine qu'il constitue forcément un vivier de voix à long terme. Mais, avec tout ce que l'on fait en matière de démocratie citoyenne à Villeurbanne, peut-être que la participation augmentera pour les prochaines municipales et que l'on aura envie de récolter ses fruits. Une fois que l'on sera davantage assis dans notre rôle d'élu et que l'on se sentira plus légitimes, on aura envie de continuer. Comme on est jeune, qu'on est plein de fougue et qu'on ne se projette pas uniquement sur six ans, mais que l'on fait des projets sur des milliards d'années, on a envie de les voir, peut-être, se concrétiser sur davantage que six ans. C'est là où la question du cumul des mandats est beaucoup plus complexe que l'on ne pense, et peut-être qu'au lieu d'aller dans toujours plus de réglementation du politique, et de toujours continuer à lui taper dessus, on pourrait, à l'inverse, montrer que la politique ce n'est pas un gros mot, que l'on peut faire des choses bien et que cela peut faire envie. Il faut peut-être changer de focale.

Olivier GERBI : Isabelle Ramet, ne pensez-vous pas que la politique est un métier ?

Isabelle RAMET : Non, j'ai mon métier. La politique c'est une fonction, une fonction d'élu. Donc oui, cela prend du temps, oui on peut mettre entre parenthèses certaines choses. Pour ma part, j'ai modifié mon activité professionnelle également, en fonction de cela, mais je garde toujours un pied dans le travail.

En revanche, à votre précédente question, je répondrai que mon angoisse actuelle porte sur l'éventualité que cela s'arrête. Aussi, je souhaitais rebondir sur ce que Katia disait, la légitimité est une question que je ne me suis jamais véritablement posée, car selon moi elle s'acquiert au fur et à mesure que l'on avance et que l'on réussit certaines choses. J'avance, et ce sont des petites victoires du quotidien, comme lorsque l'on arrive à résoudre un problème qui touche au quotidien des familles, on ne gagne pas de grandes victoires. Chaque fois que l'on réussit de petites choses, toutes ces petites choses que l'on additionne, je trouve que cela nous donne de la légitimité, et c'est cela qui me donne l'envie de continuer et de poursuivre. Ainsi, à aucun moment je ne vais me trouver illégitime par rapport à de nombreuses choses que tu évoquais, comme le score pendant la campagne.

Aussi, nous avons déjà réalisé tout un travail en matière de campagne, avant même de travailler, il y a également ce rapport aux personnes durant une campagne. Une campagne, c'est très important, on ne sait pas ce que c'est tant qu'on ne l'a pas faite. C'est-à-dire que l'on est sur le terrain tout le temps, cela prend encore plus de temps que notre fonction d'élu par la suite. C'est là que l'on va à la rencontre des gens. Précédemment, vous nous demandiez comment on persuadait les gens. Je ne parle pas de parti, forcément, quand on fait campagne, on fait campagne pour un programme. Au-delà de cela, j'ai réalisé un important travail d'inscription sur la liste électorale. Cela, il me semble que c'est un point important, quel que soit le parti. On ne se rend pas compte du nombre de personnes, tous âges confondus ... j'ai poussé un ami à s'inscrire sur les listes électorales à 54 ans. C'est quelqu'un qui pourtant a un métier, qui est intelligent. Ce n'est pas un manque d'intelligence, on ne peut pas résumer l'abstention à un seul facteur. Il y a déjà un problème d'intérêt, est-on vraiment intéressé par le choix du politique qui va diriger la mairie ? Certains ne sont pas intéressés du tout, cela il faut également le concevoir. Ensuite, il y a également le problème de la démarche, très souvent on entend que ce n'est pas si important que cela. En campagne, mon message a été de dire que les réseaux sociaux étaient un bon moyen de dire que l'on n'est pas content et, à une amie très virulente sur les réseaux sociaux, j'ai fait remarquer que sa centaine de posts sur les réseaux sociaux ne la fatiguait plus, qu'il fallait qu'elle aille voter et qu'elle choisisse un candidat, en l'occurrence le mien. Car un vote vaut plus que toutes ces contestations sur les réseaux sociaux.

Le vote est le moyen le plus efficace et le plus direct d'exprimer ses intentions. Cette relation, les gens ne la font pas forcément, c'est là où il y a un manque de communication. C'est de dire « vous allez voter, vous allez élire un candidat, vous allez élire une liste de personnes qui vont prendre les décisions pour vous, qui vont vous représenter ». Ce lien de cause à effet, j'ai souvent cru remarquer que les gens ne l'avaient pas compris. On s'est rendu compte qu'un dimanche de vote, il suffit d'avoir un déjeuner ou un mariage, pourtant la journée est longue, on est ouverts du matin jusqu'à 20 h, pour autant il y a plus important, on ne va pas forcément le faire, ce n'est pas si important que cela.

Également, lorsque vous parliez du vote des jeunes, et comment est-ce qu'on a pu faire voter les jeunes, c'est parce qu'ils avaient des parents. Ce sont les parents que l'on a convaincus, et ce sont eux qui ont amené leurs enfants. Ce que j'aime lorsque je tiens un bureau de vote, ce sont ces moments où certaines familles sont tellement contentes d'emmener leur enfant qui a 18 ans pour le premier vote, on a droit à la petite photographie devant l'urne. Dans ces moments-là, je me dis qu'il y a encore de l'espoir et que l'on va avancer.

Olivier GERBI : Deux questions en forme de conclusion, qui s'adressent à chacun d'entre vous.

Quelle est votre démocratie idéale, et qu'est-ce qui manque à la démocratie française aujourd'hui ?

Katia BUISSON : Je reste jeune en politique, mais je vais faire comme une vraie politique, en répondant sans répondre. Je pense que la démocratie est importante : le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Mais la démocratie n'est complète que lorsqu'on lui adjoint la République, la « res publica », la « chose commune », car vous pouvez avoir des démocraties adjointes à des monarchies. Lorsqu'on complète la démocratie par la République, on a vraiment l'idée de la chose commune, d'une forme d'horizontalité, d'une forme d'égalité entre tous les citoyens. Quelle que soit sa forme, le pouvoir ne peut pas advenir de naissance ou d'un droit divin. Cela revient à ce que disait Bastien, c'est-à-dire rappeler ce que l'on a de commun et dire que l'on peut avoir un certain nombre de différences et d'individualités, que cela peut-être une richesse également. Quand on est dans l'espace public, en tant que citoyen, on est là également pour voir ce qui fait commun.

Lorsqu'on se demandait pourquoi la jeunesse a du mal à s'engager, regardez ce qu'ont dit tous les intervenants, où est le projet commun ? Qu'est-ce que la gauche ? Qu'est-ce que la droite ? Qu'est-ce que la politique et, quelque part, où est le sens ? Nous sommes de bords politiques différents, mais finalement j'ai l'impression que notre engagement, chaque fois, a été pour cette démocratie, mais, au-delà de cela, pour cette République. Il s'agit donc de dire que j'ai envie de me bouger, et d'être utile pour ce commun.

De fait, on reproche beaucoup à la démocratie d'être la dictature de la majorité sur la minorité, Albert Camus disait à l'inverse que la démocratie est là justement pour donner du pouvoir aux minorités. Je dirais que la démocratie est là pour compléter la République, et elle est là, d'abord, pour penser à ce qui nous unit et à ce que nous avons de commun.

Gaétan CONSTANT : C'est ce que j'ai pu dire, non pas sur la résignation, personnellement j'aime à définir la démocratie autrement qu'uniquement en matière de vote. C'est-à-dire qu'on peut avoir à tout moment de la conceptualisation, non seulement dans l'analyse, mais de l'analyse jusqu'à l'arbitrage. Car c'est ce qui se passe avec le processus. Dans mon monde idéal, je souhaiterais simplement que l'on accepte tous le fait que l'on est dans des situations qui entraînent des perceptions différentes, des dissensus. C'est le fait d'accepter qu'il y ait des dissensus, non des conflits d'intérêts, mais des expressions d'intérêts différents, qui sont contradictoires.

On a des intérêts contradictoires dans la société en fonction de sa catégorie socioprofessionnelle, en fonction de son genre, de son orientation sexuelle ou de tout un tas d'autres choses. Ces dissensus et ces contradictions, il faut que l'on soit capable de les confronter dans un cadre commun parce que, chose merveilleuse ou non, on vit sur la même planète, on vit dans la même ville, dans le même espace commun qu'il nous faut partager. Au moment où j'arrive à convaincre quelqu'un qu'on n'a peut-être pas le même point de vue ni la même vision du monde de demain, mais que l'on peut en parler, et en parler sainement, dans le débat. C'est pour cela que, selon moi, on doit accepter toutes les invitations à débattre, quel que soit le bord partisan ou la thématique. Si l'on a quelque chose à dire, il faut y aller, car je pense, et je conclurai avec cela, que si on n'accepte pas cela, si on n'accepte pas d'avoir des centres d'intérêt qui peuvent être différents, de toute façon ils vont se manifester à un moment. Si l'on n'accepte pas d'en débattre et d'aller en amont de ses centres d'intérêt, ils vont se manifester, et ils pourront peut-être se manifester de manière plus violente et plus grave par la suite. Il faut donc l'accepter, il faut accepter le fait qu'on ne soit pas d'accord et avancer sur ces bases.



Isabelle RAMET : Si je ne suis pas d'accord avec tout ce que tu as dit, car je ne vois pas de la politique partout, je suis d'accord avec la fin. Dès que l'on peut créer des instances pour avoir un débat démocratique et pour que les personnes s'expriment, je suis toujours partisane.

Énormément d'instances sont créées, en mairie du 6^e, par exemple, nous avons les conseils de quartier, où les habitants viennent de secteurs géographiques déterminés. Ils viennent échanger, participer à la vie de la cité, avec des projets concrets. Nous avons des forums et des réunions publiques, et je suis pour tout cela.

En revanche, je ne partirai pas sur quelque chose de très philosophique, mais ce que j'ai envie de dire c'est que j'aime la démocratie à la française, j'aime nos institutions, et j'aime l'évolution qu'a connu notre pays. Je suis très attachée à cela, et je trouve qu'on a de la chance d'avoir un pays comme le nôtre.

Bastien JOINT : On a parlé de la démocratie et de la démocratie à l'épreuve des crises. Aujourd'hui, on parle effectivement de la démocratie représentative, la représentation de la plupart d'entre nous avec tout un processus d'élections. Mais cela ne se limite plus à cela, aujourd'hui on sait que la participation des habitants irrigue le débat public, l'ensemble des municipalités et un certain nombre de collectivités s'y mettent, au travers d'instances locales, de co-construction des projets.

Cela va me permettre de terminer avec Churchill, dont j'ai vu, d'ailleurs, qu'il était cité sur le programme des entretiens Jean Moulin. La démocratie est effectivement un système, je n'ai plus la citation exacte, mais c'est un système qui n'est pas forcément le meilleur des systèmes, mais c'est le moins pire. J'aurais encore tant de choses à dire, mais je vais m'arrêter là.

Olivier GERBI : *« c'est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres ».*

Merci à vous quatre de nous avoir fait partager votre enthousiasme, cela fait du bien. Cela n'a pas été si difficile, c'est un peu comme le grand oral de l'ENA, mais sans être noté à la fin.



Olivier GERBI : Nous sommes ensemble jusqu'à midi pour parler de la démocratie à l'épreuve des crises. Hier, il a beaucoup été question de l'apathie démocratique, de la montée du populisme et de la puissance des réseaux sociaux. Dans quelques instants, c'est un premier duo que nous allons accueillir. Lui est philosophe, il a publié cette année « L'art d'être Français » et lancé sa revue « Front populaire ». Elle est essayiste, chroniqueuse et fondatrice du mouvement citoyen laïc et républicain « Vivre la République ».

Céline Pina, Michel Onfray, bonjour à vous deux, merci d'avoir accepté notre invitation. Vous avez quarante-cinq minutes pour échanger autour de ce thème, puis viendront les questions du public avant l'entretien de clôture que j'aurai le plaisir d'animer, entre Michel Onfray et Franck Louvrier, maire de La Baule-Escoublac. Bon entretien.

CARTE BLANCHE

Céline Pina est essayiste, chroniqueuse et militante.
Michel Onfray est philosophe.

Céline PINA : Pour commencer, je vais vous raconter comment j'étais il y a 20 ans. On est donc dans le début des années 90 et un auteur, qui s'appelle Fukuyama, vient de sortir un livre, et ce livre s'appelle « La fin de l'histoire ». À ce moment-là, je suis une jeune étudiante en sciences politiques, et on a l'impression que l'on vit à un moment hegelien : oui, l'histoire a bien un sens, oui elle avance dans une direction et on a quasiment atteint le but, on a trouvé l'équilibre parfait, et l'équilibre parfait, ce sont des sociétés politiques démocratiques et une économie capitaliste modérée. Le but du jeu est que le monde entier nous rejoigne. Nous, on a pris de l'avance, l'Europe atteint finalement ce but hegelien et le reste du monde ne devrait que suivre. Lorsque j'ai 20 ans, on est à un moment de triomphe, le communisme vient de s'effondrer, a priori tout ce que l'on pensait est validé et on n'attend plus que les autres nous rejoignent sur ce chemin glorieux.

Mais ce n'est pas du tout ce qui va se passer. Au contraire, on va assister à la montée de nouveaux totalitarismes. Le totalitarisme islamiste notamment, même si on ne le voit pas tout de suite. On va voir une puissance immense apparaître, qui est la Chine, qui était déjà là, mais qui prend de plus en plus de poids et qui ne se pose absolument pas la question de la démocratie. C'est un empire, qui assume très bien une forme extrêmement autoritaire et qui ne compte pas du tout changer. On n'a pas l'impression, d'ailleurs, que beaucoup de personnes ont décidé de s'attaquer à cette question, tellement le pays est puissant.

L'Europe, surtout, que l'on nous présentait comme un modèle, le soft power, et qui devait devenir la forme de pouvoir international, se transforme en un nain politique, qui a énormément de mal à imposer ses vues et qui, petit à petit, sort de l'histoire. On l'a vu avec l'histoire des sous-marins, où tout à coup c'est l'ensemble du pôle géopolitique qui se décentre et va vers l'Australie, la Chine et les États-Unis. Les nouvelles alliances sont là, les nouveaux centres de conflits potentiels sont là également, et tout à coup l'Europe devient marginale, alors qu'on se vivait tout de même toujours comme au centre du monde.

C'est cette question que j'ai envie de poser à Michel Onfray en tant que philosophe. Voilà la façon dont j'ai vécu cette évolution, en étant persuadée (on se moque toujours lorsque je prends le livre de Fukuyama sur *La fin de l'histoire*) que tant qu'il y aurait des hommes et que tant que l'homme serait au monde, il y aurait toujours de l'histoire, mais ce n'est pas possible. Mais profondément, j'y croyais, je croyais à cet aboutissement hégélien. Je me trompais, et j'aimerais savoir quelle était, et quelle est, ta lecture de tout ce processus ?

Michel ONFRAY : Lorsque tu avais 20 ans, j'en avais 30, j'étais un jeune auteur aux éditions Grasset et je rencontrais Paris, la vie parisienne, Saint-Germain-des-Prés, les intellectuels, les éditeurs et quelques journalistes, je découvrais un monde qui me sidérait. J'avais l'impression d'aller au zoo, quand je descendais de ma Normandie pour voir tout ce monde-là. En effet, j'étais sommé de choisir entre cet auteur dont tu nous parles, « *La fin de l'histoire et le dernier homme* », et Huntington, qui présentait un autre ouvrage et une autre thèse, qui était « *Le choc des civilisations* ». Je faisais partie de ceux qui estimaient que la thèse du libéral nous disant que la fin du mur de Berlin, la chute du mur de Berlin et la fin des empires de l'Est, tout cela allait vers le libéralisme, et que le libéralisme allait enfin triompher et que l'histoire se trouverait réalisée. Non pas tant dans l'esprit hégélien, parce que c'était un Hegel revu et corrigé par un professeur américain, on voit ce que cela peut donner, mais là on avait une thèse qui ne me convenait pas du tout.

Je me disais que ce n'était pas parce que l'Union soviétique était tombée que les États-Unis allaient triompher sur le restant de la planète.

Et il y avait en face Huntington, avec sa thèse sur le choc des civilisations, dont je disais qu'il avait raison, lui, en revanche, en nous disant que non, la polarisation du monde à partir de soi et de soi-même, en disant que les autres n'existent pas, comme des satellites et rien d'autre, ça n'est pas possible, ça n'est pas pensable. Il ne prenait pas la carte du monde en imaginant qu'il y a deux mondes, et qu'un monde étant tombé, il n'y a plus que celui-ci qui va triompher, de manière planétaire. Mais il y a des mondes dans ce monde et il y a, nous disait Huntington, des blocs de civilisations qui sont des blocs de spiritualité. Il disait que ce qui allait se passer désormais ne serait plus un affrontement Est-Ouest, ou un affrontement capitalisme-marxisme, mais un affrontement entre des zones de turbulence, qui sont des zones spirituelles, ou spiritualistes. C'est très dans l'esprit de Malraux qui disait, qu'une civilisation est ce qui se cristallise autour d'une spiritualité, qui elle-même suppose un livre. Nous sommes, la civilisation judéo-chrétienne, une civilisation du livre, la Bible. « *Biblion* », d'ailleurs, étymologiquement, c'est « le livre », sous-entendu il n'y a pas besoin d'autres livres, il y en a un, cela s'appelle la Bible. Et il en arrive un autre, un peu plus tard, qui s'appelle le Coran, et qui dit « non, le vrai livre, c'est nous », et les autres sont des livres d'imposteurs.

Huntington nous disait qu'il allait maintenant falloir regarder comment les blocs de civilisations fonctionnent. Alors, il a parfois parlé de blocs en disant qu'ils en étaient, avant de dire qu'ils n'en étaient plus, que le Japon en faisait un, n'en faisait pas partie, etc. On n'est pas tenu de souscrire à son découpage, mais au moins à sa thèse. Pour ma part, je souscrivais, et je souscris encore, car qui a raison aujourd'hui, c'est Huntington, évidemment. Il y a des blocs confucéens (la Chine) et judéo-chrétiens (l'Occident). J'ajouterai, Huntington écrivait il y a environ 40 ans que l'on pourrait dans ce bloc, et là j'ouvre une parenthèse, penser des espaces spirituels. Dans le bloc judéo-chrétien, il y a les juifs, les chrétiens, mais dans les chrétiens il y a les catholiques, les protestants, les orthodoxes. Ce n'est pas la même chose, quand on est catholique, par exemple à Paris, que quand on est orthodoxe à Moscou, ou protestant à Helsinki. On est des chrétiens, mais ce n'est pas exactement la même chose. Et puis, on est chrétien d'une certaine manière quand on est européen, mais on n'est pas exactement de la même manière chrétien quand on est aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande, en Angleterre ou encore en Australie.

On a bien vu, avec l'affaire des sous-marins, que c'est une affaire spirituelle. C'est la queue de comète de cette Europe dans laquelle nous nous trouvons, c'est-à-dire la vieille Europe, usée, fatiguée, vieillie, qui est continentale et qui va laisser la place à la queue de comète de l'Europe, avec une Europe élargie, que l'on pourrait appeler l'Occident.

De fait, je pense que la civilisation à venir sera le transhumanisme, et que le transhumanisme ne se prépare ni à Paris, ni à Berlin, ni en Espagne, ni au Portugal, mais il se prépare dans les endroits où il y a de l'argent. Notamment aux États-Unis, où la recherche peut être totale, absolue, financée par des privés. Elon Musk fait la loi, c'est le Christophe Colomb de notre époque, et je pense qu'il nous faut désormais dire que oui, c'est Huntington qui avait raison, oui il y a des chocs de civilisation, oui quand un cancérologue annonce un cancer, ce n'est pas lui qui fait le cancer, et quand Huntington annonce qu'il y aura des guerres, ce n'est pas lui qui crée ces guerres-là. C'étaient les arguments que l'on nous donnait à Paris, en nous disant que ce type était un fouteur de bazar et qu'il allait créer des guerres. Je leur disais que non, il les diagnostique, il les annonce, il dit « *je vois qu'avec les quelques symptômes que vous nous signalez, il y aura ici des guerres* ».



«On dit donc " la démocratie ", mais il faudrait dire " les démocraties ", ne pas essentialiser et allez voir où cela en est, comment cela fonctionne, ce que c'est.»

Ce qui est extrêmement intéressant, c'est que je l'ai relu récemment, puisque j'ai fait une série dans *Le Point* cet été pour dire qu'un nombre important de livres, majeurs, *L'archipel du Goulag*, par exemple, ou le livre de Simon Leys sur le maoïsme, ou justement Huntington, sont des livres majeurs qui ont été maltraités par la presse. Parce qu'évidemment, on n'a pas dit ce qu'ils disaient, or, ils disaient la vérité. J'ai donc relu ce livre, en me disant que finalement il avait annoncé un certain nombre de choses il y a une quarantaine d'années. Il suffit de regarder ce qui s'est passé depuis, en Crimée ou en Ukraine. Il avait raison. Nous sommes donc dans cette configuration, qui n'est pas post-nationale, qui n'est pas post-historique, mais qui est effectivement de conflits de civilisation. Nous avons aujourd'hui à composer avec des blocs de civilisation, comme je disais qu'il y avait une civilisation judéo-chrétienne, mais avec des aires particulières à l'intérieur de ce même espace. On comprend mieux aujourd'hui que ce qui fait une certaine faiblesse de l'islam, c'est qu'il y a des islams sunnites, chiites, et que certains pays ne sont pas forcément semblables. L'Arabie saoudite, ce n'est pas l'Iran, ce n'est pas exactement la même chose que la Turquie, ça n'est pas la même chose que le Maghreb, et il faut penser en ces termes si vraiment votre pensée de la démocratie en France, la démocratie en Europe, est la place de la démocratie dans le monde. On s'aperçoit, si on pense de cette manière-là, ce qu'il faut faire, du point de vue de Sirius, vraiment de très loin, que la démocratie est une petite chose très mal en point.

Céline PINA : Effectivement, c'est une petite chose très mal en point, puisque lorsque l'on parle de la démocratie en général actuellement, on parle de « crise de la démocratie », on l'emploie de moins en moins toute seule. Cette crise de la démocratie, comme idéal universel, finalement, cette remise en cause de la démocratie profondément, y compris, d'ailleurs, là où elle règne, que ce soit chez nous ou en Europe, à quoi est-elle due selon ton regard ?

Michel ONFRAY : Je pense que les Français sont fascinés par l'Allemagne, et l'Allemagne était fascinée par le concept. Alors que l'on aurait très bien pu être fascinés par autre chose que la Germanie, on aurait très bien pu être fascinés par les Latins, et se rapprocher un peu plus du Portugal, de l'Espagne ou de l'Italie, nous n'aurions pas eu la même vision du monde. Mais nous sommes fascinés par l'Allemagne depuis un certain temps. L'Allemagne pense en termes de concept. Donc on pense la République, avec un « R » majuscule, on pense l'État avec un « E » majuscule, on pense la démocratie, avec un « D » majuscule, etc. Les Anglo-saxons sont plutôt empiriques. Une querelle, au Moyen-Âge, oppose ceux que l'on appelle les nominalistes et les réalistes. Il y a ceux qui pensent que l'idée a une réalité, que l'on appelle les réalistes, et les nominalistes sont ceux qui disent qu'il n'y a pas d'idée, mais simplement des mots qui sont des conventions. **On dit donc « la démocratie », mais il faudrait dire « les démocraties », ne pas essentialiser et allez voir où cela en est, comment cela fonctionne, ce que c'est, etc.**

La démocratie athénienne n'est évidemment pas la démocratie de 1793, qui n'est pas la démocratie du régime parlementaire en France, qui n'est pas non plus la démocratie de la Cinquième République quand elle est pilotée par le général de Gaulle, qui n'est pas non plus la Cinquième République quand elle est pilotée par tous ceux qui l'ont suivie. Ce sont des fictions, si vraiment on veut réfléchir sur ces concepts. Car, si l'on prend Athènes, qui est l'équivalent d'une petite ville, soit environ 15 000 habitants, et que l'on coupe en deux, les femmes ne sont pas citoyennes. Dans ceux qui ne sont pas des femmes, dans les hommes, il y a des métèques, que l'on appelle des « étrangers domiciliés ». Il y a les esclaves, les enfants d'esclaves et descendants d'esclaves, etc. Il ne reste plus que les citoyens, qui exercent le pouvoir. C'est un tout petit conseil municipal, d'une certaine manière, la fameuse démocratie athénienne. C'est une démocratie qui laisse de côté, aussi on va simplement dire qu'effectivement la moitié de l'humanité n'existe déjà pas pour eux. Une autre partie n'existe pas, ce sont les étrangers. Une autre partie, ceux qui n'ont pas d'argent, une autre partie, ceux qui ne sont pas citoyens, etc. C'est donc presque une fiction, cette démocratie, c'est une oligarchie. Ensuite, ce sont les philosophes, Aristote et quelques autres, qui vont dire qu'il y a la démocratie, qu'il y a l'aristocratie, la monarchie, cela marche tellement bien, c'est tellement formidable.

Je vais vite, mais en 1793, je ne dis pas 1789, mais bien 1793 : Robespierre, la terreur à l'ordre du jour, c'est une démocratie, mais comment fonctionne-t-elle ? C'est une République, mais comment fonctionne-t-elle ? Rousseau, qui finalement est le grand homme de cette fiction de la République et de la démocratie, disait, dans le discours sur les fondements de l'inégalité parmi les hommes, « *commençons par écarter les faits* ». Formidable ! Ce sont tous les intellectuels parisiens qui sont résumés ici. Et puis « *posons l'hypothèse de* », « *d'un homme naturellement bon* ». Et puis cette hypothèse se vérifie tout de même drôlement, et elle se vérifie tellement que c'est une vérité, puis cela devient une vérité universelle. Et c'est parti, c'est devenu une vérité universelle. Donc c'est un peu la gauche, c'est-à-dire qu'elle croit aux idées, et si le réel lui donne tort, elle change de réel, mais elle ne change pas d'idée. Alors que l'on devrait dire, au contraire, que si le réel donne tort à cette idée, c'est que cette idée est fautive, et il faut changer d'idée. Pas du tout. En France, nous sommes donc sur cette idée que « *démocratie, démocratie, démocratie* ».

Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, le général de Gaulle fabrique cette constitution de 1958 en disant « *il nous faut, et la république, et la monarchie* ». La monarchie c'est moi, j'ai l'onction du suffrage universel, le peuple vote pour moi. Il faut un homme. Il n'y a pas dix personnes à décider s'il faut appuyer sur le bouton nucléaire ou non, ce n'est pas possible. Il faut un chef de l'État. Mais ce chef de l'État ne peut pas être un monarque absolu, ne peut pas être un tyran, ne peut pas être un dictateur. Il n'y a que Mitterrand, dans le coup d'État permanent, pour imaginer que le général de Gaulle est un fasciste. Il dit donc qu'il faut que ce roi puisse se faire décapiter. Qui peut décapiter le roi ? Le peuple. Comment le peuple peut-il décapiter le roi ? Par le référendum et par les élections législatives. Quiconque veut abolir le septennat n'est pas gaulliste, que la chose soit clairement dite. Parce que le septennat permettait au peuple de dire « *on veut toujours de vous* » ou « *on ne veut pas de vous* ». Les législatives perdues, que fait le général de Gaulle ? Il s'en va. Que fait François Mitterrand ? Il reste. Que fait Jacques Chirac ? Il reste. Qu'avait prévu de faire Giscard d'Estaing s'il avait perdu les élections ? Il serait resté aussi. Et ils inventent la cohabitation. Populicide, cette façon de dire que l'on ne reconnaît pas au peuple le droit d'utiliser sa voix, de la faire porter, en disant « *on ne veut plus de vous* ». Donc le chef de l'État, en 1969, fait un référendum et dit qu'il s'en va. « *Je démissionne, c'est terminé* ». Il avait gagné les élections législatives au préalable, il avait juste dit « *ce sont les élections de la trouille, je veux une espèce de plébiscite, veulent-ils encore de moi ?* ». Et quand il fait son référendum sur la participation, texte génial, Lacouture, qui fait la biographie du général de Gaulle, dit que Pompidou fait le geste en disant « *il est fou, il ne faut surtout pas que ce texte paraisse* », et la droite détruit le général de Gaulle. Quant à la gauche, elle n'a fait que cela, donc elle le détruit aussi. Mais il y avait chez le général de Gaulle cette idée du plébiscite, « *je veux que vous votiez pour ma politique, je veux que vous votiez pour moi, s'il n'y a pas les deux, je m'en vais* ».

Donc, cette démocratie, elle était parfaite. Pas seulement faite pour un homme, comme on le dit souvent. C'était pour un homme, cet homme-là n'étant plus là, ça n'est plus possible, ça n'est pas pensable. Mais c'est pensable par tout le monde, cette idée que quand on a perdu les élections on s'en va. Que quand on fait un référendum et qu'on le perd, on s'en va.

La démocratie a donc existé un temps, aujourd'hui elle n'existe plus. Lorsqu'on dit « *vous allez voter pour ou contre le traité européen* » en 2005, et que les Français disent qu'ils n'en veulent pas, et qu'on leur dit « *très bien, mais en 2007, vous l'aurez tout de même* », cela s'appellera le traité de Lisbonne et on va utiliser les représentants du peuple pour vous faire avaler ce que vous n'avez pas voulu manger, ou régurgiter ce que vous avez mangé, pour être trivial. Mais on dit que l'on va demander au congrès, à l'Assemblée nationale et aux sénateurs, c'est-à-dire que les députés et les sénateurs votent contre le peuple. Il n'y a pas eu un seul député pour dire « *vous me demandez de voter contre le vote du peuple ?* ». Ils y sont tous allés, personne n'a dit « *c'est impossible, c'est impensable !* ». Je vais vite, mais de la démocratie d'Athènes jusqu'à la démocratie post-gaullienne, en passant par la Révolution française et cette idée que l'on incarnerait le peuple, et que Robespierre serait le peuple, puisque la volonté générale serait incarnée dans sa personne, et qu'il serait le souverain, on se dit qu'elle est vraiment très formelle. La véritable démocratie, je renvoie à l'étymologie, c'est le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ensuite, on trouve des formes diverses. Il y a la démocratie directe, la démocratie indirecte, il faut des représentants, il n'en faut pas,

est-ce que les représentants sont susceptibles d'être évincés parce qu'ils ne font pas leur travail pendant qu'ils le font ? Ce sont des discussions que l'on peut avoir.

Céline PINA : On aurait une crise de la démocratie qui serait nourrie par la trahison des clercs ou des élites actuels. Il y aurait un contrat implicite passé au moment de la Cinquième République, et qui est rompu à partir du moment où, quand le peuple décrète qu'il ne veut plus du souverain, le souverain choisit de rester. Le premier coup de canif dans le contrat implicite, c'est la cohabitation, qui va déclencher un détachement plus profond. Si vous regardez les dernières élections, pour les régionales c'était 66 % d'abstention environ, mais on oublie aussi que déjà sur les législatives plus de 50 % du peuple ne vote pas, alors qu'on a malgré tout une participation d'environ 77 % à la présidentielle. Peut-on dire que l'on est encore en démocratie, à partir du moment où le parti le plus important est celui des abstentionnistes ? Je suis très surprise de voir, depuis une vingtaine d'années, depuis que l'abstention ne cesse de monter, on pourrait faire un montage avec toutes les soirées électorales, dans lesquelles on retrouve à peu près les mêmes personnes, pour voir à quel point elles peuvent déplorer l'abstention, sans jamais essayer de réfléchir à un quelconque remède. Cette trahison des élites, tu la vois également dans quelle réalité et dans quels moments auxquels on a assisté ces derniers temps, et que pourrait-on faire, **quelles propositions pourrait-on formuler pour que ce peuple se sente à nouveau citoyen**, et non pas en

permanence trahi au point qu'il pense que les élections sont des « pièges à con » ?

Michel ONFRAY : Certes, mais il arrive un moment où les Français ne sont pas des crétiens. C'est-à-dire que quand Marine Le Pen fait 40 % aux élections présidentielles au second tour, et qu'elle a une poignée de députés, que le Parti communiste fait 2 % et qu'il a 10 ou 20 fois le nombre de députés du Front national, on se dit que quelque chose ne va pas. Je ne suis pas là pour défendre Marine Le Pen ou pour accabler le Parti communiste, je dis simplement « *qu'est-ce que c'est que ce système qui fait que des gens qui ont 40 %, n'ont personne, et que d'autres qui ont 2 %, ont tout ?* ». Que s'est-il passé dans cette affaire ?

Je vais parler du pays réel et du pays légal. C'est Victor Hugo qui parle du pays légal et du pays réel, c'est dans *Les Misérables*. Il raconte ces choses-là. Au-delà des *Misérables*, on se dit que la composition sociologique de la représentation nationale ne coïncide pas du tout avec la composition sociologique de la France. Il suffit de regarder qui est député et qui est sénateur, la profession, le sexe, l'âge, la formation, etc. On se dit que le pays légal n'est pas superposé au pays réel. Donc de nombreuses personnes ne se sentent pas représentées.

Il y a également cette idée que quand on est au pouvoir, théoriquement, quand on est chef de l'État, on est le chef de tout le monde. On se dit qu'une partie de la France a voté pour moi, une autre partie n'a pas voté pour moi, mais je suis le chef de l'État,

de tout le monde, et chacun doit pouvoir y trouver son compte. On voit bien que les chefs d'État, depuis un certain nombre d'années, sont de droite, de gauche, mais plutôt de droite maastrichtienne et de gauche maastrichtienne, c'est-à-dire du même côté. Ils disent qu'ils défendent leur idéologie et que les autres, tant pis, ils vont crever, eux et rien, c'est pareil.

Ensuite, on recommence les élections, et ensuite, on recommence à séduire les gens, et on recommence à dire « *vous allez voir, avec moi il y aura ceci, il y aura cela, je vais régler les problèmes, l'insécurité, le chômage, la misère, tout ça est terminé, votez pour moi* ». On arrive au pouvoir, on continue, et ça recommence, c'est pareil et puis voilà. Les gens finissent donc par se dire qu'ils ont compris, que cela ne sert à rien. Si, quand on va voter, il faut voter pour vous, et si quand on ne vote pas pour vous, notre vote part à la poubelle, ou est considéré comme un vote nul et non avenue, est-ce que l'on doit continuer à aller voter ?

Je prends un exemple contemporain : la Nouvelle-Calédonie souhaite son indépendance, une partie des indépendantistes souhaite l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie depuis des années et des années. Il y a eu la grotte d'Ouvéa, pour ceux qui s'en souviennent, la violence, c'était l'époque de Rocard. Rocard met les francs-maçons sur le coup, on s'arrange, on essaie de voir ce que l'on peut faire. Aujourd'hui, on est en train de prétendument faire quelque chose de démocratique. Normalement, on dit « *référendum, vous votez, c'est oui ou c'est non. Vous ne voulez plus faire partie de la France, vous n'en faites plus partie, l'affaire est réglée* ». Mais là, que fait-on : on dit qu'on va faire trois référendums, formidable ! Et on va choisir les électeurs. L'idéal est que l'on fasse un petit sondage : si vous êtes pour l'indépendance, vous avez le droit de voter, et si vous êtes contre, vous n'aurez pas le droit de voter, ce serait nettement plus simple. C'est pourtant ce qui se fait, on dit « auront le droit de ».

D'ailleurs, je ne suis pas constitutionnaliste ni juriste, mais je me demande s'il est vraiment très légal de faire un référendum en disant que l'on choisit les électeurs, pour être bien sûrs que sociologiquement ils vont pouvoir aller dans le sens dans lequel on pousse cette aventure. On fait un référendum, il est perdu, on le recommence. Il est perdu, on le recommence. Puis, on en fait un troisième, et on essaie de faire en sorte qu'il soit vraiment gagné, et on dit « *vous qui êtes sociologiquement susceptibles de voter contre, il vous est interdit de voter* ». Je n'ai plus les détails, mais c'est quelque chose du genre : il faut être ici depuis au moins 30 ans, c'est-à-dire



que si vous êtes un blanc qui vient d'arriver, vous n'aurez pas le droit à la parole sur ce genre de chose. Mais ce n'est plus de la démocratie, ce n'est plus du référendum.

Aujourd'hui la presse et les intellectuels sont tous du même côté, disant « *ah, le peuple, le référendum voudrait demander à ces gens-là ? Mais le peuple se trompe, le peuple erre* », comme le dit Bernard Henri Lévy, qui lui n'erre jamais. Comme ils errent tout le temps, d'après ces gens-là il faudrait qu'ils ne parlent jamais, et qu'on laisse les experts parler. Les experts nous disent qu'ils sont éditorialistes dans un journal, et en même temps sur un plateau de télévision, et en même temps directeurs de collection dans une revue, qu'ils sont des types intelligents, qui ont fait l'École normale supérieure, qu'ils sont agrégés de ceci, agrégés de cela. Le peuple va continuer à aller à la pêche et nous, laissez-nous diriger, laissez-nous commander.

La presse appartient à des milliardaires qui défendent la même idéologie. On se dit qu'on a le choix. *Le Figaro*, ce n'est tout de même pas *l'Humanité*, qui n'est tout de même pas *Libération*, qui n'est tout de même pas *La Croix*. Certes, excepté que quand il s'agit de voter au second tour des présidentielles, ils votent tous pour le candidat maastrichtien. Les uns, de manière très active, en adhérant, puisque c'est le sens de l'histoire, c'est formidable, et les autres, selon l'expression de Strauss-Kahn, en se mettant « *une pince à linge sur le nez* », en disant qu'ils font barrage au fascisme ou qu'ils empêchent l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir et ne votent pas pour Emmanuel Macron, mais contre Marine Le Pen. Mais ils disent la même chose. Quand on en arrive vraiment au cœur nucléaire de la France, à qui va diriger la France, tous les journaux finissent par dire « celui-ci », c'est celui-ci, c'est celui qui est dans le bon camp. Effectivement, quand la presse dit la même chose, quand la télévision dit la même

chose, que tout est à charge et que chaque fois qu'on va chercher quelqu'un qui représenterait le peuple, on va chercher plutôt un crétin. Quand il a été question des gilets jaunes, on est allé chercher les pires, et on leur a dit « *gardez bien le gilet jaune sur le plateau* », et même éventuellement votre pull, votre casquette, et plus vous serez crade et nul, mieux ce sera. Et on a dit « *le peuple parle* ». « *Que voulez-vous ?* ». « *Un référendum* ». Vous vous rendez compte, ils voudraient un référendum, ces gens-là, tout de même ? C'est tout de même cela le message subliminal. On préfère Olivier Duhamel, non, ce n'est pas lui dont je devrais parler, mais on préfère de bons éditorialistes qui nous expliquent, parce qu'ils ont fait Sciences Po, comment il faut voter, ce qu'il faut voter, ce qui est bien pour le peuple et ce genre de choses. Les gens comprennent donc très bien, c'est un peu comme dans les publicités, il faut voir quel genre de personnages on célèbre dans les publicités. Chaque fois que l'on célèbre la province, dans une publicité, ce sont des crétins. Ce sont des gens qui vantent le camembert, ils ont tous des tronches d'abrutis. Ce sont des gens qui célèbrent le cidre bouché, ce sont tous des crétins. Chaque fois que c'est dans la campagne, le type passe à vélo, on a l'impression qu'on est chez monsieur Hulot.

À un moment donné, le peuple comprend qu'on lui en veut un peu, qu'on se moque de lui, qu'on le maltraite. Quand le peuple a voté « non » au traité européen, je me rappelle tout de même que Philippe Val avait fait un éditorial dans Charlie Hebdo, l'éditorial était nation et socialiste.

Lorsque nous avons lancé, Stéphane Simon et moi-même, la revue Front populaire et que nous avons demandé à BHL ce qu'il en pensait, personne n'avait lu cette revue, ni Stéphane ni moi, elle était en cours de route. Il a dit que j'étais Marcel Déat, c'est-à-dire que j'ai porté l'uniforme nazi sur le front russe. Je suis un gentil garçon, je ne porte pas plainte. Mais si vraiment on imagine que quiconque n'est pas maastrichtien est un nazi, un fasciste, un type d'extrême-droite, un type qui réactive les heures les plus sombres de l'histoire, à un moment donné les gens disent « *arrêtez de nous faire rire avec votre démocratie, arrêtez de nous faire rire avec votre République* ». Chaque fois que l'on pourrait être un peu plus démocrates ou un peu plus républicains, c'est-à-dire que l'on pourrait solliciter un peu plus le peuple, vous nous dites « *vous avez vu le peuple, vous avez vu ce que c'est que le peuple ?* ». Nous sommes très saint-simoniens dans cette aventure, en disant « *laissez les techniciens, laissez les spécialistes, laissez les intelligents diriger la France, cela ira très bien* ». Et vous, pour le reste, allez à la pêche et ce sera très bien. Hélas, ils ont réussi, parce que quand 60 % des gens ne vont pas voter, ce n'est pas qu'ils sont crétins, c'est uniquement qu'ils ont compris qu'effectivement on leur demandait d'aller à la pêche en leur disant « *laissez-nous confisquer le pouvoir, cela s'appelle de la démocratie* ».



Céline PINA : Donc une forme de mépris de classe, qui finit par autoexclure. Une forme d'autocensure du peuple.

Ce qui est intéressant dans ce que tu dis, c'est que si on revient à la construction de l'Europe et à ce qu'écrit dans ses mémoires l'homme qui est à l'origine de tout cela, c'est assez intéressant puisqu'il parle de l'idée que pour ne plus avoir de guerre, il faut qu'il n'y ait plus de nation. C'est aussi simple que cela. Si l'on supprime la nation, on supprime la guerre. Pour cela, il faut que les liens économiques soient tellement complexes que finalement l'usage de la souveraineté ne puisse plus être mis en place sans déstructurer une architecture relativement complexe. Jean Monnet, lorsqu'il parle dans ses mémoires, explique de façon très claire pourquoi il va créer une Europe qui sera la moins démocratique possible, au moment même où on avait essayé de valoriser une forme d'égalité très forte entre les hommes, en disant que la deuxième manière d'éviter la guerre c'est que l'homme puisse apprendre le respect d'autrui, accueillir autrui.

On va donc mettre en avant l'idée que l'égalité entre les hommes est une des seules manières de constituer des démocraties réelles et durables. Dans le même temps, retirer au peuple la capacité d'agir, en créant des formes de technicité tellement élevées que pour en comprendre les rouages, il faut devenir de plus en plus un spécialiste. Donc, au fur et à mesure que l'on déifie la démocratie, on met en place des systèmes qui en fait fonctionnent très bien en l'éliminant.

Michel ONFRAY : Sur l'Europe de Jean Monnet, c'est très intéressant, les gens savent assez peu qu'avant Maastricht, l'Europe a été dirigée par un ancien nazi, et que cela n'a jamais gêné personne. C'était l'époque où on n'allait pas chercher des poux dans la tête des gens, parce que si on était allé chercher ce qu'était leur passé, effectivement on n'aurait jamais pu diriger ni gouverner la France.

Céline PINA : Jean Monnet a-t-il un passé très particulier ?

Michel ONFRAY : Oui, lui également, mais ce n'est pas lui qui a dirigé l'Europe. D'abord, les mémoires ont été écrites par des étudiants qui ont été payés par la CIA, la chose est connue. Ce n'est pas une insulte, Jean-Pierre Chevènement le raconte dans son livre sur Jean Monnet, et je tiens les informations que j'ai sur Jean Monnet de la bouche elle-même de Jean-Pierre Chevènement. C'est donc une Europe qui a été démocrate-chrétienne au départ, d'ailleurs le drapeau bleu avec les étoiles jaunes, ce sont les couleurs de la Vierge, et les étoiles sont celles qu'elle a autour de la tête.

Il y a donc cette démocratie chrétienne, mais qui est une démocratie chrétienne vichyste. Des universitaires ont travaillé sur ce sujet, en disant qu'elle a été construite dans l'esprit, le mot est difficile à prononcer, mais « fasciste ». Ces personnes-là descendaient d'une Europe vichyste, parce qu'il y a DES Europes. C'était l'Europe de Drieu la Rochelle, de l'extrême-droite. Quand on lit *Les mémoires d'un fasciste* de Rebatet, on voit que l'extrême-droite, les maurrassiens, les fascistes, les collaborationnistes, ce n'était pas la même chose, contrairement à ce que l'on croit. Car, aujourd'hui, on fait une espèce de grand sac, en ayant l'impression qu'un type d'extrême-droite est évidemment un collabo, mais pas du tout. Nombre de collabos viennent de la gauche, et nombre de gens d'extrême-droite retrouvent le général de Gaulle le 18 juin 1940, c'est beaucoup plus complexe que ce que la mythologie veut bien nous faire croire.

L'Europe, c'est donc beaucoup plus complexe si on ne se contente pas de la mythologie mitterrandienne, qui nous dit que le nationalisme c'est la guerre, et que l'Europe c'est la fin de la guerre. C'était aussi la fin de la paix, la fin de la misère, la fin de la pauvreté. Qu'on se souvienne, à l'époque, Maastricht c'était ceux qui veulent le bien, ceux qui veulent la prospérité, l'amour du prochain, la paix, l'amour entre les hommes. Et les autres, c'étaient des fascistes ou des nationalistes. Respecter les gens, en disant qu'on n'avait pas la même conception de l'Europe, ce qui ne fait pas de nous des Marcel Déat pour autant. Je n'ai jamais estimé que quiconque ne pensait pas la même chose que moi sur l'Europe était la réincarnation de Rebatet ou de Brasillach, je n'ai jamais dit cela. J'ai dit « regardez comment est construite votre Europe, regardez d'où elle vient, et surtout regardez ce qu'elle a fait ». Car lorsque l'on est dans la logique de Maastricht, Mitterrand a échoué, il a gouverné à gauche. Il arrive le 10 mai 1981, il gouverne à gauche puis, en mars 1983, il a mis la France dans un état incroyable. Il arrête le socialisme, il dit « j'ouvre une parenthèse », qui n'est toujours pas fermée. Et son nouveau truc devient l'Europe, « maintenant, on va fabriquer l'Europe ». En gros, le socialisme, je n'ai pas réussi, mais l'Europe cela va être facile à réussir. Cela se fabrique avec l'Allemagne, d'abord, puis on connaît l'histoire. À l'époque, on nous dit que si on ne veut pas de cette Europe, c'est que l'on veut la guerre. C'est donc idée contre idée, on ne sait pas ce qu'est cette Europe.

Mais maintenant, nous avons le recul. Vous avez eu les pleins pouvoirs sur cette Europe, vous avez eu les moyens de la fabriquer, vous avez traité de nazi et de fasciste quiconque s'est opposé à votre idée, sans vous insulter pour autant, vous avez criminalisé cette pensée.

Vous avez les pleins pouvoirs, vous avez les médias, vous avez toute la classe politique. Depuis Mitterrand en 1983, ce ne sont que des maastrichtiens qui se sont retrouvés au pouvoir. On dit droite, on dit gauche, non : maastrichtiens. C'est-à-dire que Chirac était plutôt contre cette idée, les plus anciens se souviennent de l'appel de Cochin. On lui dit qu'il ne sera jamais président de la République s'il est contre l'Europe, alors il dit qu'il est pour l'Europe, et il a été élu deux fois. On sait comment ça marche, et on se dit que cette Europe est la même depuis 1983, aucun esprit critique. Il n'y en a pas un, les Minc, tous ces gens-là, les Attali, les BHL, ou les Philippe Val, qui traitaient de nazi quiconque disait qu'on pouvait peut-être fabriquer une Europe un peu plus sociale, un peu plus fraternelle, un peu moins libérale, un peu moins aux ordres des États-Unis. Ceux-là se sont trouvés criminalisés. Ces gens-là ne disent pas, aujourd'hui, que l'état dans lequel on se trouve c'est un petit peu eux. Quelques-uns, tout de même.

Céline PINA : Roland Dumas, dernièrement.

Michel ONFRAY : Roland Dumas, Hubert Védrine, on se dit que ça commence à bouger un peu. Et puis, Aquilino Morelle, qui m'a envoyé un livre de 500 pages, qu'il a écrit, à qui j'ai dit qu'il aurait pu faire beaucoup plus bref en disant qu'il s'est trompé ; Et que finalement ce n'était pas vraiment ce que vous présentiez, vous avez trompé les gens sur la marchandise. On est là avec Le Pen, aux portes du pouvoir, Zemmour qui est en passe de dépasser Le Pen, et on se dit que la démocratie ne va pas bien. Oui, elle ne va pas bien, mais la faute à qui ? La faute à qui, quand on a méprisé autant le peuple, quand on a méprisé autant ceux qui avaient des voix discordantes, quand on a insulté autant ceux qui affirmaient qu'ils ne partageaient pas votre vision de l'Europe ? On leur disait alors qu'ils étaient contre l'Europe.

Or, j'ai voté non à Maastricht et j'ai toujours été européen, qui n'est pas européen aujourd'hui ? Simplement, je suis dans la grande tradition du Général de Gaulle, pour lequel j'ai une passion absolue. Il voulait une Europe des nations, et pas une Europe dans laquelle on aurait dilué les nations pour fabriquer une espèce de courroie d'entraînement, pour rendre possible une vassalisation aux États-Unis. Je rappelle tout de même que je suis normand, et que depuis toujours on nous parle du 6 juin 1944 en nous disant que c'était l'opération *Overlord*. Je fais souvent cette expérience de demander aux gens, sans vouloir faire le pédant, ce que signifie *Overlord*. Cela veut dire « vassalisation ». Vassalisation, on ne peut tout de même pas mieux dire, quand on arrive le 6 juin 1944 en Normandie, que l'on vient vassaliser la France. Je ne vais pas entrer dans le détail, mais le général de Gaulle empêche cela. La fameuse politique d'AMGOT (Administration Militaire des Territoires Occupés) supposait qu'à Charlottesville les Américains fabriquaient une administration française, qui recyclerait les préfets et les sous-préfets vichystes, puisqu'eux au moins on était sûrs qu'ils étaient anticommunistes ; Et qu'on avait battu monnaie, et qu'en arrivant sur le territoire français on avait vassalisé la France. On en faisait une base, ensuite il y avait deux théories : soit on va jusqu'à Berchtesgaden et on s'arrête, soit on va jusqu'à Moscou et on en finit. On connaît l'histoire, cela s'arrête à Berchtesgaden. Puis, il y a Yalta, on sépare l'Europe en deux et tout le monde connaît l'histoire. Et puis, le général de Gaulle s'en va. Mais le général de Gaulle dit, à Bayeux, « sûrement pas, moi, j'ai nommé mes préfets, j'ai nommé mes sous-préfets, et il n'est pas question qu'on libère le territoire français. Peut-être grâce à vous, mais grâce à d'autres aussi ». Je rappelle tout de même que la mythologie fabriquée par le cinéma, je renvoie au Jour le plus long, elle nous dit plus ou moins que la libération, c'est quoi ? Ce sont les Américains. Point à la ligne. Pas les Soviétiques ? N'y a-t-il pas eu Stalingrad, avant ?



S'il n'y avait pas eu Stalingrad, il n'y aurait jamais eu le 6 juin 1944. Ceux qui faisaient un peu d'histoire savaient très bien qu'après la victoire de Stalingrad, après l'échec d'Hitler sur le front de Stalingrad, la guerre était terminée pour lui. C'est pour cela que de nombreuses personnes entrent dans la résistance à ce moment-là. Les Mitterrand, les Edgar Morin, les Marguerite Duras, toutes ces personnes comprennent, après avoir été un peu vichystes, voire très vichystes, que finalement le sens de l'histoire, c'est la Résistance. Malraux entre tout de même dans la résistance en 1944, quelques semaines avant le débarquement. Il arrive un moment où il faut faire un peu d'Histoire, tout de même. Cette vassalisation que les États-Unis ont souhaitée en juin 44, ils ne l'ont pas obtenue comme ils le souhaitaient, parce que le général de Gaulle s'y est opposé, et fort heureusement. Mais une fois que le général de Gaulle a disparu, et je ne parle pas de Pompidou qui n'a pas eu le temps d'exercer le pouvoir longtemps pour des raisons de santé, que chacun connaît. Mais avec Giscard d'Estaing, cela a été extraordinaire. Le jour où il est élu, il fait un discours en anglais ! C'est tout de même sidérant, il fait un discours en anglais, en disant aux États-Unis « *J'espère que vous avez compris que* ». Quand Mitterrand arrive, finalement, pour faire une politique de gauche pendant quelques mois, puis finalement faire la politique de Giscard d'Estaing pendant deux septennats, on est tout à fait dans cette idée que l'on demande l'autorisation aux États-Unis de faire ou de ne pas faire. On est dans cette logique de vassalisation.

Céline PINA : Quand Giscard, par exemple, parle de la France en disant que c'est une « *puissance moyenne* », c'est une façon de dire que la grande puissance, ce sont les États-Unis, c'est donc une manière d'accepter finalement un rôle de supplétif, de subalterne ?

Michel ONFRAY : Absolument. M. Chevènement me l'a dit, il l'a écrit depuis. Mitterrand lui dit « *nous ne pouvons plus que passer entre les gouttes* ». Voilà quelqu'un qui est chef de l'État et qui dit que la France n'est plus rien. Donc si on veut encore exister, on fait un petit couple, le couple franco-allemand, ce qui fait rire tout le monde en Europe. On dit que le couple franco-allemand, c'est l'Europe, mais qui peut croire une chose pareille ? Le premier mouvement de Sarkozy, c'est d'aller en Allemagne, le premier mouvement de Hollande, c'est d'aller en Allemagne, le premier mouvement de Macron, c'est d'aller en Allemagne.

Mais que vont-ils faire en Allemagne ? C'est important, les premiers signes que l'on donne lorsqu'on est le chef de l'État. Que s'est-il passé avec Mme Merkel, que l'on nous présente comme une sorte de général de Gaulle en pantalon. Que s'est-il passé avec cette Europe-là ? Pas le droit de penser sur l'Europe, si on essaie de penser l'Europe en disant que bien sûr on défend l'Europe, une Europe des nations, une Europe dans laquelle on peut avoir des projets communs, jadis le Concorde, le TGV, et un certain nombre d'autres projets que nous voulions avoir ensemble, qui sont aujourd'hui dilués.

Céline PINA : L'énergie.

Michel ONFRAY : Bien sûr, et même une politique sociale. On sait très bien aujourd'hui qu'un routier polonais n'est pas soumis aux mêmes obligations légales qu'un routier français, qui lui-même n'est pas soumis aux mêmes obligations légales qu'un routier portugais. Évidemment, je suis chef d'entreprise, j'ai besoin d'avoir des coûts moindres pour ma production, je vais demander aux gens qui coûtent le moins cher, cela me paraît évident. Mais que fait-on, on fait du dumping social, dans une Europe qui est prétendument fraternelle ? Mais si on dit cela, c'est qu'on est un nazi ou un fasciste, c'est qu'effectivement on n'aime pas l'Europe, et si on n'aime pas l'Europe, on est nationaliste, et si on est nationaliste, c'est la guerre, dit Mitterrand. Le nationalisme, c'est la guerre. Il le dit après avoir célébré, d'ailleurs, le courage des soldats allemands. Cela n'a gêné personne à l'époque que le chef de l'État français puisse dire du bien des soldats allemands, dont certains étaient nazis. À Lyon, on sait ce que cela peut signifier que d'avoir été un soldat nazi.

Je dis simplement qu'on ne peut pas, aujourd'hui, penser ou réfléchir sans être criminalisé. Ensuite, dire que l'on a tort, que l'on n'est pas d'accord avec moi, que c'est faux, *Overlord* ne signifie pas cela. Cela veut dire « bisounours », ou ce que l'on voudra, on peut tout se dire pourvu que cela soit vrai, pourvu que ce soit fondé. Ça n'est plus le cas, car le propre de cette démocratie qui n'en est plus une, c'est d'interdire le débat. C'est de criminaliser le débat. C'est d'interdire des gens comme moi, par exemple, sur le service public, en disant que ces gens-là, on n'en veut pas, ils ne parlent pas. C'est de faire en sorte que la presse puisse fonctionner comme elle fonctionne. Je disais tout à l'heure que toute cette presse dit la même chose, pense la même chose, et qu'en même temps elle est aux mains de milliardaires qui y sont subventionnaires. Il est tout de même sidérant que l'argent public aille à des journaux qui sont entre les mains de personnes qui sont milliardaires. L'argent des contribuables sert à subventionner les journaux de milliardaires, pour diffuser et distribuer la même idéologie ? On rêve ! Pourquoi est-ce que *Libération* vit ou survit, de même que *Le Monde* ? Parce que la France donne une aide, au nom de la pluralité.

Céline PINA : Comment s'en sort-on, si l'anathème dans le débat public devient la norme, alors même que la violence de langage est vue aujourd'hui comme la preuve d'une forme de sincérité ? Là où avant on attendait des élites de la tenue, une capacité de contrôle, aujourd'hui, on estime que plus la personne laisse parler son cerveau reptilien, plus elle est en accord avec elle-même, et plus, au moins, elle livre une parole sincère. Excepté que souvent ces paroles sont extrêmement violentes et radicalisent les expressions, et ce que tu dis c'est que sans débat public, pas de démocratie ?

Michel ONFRAY : Mon père était ouvrier agricole et a quitté l'école à 12 ou 13 ans. Il savait lire, écrire, compter, penser. Je ne l'ai jamais surpris, dans un paralogisme, faire une erreur de démonstration, faire une approximation. Il avait de la mémoire, il avait des informations que l'école lui avait données, ensuite il a travaillé le restant de son existence. À l'époque, dans l'école républicaine, on apprenait à faire des citoyens responsables, libres, capables de juger. C'est Condorcet, qui dit que la démocratie est formidable, si tant est que les citoyens soient éduqués. S'ils ne sont pas éduqués, alors c'est problématique. L'école, jadis, éduquait. La famille éduquait. C'est-à-dire qu'à l'école on apprenait les choses, et quand on rentrait à la maison, on apprenait à peu près le même genre de chose, et si on disait qu'on avait pris une gifle de la part de l'instituteur, on s'en prenait une deuxième à la maison.



Si aujourd'hui on dit qu'on a pris une gifle, d'abord on n'en prend plus, mais le parent va mettre une volée à l'instituteur. Ce n'est plus exactement la même chose. Ce qui veut dire que quand l'information n'est plus faite nulle part, elle est faite partout, c'est-à-dire à aucun endroit. Jadis, on pouvait lire un journal en disant que c'était un journal de référence, même s'il était idéologique, même s'il n'était pas très facile de voir comment l'idéologie fonctionnait. J'ai été 20 ans professeur, et je disais à mes élèves de prendre un article du journal et de surligner, d'une part les informations en couleur, et avec une autre couleur le commentaire de l'information. Vous allez faire cette part essentielle du jugement, et vous allez voir que sur certains points il n'est pas facile de mettre la bonne couleur. Parce que parfois la présentation du fait est idéologique, et on peut mettre les deux couleurs en même temps.

Aujourd'hui, lorsque les gens ont accès à ce que l'on appelle des « informations continues », personnellement, je ne suis pas très sûr, mais nous avons, toi et moi, l'habitude de ces plateaux, mais ce n'est pas de l'information continue. C'est du débat continu. C'est-à-dire que les informations, c'est à heure fixe, chronomètre en main, cela ne dure pas plus de trois minutes, on vous donne les grands titres, on retrouve le plateau et on débat. Mais débattre, c'est débattre avec qui ? C'est l'incompétence généralisée. N'importe qui s'autorise, de soi-même, à donner son avis sur tout. C'est-à-dire que des personnes sont ici, payées par la chaîne éditorialiste, qui ont un avis sur dix sujets par jour, quel que soit le sujet. Je ne vais pas donner de noms, mais tout à coup c'est l'emballage par Christo de l'Arc de Triomphe. « *Monsieur machin, qu'en pensez-vous ?* ». « *Bla-bla-bla* ». Et il faut les arrêter parce qu'ils ont un avis là-dessus. Ensuite, « *que pensez-vous du vaccin ARN ?* ». L'ARN, ils savent ce que c'est, évidemment. Acide ribonucléique, ils connaissent la différence avec l'ADN, l'acide désoxyribonucléique, ils savent comment une cellule s'est constituée, le noyau, le cytoplasme, la membrane, ils savent tout cela, évidemment, puisqu'un quart d'heure avant ils savaient déjà ce qu'était l'art conceptuel, ce qui distinguait l'art conceptuel de l'art contemporain, en quoi on pouvait parler d'art moderne. Ensuite, ils vont parler d'autre chose, sur n'importe quel autre sujet. Et cela débat, et cela s'engueule, et cela se coupe la parole, et on se dit que c'est bon pour les audiences, il faut des *punchlines*, selon l'expression. Mais on n'apprend pas à penser. Que fait-on dans ces cas-là ? On s'en va sur internet, c'est la même chose, où l'on nous dit que la terre est plate, que les femmes sont des hommes, etc. On a « vu sur un site ». Certains me disent « *mais, Monsieur, j'ai lu sur un site que* », et je leur demande quel site, qui dit quoi, et comment. Certaines personnes pensent qu'il y a des aliens, que certains sont des extraterrestres parmi nous, et qu'on ne les reconnaît pas.

Quand on en arrive là, on est loin de feu mon père qui, effectivement, formé par l'école républicaine, n'aurait jamais souscrit à ce genre de bêtises. Il aurait dit qu'il ne savait pas, qu'il ne savait pas ce que c'est que l'art contemporain, qu'il n'avait pas d'avis là-dessus. Ici, pas du tout, tout le monde a un avis sur tout. Il me semble que cela contribue à l'impossibilité de la démocratie. La démocratie suppose le débat éclairé, le débat éclairé n'existe plus puisqu'il n'y a plus que des foires d'empoigne, où chacun y va de ses insinuations, de ses mensonges. À Laurent Joffrin, on dit « *mais vous avez dit cela* », il répond « *non, c'est faux* ». Si, vous l'avez écrit. « *Jamais* ». « *Mais, c'était dans votre...* » « *Non, vous mentez* ». Éventuellement, on sort le journal. Mais non, c'est un faux journal. Les gens sont devant leur télévision, qui dit vrai, je ne sais plus, je suis un peu perdu. Le nihilisme généralisé, qui fait que l'école n'est plus républicaine, que l'enseignement est idéologique et qu'on apprend à trier les poubelles, à dire qu'il faut que les hommes s'aiment d'amour, etc. Et la règle de grammaire ? Comment est-ce qu'on accorde, qu'est-ce qui distingue le conditionnel du futur ? À quoi bon ces vieilleries, quel intérêt ...

Donc, Condorcet a raison, les élections, c'est formidable, la démocratie, c'est formidable, pourvu que le citoyen soit éclairé. Dans une dictature, le citoyen n'est pas éclairé. Jadis, c'étaient des dictatures où clairement il y avait du bourrage de crâne, sinon, c'était la prison. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus subtil, c'est tout, c'est n'importe quoi, c'est une bouillie, tout vaut tout et on n'arrive pas à faire la part des choses. Alors on pense comme son copain, comme son voisin, on dit qu'on est de gauche, donc on écoute Anne Hidalgo. On est de droite, donc on dit que ... etc. Alors, le jugement n'étant plus possible, la démocratie disparaît.

Céline PINA : Le relativisme, finalement, comme mort de la démocratie.

Michel ONFRAY : Exactement.

Olivier GERBI : Nous allons accueillir maintenant Franck Louvrier.

Vous êtes le maire de La Baule-Escoubac, ancien conseiller en communication du président de la République française Nicolas Sarkozy.

Nous sommes tous d'accord sur un fait, la démocratie représentative est en crise. Cette fatigue démocratique s'exprime par une défiance à l'égard du gouvernement, ainsi que par une abstention record, Céline Pina l'a évoqué. Franc Louvrier, que dit cette abstention record du fonctionnement de notre démocratie, vous qui êtes élu ?

Franck LOUVRIER : Je ne suis pas si inquiet que cela du phénomène de l'abstention. Vous allez me dire que c'est un peu contradictoire avec ce que l'on a entendu il y a quelques minutes. Je pense que dans des démocraties apaisées, les participations sont plus faibles. Lorsque les enjeux sont des enjeux de vie ou de mort, les personnes se mobilisent. Je le fais de manière quelque peu caricaturale, mais je pense que lorsque vous êtes dans une démocratie où vous devez décider du destin d'un pays, de façon très brutale et très forte, en raison d'enjeux majeurs, la mobilisation est forte. On citait l'exemple de la Suisse, on pourrait prendre celui des États-Unis, où les participations sont faibles.

Parce que les démocraties sont apaisées, et que les enjeux, en fin de compte, ne sont pas à leurs yeux si phénoménaux que cela. On le voit bien au fur et à mesure du temps, dès qu'il y a des tensions dans le pays, la participation est plus forte. C'est à déplorer, parce qu'il n'est pas normal que les participations soient faibles. Mais c'est aussi le contraste avec d'autres démocraties, où l'on voit bien, si on prend un peu de recul, que lorsqu'il y a un enjeu de guerre ou de paix, la participation est phénoménale parce que les personnes veulent, bien sûr, se prononcer. Je suis un peu plus optimiste que cela sur ce sujet.

Là où je suis totalement d'accord, c'est sur le fait que notre pays doit poursuivre ce phénomène de décentralisation. Car plus vous décentralisez, plus vous donnez la possibilité à nos concitoyens de décider. On a vu la décentralisation administrative, la décentralisation politique, et là, on le voit bien, il y a eu une décentralisation que j'appellerai « générationnelle ». C'est-à-dire que les gens quittent les grandes villes pour aller vivre en province. Je suis maire d'une ville qui passe de 17 000 habitants à 180 000, mais qui voit aussi arriver de plus en plus de gens qui viennent « vivre en province », comme on le disait, parfois avec un peu d'ironie, à Paris. Ce phénomène est réel, sur de nombreuses communes de France, ce qui est plutôt rassurant, là aussi. Car cela veut dire qu'en fin de compte on repeuple, d'une façon ou d'une autre, certains départements qui étaient un peu laissés à l'abandon, et on allait chaque fois prendre plutôt ses responsabilités à Paris.

Mon sentiment est que l'on arrive, on l'a vu avec la crise sanitaire, à ce que le pays peut être géré par la province, et je prends volontairement cette expression, plutôt que par Paris. La crise sanitaire a été gérée totalement par les élus locaux, elle n'a pas été gérée par l'État, elle a été encore moins gérée par les Agences de santé. Elle a été gérée parce que les maires ont décidé à quel moment il fallait mettre en place des centres de vaccination, avec les professionnels de santé qui étaient sur place. On voit bien ce phénomène très clair, qui est que de plus en plus de nos concitoyens et de nos élus prennent des responsabilités locales. Les élus sont des élus majeurs et vaccinés, maintenant, dans le sens où ils savent prendre des responsabilités. Des responsabilités de premier plan, des décisions très importantes, donc notre pays se décentralise, peut-être avec le vent contraire, toujours, d'un phénomène de centralisation parisienne, mais de moins en moins. Ce qui est plutôt bon signe pour les années à venir.

Olivier GERBI : Nous allons reparler de cette crise sanitaire. Face à la crise de confiance, Michel Onfray, quels sont les remèdes ? Réformer la Cinquième République ?

Michel ONFRAY : Si vraiment on avait des gens qui ont envie de s'inspirer de cette Cinquième République, elle est parfaite. Le problème de la Cinquième République, c'est que cela n'est plus la Cinquième République. Depuis qu'elle a été tripotée, bricolée. « *On ne touche pas à la constitution* », mais elle a été touchée je ne sais combien de fois, je n'ai pas le chiffre, Franck, vous le saurez peut-être mieux que moi. Pas seulement dans les marges, Maastricht, c'est la fin de la souveraineté nationale. C'est tout de même sidérant, c'est-à-dire que le cœur même de la Cinquième République, c'est la souveraineté des nations, donc la souveraineté de la France. Et là, on dit « *souveraineté européenne d'abord, souveraineté française ensuite* ».

Donc, lorsque l'on me parle de Cinquième République, non, la Cinquième République c'est le septennat, c'est le président qui préside et le gouvernement qui gouverne. Avec le quinquennat, le chef de l'État est plutôt un Premier ministre, et plutôt un des ministres de l'Europe et non un chef de l'État. Pendant ce temps, comment se distingue le Premier ministre, qu'est-ce qu'un Premier ministre depuis le quinquennat ? Cela n'existe pas, cela n'existe plus. Cette idée, également, que l'on recoure au référendum. Cette idée que quand on perd une élection, c'est le peuple qui la gagne, et qu'on lui donne à nouveau la possibilité de reprendre son destin en main. Actuellement, si vous perdez les élections, vous restez en place. Macron a perdu toutes les élections, toutes. Qu'a-t-il fait ? Rien. Rien, et cela ne gêne personne. Il y a eu les municipales, les régionales, les départementales. Un chef de l'État gaulliste, ou gaullien, qui serait dans l'esprit de la Cinquième République, dirait qu'il a entendu le message qui lui a été donné.

Olivier GERBI : Que fait-il, il démissionne ?

Michel ONFRAY : Ce genre de personnage reste, et il a même envie de rester deux fois, puisque je ne sais pas qui n'ait pas envie de se représenter. L'idéal pour moi ne serait pas une Sixième République, qui ressemblerait comme deux gouttes d'eau à la Quatrième. L'idée de donner le pouvoir au Parlement, cela devient ingérable. C'est comme Angela Merkel, on en parlait quelque peu hier, et je ne voudrais pas trahir un secret que Franck disait, mais on parlait des chefs de l'État qu'il a rencontrés, et il me rapportait qu'Angela Merkel disait qu'il fallait qu'elle négocie. « *Je n'ai pas le pouvoir de décision, il faut que je voie avec mes partis ce que je peux faire* ». On voit bien à quoi peuvent ressembler les négociations. Ensuite, elle revient en disant que finalement « *on a décidé que* ». C'est cela, la Quatrième République. C'est ce qui fait qu'il y a un problème en Israël, par exemple, c'est cette idée que les plus petits partis peuvent empêcher les décisions. La Cinquième République, et l'esprit de la Cinquième République, me vont comme un gant, si tant est qu'un vrai gaulliste puisse dire que l'on reprend tout à zéro et que l'on recommence.

Simplement, je ne rêve pas, et je me dis que si l'on veut l'équivalent d'une Sixième République, qui ne serait pas le retour à la Quatrième via le Parlement, je pense à quelque chose de très proudhonien. J'ai toujours parlé de mon socialisme proudhonien, qui n'a rien à voir avec le socialisme marxiste, qui n'a rien à voir avec le socialisme maastrichtien, qui n'a rien à voir avec le socialisme des barbelés et de Mélenchon. Le général de Gaulle connaissait très bien Proudhon, la participation est une théorie proudhonienne. C'est un personnage antimarxiste, anticommuniste, antirévolutionnaire, qui défend la propriété privée, l'initiative individuelle, qui sur la fin défend un État protecteur, et qui est sur la logique de l'autogestion. Il n'y a pas plus intelligent que quelqu'un qui travaille dans son domaine. C'est-à-dire que si vous demandez à un boulanger de penser les questions de la boulangerie, il vous dira des choses nettement plus intéressantes qu'un énarque, qui ne sait même pas comment se fabrique le pain. Je crois que là où sont les gens, les médecins, les instituteurs, les gens modestes, les gens brillants, si vous les laissez décider pour eux, c'est le principe de l'autogestion, alors vous aurez une espèce de génie français. Je crois au génie français qui est, nous serons probablement d'accord, Frank et moi, embêté par la bureaucratie, par tout ce qui est tatillon, tout ce qui dit que le texte ne nous le permet pas, que ce n'est pas possible. On bride le génie français, alors que la véritable décentralisation, consistera à dire que là où vous êtes, allez-y : coopération, mutualisation, autogestion.



J'ai toujours plaisir à voir des jeunes venir débattre et écouter, car c'est cette génération, celle des 20 à 30 ans, qui sont susceptibles de dire qu'ils ne vont pas attendre que l'État, encore une fois, fasse la révolution. Nous allons la faire, la révolution. La révolution n'est pas sanglante, elle consiste simplement à dire que dans mon village, je vais voir avec les paysans du coin, on va essayer de trouver une épicerie qui est fermée, on va voir avec le maire comment on peut s'arranger, et on va faire en sorte que les produits soient vendus ici, par des gens qui sont des déchets sociaux, à qui on a dit qu'ils étaient à la retraite et qu'ils ne valaient plus rien. Certains, qui sont à la retraite et qui ont 65 ans, nous disent qu'ils ne sont pas morts, qu'ils ont envie de faire des choses. Envie d'apprendre aux enfants à lire et à écrire, le soir. On pourrait peut-être faire une petite coopérative, dans laquelle on s'occuperait des enfants. On pourrait peut-être faire une petite garderie, des grands-pères et des grands-mères seraient certainement très heureux de pouvoir faire une petite garderie dans le village. Ce sont les initiatives individuelles, ce sont les décisions prises par des individus qui, là où ils sont, se disent qu'ils peuvent faire des choses qui sont susceptibles de permettre à la politique, non plus de descendre du ciel, tel le vieux modèle théocratique, selon lequel on attend du chef qu'il nous dise ce qu'il faut faire, et si le chef ne fait rien, on n'est pas heureux et on râle contre lui et on lui coupe la tête et on en met un autre à la place. Mais c'est de penser à partir de la base, et encourager les gens à faire ce qu'ils sont capables de faire. Inventer des radios, des télévisions, des maisons d'édition, des coopératives. Mutualisez-vous, fabriquez des choses avec les paysans, avec les agriculteurs, faites de telle sorte que vous ayez des comités de quartier, plutôt que de laisser les personnes âgées mourir dans des EHPAD ou les hospices, jadis. Que fait-on de nos vieux ? Ils sont improductifs, on les jette. Mais inventez des endroits dans lesquels vous allez pouvoir vivre, et pas des endroits où on va vous donner un biscuit en vous demandant si vous vous êtes bien hydraté, en ayant pris 4 000 € aux familles pour pouvoir les laisser dans leurs couches. Plutôt que d'attendre du ministère de la Santé qu'il s'empare de ce dossier et que le chef de l'État nous donne des moyens, toujours plus de moyens, et encore des moyens. Laissons faire ces gens-là, qui font de la politique, parce que ce n'est pas leur affaire, et allons créer des maisons de retraite, dans lesquelles on va s'occuper autrement des personnes âgées.

Franck LOUVRIER : La caricature de l'année dernière, cela a été des réunions, rue du Faubourg Saint-Honoré, c'est-à-dire à l'Élysée, ou rue de Varennes à Matignon, pour définir les biens non essentiels des Français. C'est-à-dire que des gens très intelligents, dans une pièce, ont commencé à définir le fait que le rouge à lèvres est essentiel pour les Français, et qu'autre chose l'était moins. Si vous prenez un peu de recul par rapport à cela, vous vous dites que c'est incroyable !

Michel ONFRAY : Payés avec l'argent des Français.

Franck LOUVRIER : Ne sommes-nous pas nous-mêmes capables de savoir quels sont les biens essentiels ou non essentiels ? A-t-on besoin de savoir si ce sont des gens, très diplômés par ailleurs, qui décident de cela pour nous ? C'est assez incroyable !

Pour ce qui est des modifications institutionnelles, je suis tout à fait d'accord. En France, on fait toujours des choses extraordinaires, c'est-à-dire qu'on s'arrête au milieu du gué. On a donc voulu modifier nos institutions. La Cinquième République fonctionne parfaitement bien, on essaie chaque fois à tout prix de vouloir passer par la route départementale au lieu de prendre l'autoroute. Cela a été le cas lors des primaires, je ne reviendrai pas dessus, où on a des institutions qui fonctionnent très bien, et on n'a pas besoin de créer un système en parallèle pour désigner un candidat. Quand on voit, par exemple, qu'on fait le quinquennat, mais qu'on ne va pas jusqu'au bout, alors supprimons le Premier ministre ! Parce que s'il n'y a pas deux tempos dans un septennat, c'est-à-dire les législatives au bout de cinq ans et la présidentielle au bout de sept, cela veut dire que le Premier ministre et le président de la République, c'est la même personne, il n'y en a pas besoin !

Olivier GERBI : Ne faut-il pas renforcer le pouvoir du Parlement et le pouvoir du Premier ministre, dans ces cas-là ?

Franck LOUVRIER : Mais vous ne le faites pas en supprimant le quinquennat ! C'est drôle, car cela se fait naturellement. Il y a quelques années, on parlait du « couple exécutif ». Entendez-vous encore parler, aujourd'hui, du « couple exécutif » ? C'est terminé, il n'y a plus que le président. Car maintenant, par le fait du quinquennat, il y a une centralisation du pouvoir. Ce qui est une erreur, car en fin de compte le Premier ministre, dans le fonctionnement septennat/quinquennat, était utile, il créait des rythmes. On veut toujours faire des réformes pour plaire, sans aller jusqu'au bout de la réforme, parce qu'on ne veut pas assumer la disparition totale de la fonction de Premier ministre. C'est la difficulté, il me semble, aujourd'hui. On ne fait pas assez confiance à des institutions, notamment à la Constitution de 58, qui a réussi à passer sous les fourches Caudines des difficultés de notre pays et de la vie quotidienne. En toute franchise, on a eu la chance d'avoir le général de Gaulle, qui a pu écrire, avec ceux qui l'ont entouré, un texte des institutions en fonctionnement, qui est passé à travers les difficultés. Il était tout à fait souple et apte à passer de la guerre d'Algérie aux gilets jaunes, en passant par l'ensemble des événements que l'on a pu connaître. Chaque fois que l'on veut aller vers la facilité, on dit qu'on modifie le texte de la Constitution. Non, ce n'est pas cela, le sujet n'est pas là. Il faut changer nos comportements. Ce sont nos comportements, à l'endroit de la vie

politique, qui vont faire que les gens vont s'intéresser à ce que l'on fait, ils vont venir vers nous, ils vont participer aux élections et on retrouvera une dynamique habituelle.

Olivier GERBI : En tant qu'élu de proximité, avez-vous été associé à cette crise sanitaire ?

Franck LOUVRIER : Non, je n'ai pas été associé, j'ai pris le pouvoir. C'était très simple, mon territoire fait 75 000 personnes, dont 50 % ont plus de 60 ans. Ils ne comptaient pas faire de centre de vaccination, ce n'était pas urgent. On n'avait pas de centre de vaccination. Je suis donc allé à l'Élysée, vous imaginez, pour aller demander un centre de vaccination. Je suis un maire, et heureusement j'ai quelques relations, mais il y en a 35 000 comme moi. Je suis allé à l'Élysée, pour demander l'ouverture d'un centre de vaccination, parce que je pensais qu'il était important d'en avoir un. On l'a fait, et je l'ai fait moi-même. Mais si je ne l'avais pas fait, il n'y aurait pas eu de centre de vaccination. On a réalisé 100 000 injections, et on a fermé le centre de vaccination la semaine dernière. On a fait notre travail.

L'impulsion, on le voit bien aujourd'hui, vient du local, elle ne vient pas du national. Le national est de moins en moins utile dans le fonctionnement de la vie quotidienne des Français, de moins en moins. Parce qu'on sait gérer notre pays, notre territoire, de façon décentralisée. C'est fini l'idée que tout pouvait se décider à Paris, de la vie quotidienne des Français jusqu'à l'éducation de nos enfants, ce n'est plus cela. Il y a de nombreuses mesures que l'on peut prendre maintenant, au plus près de la vie quotidienne, et pas de Paris, pour l'ensemble de la France. Est-ce que vous pensez que l'on peut m'imposer de faire du ski tout le week-end, je prends cet exemple caricatural, pour les jeunes ? Non, ils vont plutôt faire de la voile, parce que je suis au bord de la mer. En revanche, ici, il est plus facile de faire du ski. À un moment donné, on veut passer sous une idée d'égalitarisme absolu, voire imposer à tout le monde, alors qu'on est capable de s'adapter par rapport à notre territoire et aux enjeux locaux.

Olivier GERBI : Il y a tout de même un souci, vous devez vous adresser à l'Élysée pour demander un centre de vaccination chez vous ?

Franck LOUVRIER : Oui, parce qu'en fin de compte on a voulu nationaliser la santé, alors qu'on sait très bien que la santé se gère également au niveau local. Je sais si les urgences de l'hôpital de Saint-Nazaire sont pleines ou non. Je sais à quel moment ma population aura besoin de la vaccination. Je sais qu'ils n'ont pas besoin, par exemple, de centre de vaccination aujourd'hui alors qu'une troisième dose arrive, parce que le personnel de santé sera capable de répondre à la demande. Notre pays est véritablement un petit pays, c'est un tout petit pays, c'est un des plus beaux pays, mais il est tout petit à l'échelle du monde, et on peut le gérer parfaitement bien au niveau local. On n'a pas besoin de Paris pour le gérer. Je ne veux pas faire de caricature Paris/province, mais il y a vraiment besoin d'impulser davantage et d'accompagner davantage les initiatives locales, car elles sont extraordinaires et, on s'en aperçoit au fil du temps, de plus en plus d'initiatives viennent plutôt de la province que de Paris.

Olivier GERBI : Nous allons parler de la démocratie participative, et nous allons remonter dans le temps. 15 janvier 2019, le grand débat national est lancé par Emmanuel Macron. Il s'agissait à la fois d'un outil politique de sortie de crise et d'une consultation à l'échelle nationale. Parmi les thèmes retenus, il y avait la démocratie et la citoyenneté. Que reste-t-il aujourd'hui de ce débat national ?

Franck LOUVRIER : J'ai rencontré le président de la République à ce moment-là, parce qu'il voulait que je travaille avec lui, donc je ne voulais pas refaire ce que j'avais déjà fait avec un autre, et de ce fait

je lui ai répondu par la négative. Il était en train de rédiger la Lettre aux Français. En fin de compte, il ne s'est rien passé, parce que la participation citoyenne ne vient pas d'en haut, elle vient d'en bas. Le rendez-vous se fait avec les élections, il se fait avec les consultations, les comités consultatifs de quartier. J'imagine que Philippe en a, il y en a dans toutes les communes. Dès que l'on prend une décision, on est obligés de consulter la population. On parle de la majorité à 50 %, mais quand vous avez un projet dans une ville, si 51 % de la population sont d'accord avec vous pour le faire, vous ne le faites pas, c'est impossible. Aujourd'hui, un projet doit emporter 70 à 80 % des voix de la population. Je dois refaire la promenade de mer, je dois refaire 9 km de façade maritime et j'ai réalisé un sondage pour voir si la population était d'accord. Si je n'avais pas recueilli plus de 70%, je ne le faisais pas. Car la dynamique que vous allez créer va s'atténuer avec le temps, avec les critiques, avec les réseaux sociaux et ceux qui vont raconter tout et n'importe quoi. Il faut donc que vous ayez une majorité très large derrière vous pour organiser des projets importants, sinon vous ne le faites pas. Comment gagner une élection, à une voix près ? Ce n'est pas possible. Cette dynamique est très importante. C'est cela, la relation avec les citoyens, c'est les emporter dans des projets dans lesquels vous êtes largement majoritaire.

Olivier GERBI : Michel Onfray, quel bilan tirez-vous de ce grand débat national ? Est-ce que ce n'était pas le début d'une mécanique de participation citoyenne ?

Michel ONFRAY : Non, non, non. Pour ce que l'on a pu en savoir, je ne suis pas dans le secret des dieux, mais j'ai pu comprendre que lorsqu'il arrivait, comme par hasard, dans un endroit, dans le but de rencontrer tout le monde, c'était très précisément filtré par la préfecture, et tout cela était tout de même très précisément bricolé à des fins de communication. Il s'agissait uniquement d'exister médiatiquement, en disant « vous avez vu, j'improvise sur tous les sujets, sans notes, sans rien ». Enfin, quand les sujets ont été préparés, que dix personnes travaillent sur une question, qu'on a fait un débriefing avant et qu'éventuellement, si une question est posée, on ne sait pas quelle est la question, mais qu'on connaît la réponse, ou ce que l'on répondra, ou ce que l'on aura l'intention de répondre, on est dans la propagande. On est vraiment dans cette idée de venir, de faire semblant de tout savoir, de résoudre le problème et d'écouter les gens. Plus précisément, je trouve sidérant qu'un chef de l'État ait besoin d'aller voir les gens pour savoir ce qu'ils pensent. Un chef de l'État a une vision, il a une proposition pour 100 ans, il n'a pas une proposition pour cinq ans. Il propose ce qu'il va faire pour que la France dure, soit aimable, désirable, existe. Franck a raison, c'est un petit pays, mais en même temps, comment fait-on diplomatiquement pour exister ? On est ridicule, aujourd'hui, avec un chef d'État comme celui-ci. Avec les précédents également.

Olivier GERBI : Nous ferons le tri ensuite.



Michel ONFRAY : C'est une concession diplomatique (rit). On sait ce que sont les Français. Dire que l'on va voir ce que pense la France, que l'on va prendre le pouls de la France, mais si l'on ne sait pas ce qu'est la misère, la pauvreté ... à une époque j'ai dit, à peine en plaisantant, que plutôt que d'avoir des exigences comme avoir fait Sciences Po ou l'ENA, pratiquer l'anglais, savoir combien on a de sous-marins nucléaires, souvenez-vous de Ségolène Royal, qui ne savait pas combien il y en avait. D'abord, il lui aurait suffi de dire que l'important est de savoir ce que l'on veut en faire, et pas combien il y en a, et l'affaire était réglée. Cette façon qu'ont les chefs d'État, des gens comme Macron, de dire qu'ils vont aller au contact des Français pour comprendre, mais vivre six mois payé au SMIC, pour un candidat aux présidentielles, ou même déjà élu président de la République. Il est élu, et on lui dit qu'il va aller travailler dans une usine, être payé au SMIC, payer sa maison, sa location, payer ses déplacements. Et dans six mois, il sera chef de l'État. Une espèce de logique un peu spartiate, selon laquelle s'il veut vraiment savoir ce qu'est le peuple, puisqu'ils ont besoin d'aller voir le peuple pour savoir à quoi cela ressemble, il va vivre cette vie-là et savoir ce qu'est le petit peuple, ceux dont Sarkozy disait « *les gens qui se lèvent tôt* ». Effectivement, des gens se lèvent tôt, et ces derniers, les gens qui travaillent, refusent d'être assistés, ils refusent de geindre, de se plaindre, de gémir, de mettre le feu aux voitures parce qu'on ne les aime pas. Dans mon village natal, sur 500 habitants il y a de nombreuses personnes malheureuses, mais aucune pour mettre le feu aux voitures. Il n'y en a aucune pour traiter les policiers de racaille, aucune. Cela ne se passe pas comme cela.

Normalement, on a une vision pour la France, et normalement, on sait ce qu'est le peuple français. Il y a un contact viscéral. Qui peut être plus ou moins intellectuel, plus ou moins charnel. On a dit que Mitterrand aimait plus les Français que la France, et de Gaulle plus la France que les Français. Le « *je me suis toujours fait une certaine idée de la France* », du général de Gaulle, c'est génial, parce qu'« *une certaine* », c'est quoi ? Si on connaît Bergson, si on connaît Péguy, si on a lu ce que le général a lu, on voit bien ce qu'il dit, cette espèce de rapport bergsonien qu'il avait au peuple, cette façon de dire que le peuple de France existe toujours, et d'une certaine manière je le ressens, plutôt que de dire « *je le sens* ». C'était pour moi un aveu d'impuissance, que de voir ce jeune homme brillant et intelligent par ailleurs, tant qu'il n'a pas le pouvoir et qu'il ne l'exerce pas, faire le tour de France en disant qu'il allait pratiquement mettre le thermomètre dans les Français, pour voir où en est le degré de température, voir s'ils sont très malades, pas très malades, s'ils sont en bonne forme, ou je ne sais pas quoi. J'ai trouvé cela humiliant, cette façon d'organiser des choses en se pavanant, et en demandant où était BFM, où était CNews, où sont-ils ? J'ai trouvé cela humiliant pour le peuple.

Franck LOUVRIER : Je rebondis sur ce point, car c'est peut-être la particularité du président actuel, par rapport à tous ses prédécesseurs. C'est qu'il est arrivé aux responsabilités sans être élu, ce qui est tout de même une particularité. Je suis désolé, mais dans la vie, il faut monter l'échelle par le bas et la grimper. On n'est pas, comme cela, désigné du jour au lendemain. C'est ce qui s'est passé, de façon démocratique. Peut-être qu'il faudra un jour imposer le fait qu'un candidat aux élections présidentielles ait eu un mandat, par exemple. Et fait des permanences, et rencontré des gens, pour leur parler du sujet du logement, de leurs problèmes de fin de mois. C'est peut-être une idée.

Au-delà de cela, la difficulté pour le président actuel est qu'il n'a pas les capteurs. Je vous raconte une anecdote. J'ai travaillé notamment cinq ans à l'Élysée avec Nicolas Sarkozy. On avait des sujets, la réforme des retraites, il avait les plus intelligents conseillers de la terre autour de lui. Ils étaient tous très intelligents, ils n'avaient pas eu de chagrin d'amour, ils avaient tous réussi leurs examens la première fois et ils étaient formidablement sympathiques. Lorsque nous étions autour de la table, dans le salon qui est contigu au bureau du président de la République, que l'on appelle le « salon vert », ils écoutaient tous avec beaucoup d'attention et d'intérêt, puisque bien sûr, c'était l'intelligence née. Mais que se passait-il à l'arrivée ? Il appelait son copain, qui était maire d'une ville en Haute-Garonne, par exemple, qui le connaissait depuis 20 ans. Qui lui disait « Nicolas, on ne comprend rien à ce que tu fais ». Il revenait et leur disait que leur truc était très intelligent, mais qu'à l'arrivée les gens ne le comprenaient pas et qu'il fallait donc prendre d'autres mesures.

C'est cela qui fait qu'un président peut prendre des décisions, parce que par son expérience, par ses tours de France, comme l'a fait Mitterrand, comme l'a même fait François Hollande, d'une façon ou d'une autre ils ont cette capacité à pouvoir capter, un certain moment, la résonance de leur action, et de penser que c'est très bien ce que l'on fait, et que si personne ne perçoit que c'est très bien, cela ne sert à rien de continuer. C'est sans doute là où le bât blesse, c'est qu'aujourd'hui le président n'a pas ces capteurs. De plus, il n'a pas réussi ses élections intermédiaires, du même coup il a encore moins d'élus locaux. Et lorsque vous n'avez pas ces capteurs, il est très difficile de gérer le pays, parce qu'il est très important d'avoir en permanence sa réaction. Je disais que nous étions un petit pays, mais très divers et très contrasté, et entre Marseille et Lille, entre chez moi et le Grand Est, ce n'est pas la même chose. Cela doit faire partie aussi de la réflexion des Français dans les élections présidentielles, c'est-à-dire qu'il faut que ce soit quelqu'un capable de prendre des décisions, en ayant les relations et les connaissances de la France et des Français, ainsi que de ceux qui dirigent le pays à l'échelle locale.

Olivier GERBI : Franck Louvrier, puisque vous étiez conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, est ce que vous ne vous êtes pas senti également déconnecté du peuple à un moment donné ? Car vous étiez dans un tout petit cercle ?

Franck LOUVRIER : Non, je n'ai pas toujours eu ce sentiment. Il a perdu les élections avec 48 %, aujourd'hui cela en ferait rougir certains. Je ne pense pas qu'il était déconnecté. Peut-être que certaines décisions l'étaient, c'est possible, mais il a toujours essayé de garder un lien. La preuve est que l'on disait toujours qu'il se déplaçait trop. Il est vrai que l'on est toujours protégé et encadré, mais il avait toujours besoin de parler, de s'adresser aux gens, pour savoir quelle était leur réaction. C'est quelque chose de très important. Ce lien avec notre pays doit être permanent et continu. Cela ne se passe pas dans les médias, comme vous le disiez à juste titre. Dans les médias, ce sont toujours les mêmes qui s'entretiennent entre eux, et c'est formidable, mais cela ne fait pas avancer les choses. Bien sûr que le phénomène d'isolement existe, lorsque vous exercez des responsabilités vous êtes isolé. Mais il ne s'agit pas d'un isolement qui permet de rester dans son bureau, il faut à tout prix en sortir, c'est important.

Il y a un autre volet, ce n'est pas le débat ici, qui est tout l'international. C'est quelque chose dont on ne parle jamais avant les élections, mais qui en fin de compte représente 50 %, si ce n'est plus, de l'agenda du chef de l'État. Tous ces enjeux sont importants et vous prennent du temps, car les journées ne font que 24h et vous ne pouvez pas faire plus que cela.

Bien sûr qu'il faut faire attention au phénomène de l'isolement, mais il est diminué par le fait que votre carrière, votre passé, vous a permis d'avoir ce lien continu avec les gens.

Olivier GERBI : Les gilets jaunes ont beaucoup défendu le référendum d'initiative citoyenne, dont vous avez parlé précédemment. Est-ce qu'une procédure en particulier pourrait résoudre la crise que nous traversons ?

Franck LOUVRIER : Les référendums sont toujours une bonne chose, mais il faut travailler la question, ce qui n'est pas simple. Je déteste le système du tirage au sort, cela m'horripile. On a une démocratie, les gens se font élire. S'ils ne sont pas capables de se faire élire, tant pis pour eux. S'ils sont capables de se faire élire, ils ont pour mission de représenter les personnes qui les ont élus. Le tirage au sort, même pour les assises, cela me choque. Quand je vois qu'on va tirer au sort des gens pour permettre de décider, alors le sort qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas un raisonnement, ce n'est pas le mérite, c'est le hasard ! Je ne pense pas que le hasard puisse diriger le pays, il faut faire très attention à cela. J'ai bien vu qu'il y avait des dérives ces derniers temps, que l'on voulait prendre des décisions, notamment en matière environnementale, en tirant les personnes au sort. Non, si les personnes veulent se présenter, s'ils veulent porter des projets, il faut les pousser. Mais ce n'est pas en tirant au sort les personnes que vous allez résoudre les problèmes du pays.

Olivier GERBI : Michel Onfray, le tirage au sort, qu'en pensez-vous ?

Michel ONFRAY : Vous avez tellement raison.

Franck LOUVRIER : Il a été élu, mais pas ici.

Michel ONFRAY : Je ne sais pas comment on a tiré au sort. Je crois savoir que c'est comme dans les jurés d'assises, vous en parlez justement tout à l'heure, c'est-à-dire que des personnes expliquent à des gens comment il fallait penser. C'est-à-dire qu'untel ou untel pilotait les débats, pouvait circonvenir celui-ci, celui-là, et au bout du compte finissait par aller dans le sens où l'on voulait les amener. Après cela, il y a eu quelques décisions, puis le chef de l'État a dit qu'il fallait être sérieux, deux ou trois décisions, droit de veto, c'est non. Donc on tire au sort, je ne sais pas comment, des citoyens. On manipule, d'une certaine manière, les citoyens. Les citoyens, bien que manipulés, donnent un certain nombre de décisions, et ensuite le chef de l'État arrive en disant que celle-ci n'est pas praticable, celle-là non plus, et pour le reste, bien sûr qu'on va faire le nécessaire. Et ensuite ? Rien.

Sur le principe, c'est le personnage du « en même temps », je le rappelle. En même temps, la porte est ouverte et la porte est fermée, en même temps, un homme est vivant et en même temps, il est mort, en même temps, une femme est enceinte et en même temps, elle ne l'est pas. Et après, rien, un clou chasse l'autre. C'est-à-dire que personne ne sait plus ce qu'il est advenu de cette histoire, et tout le monde s'en moque éperdument parce qu'il n'en a rien à faire. On sait bien qu'il n'en a vraiment rien à faire. La communication prend donc le pas sur la politique, et c'est de pire en pire avec un personnage qui a choisi justement la logique du « en même temps », ce qui est terrible. C'est Janus, le Dieu à deux personnages. On n'a surtout pas besoin de quelqu'un qui dit « en même temps », on a besoin de quelqu'un qui tranche. « En même temps », c'est le contraire de ce qu'il faut faire, vous le savez, vous avez été proche du président. Je ne sais combien de fois par jour le président doit trancher, sur des sujets majeurs. Ici, il décide que c'est cela, et le lendemain il décide que c'est cela aussi, et le surlendemain, cela peut aussi être ça. Il annonce des choses, contrôle technique pour les motos. Le lendemain, terminé le contrôle technique. On limite la vitesse à 80, et ensuite les départements pourront remettre ... c'est comme vous voulez. C'est impossible quelqu'un qui erre à ce point. Comme dans le même temps les journalistes ne font pas leur travail, alors qu'il suffirait parfois de regarder ce qu'il a dit. Si, parfois, dans certaines émissions quelque peu ironiques on souligne qu'il a dit ça, puis cela. Anne Hidalgo : « *moi, candidate à la présidence ? Jamais !* », et là : « *je me présente* ». On fait cela pour plaisanter, mais si on le faisait sérieusement, « *vous avez vu tout ce que vous avez dit, le contraire de tout, comment vous fonctionnez ?* », on nous traiterait de démagogues, alors que je pense que cela participerait de l'éducation du citoyen que de dire « *attention, celui-ci erre* ». Lorsque quelqu'un erre, parfois il va au fossé.

Franck LOUVRIER : Le pouvoir, c'est assez simple, c'est transformer des informations en décisions. Que ce soit à l'Élysée ou dans une commune, c'est transformer, généralement, plusieurs informations par jour en plusieurs décisions par jour. On parlait plus tôt du phénomène de l'abstention, la pire des choses c'est de faire l'inverse de ce que vous avez pu percevoir ou obtenir comme résultat au niveau démocratique.

Je fais partie d'un territoire où il devait y avoir un aéroport. Vous le savez, en France nous ne sommes plus capables de faire des aéroports, c'est quelque chose d'assez particulier. Nous avons voté pour l'aéroport, il y avait eu une majorité très claire pour cet aéroport. Que s'est-il passé ? Le président français est arrivé avec le Premier ministre, pour dire qu'on ne ferait pas l'aéroport. Vous avez voté, mais on ne le fait pas. Parce qu'on a peur. C'est exactement ce qui s'est passé. Ensuite vous vous plaignez, et vous ne comprenez pas pourquoi les gens ne vont plus voter à l'élection suivante ! Ils vous disent que non, cela ne sert plus à rien. Si on vote, qu'on fait des campagnes et qu'à l'arrivée le résultat va à l'inverse de tout cela, je peux vous assurer que c'est terminé. On a vu, par exemple, sur le territoire qui était concerné, une baisse de la participation, qui a été brutale, ajoutée au phénomène des gilets jaunes. Dans cette zone géographique, l'un des arguments soulevés était qu'on leur avait fait tenir des bureaux de vote, que tous avaient participé et qu'à l'arrivée ils avaient pris la décision inverse. Voilà exactement l'échec de la démocratie d'aujourd'hui.

Michel ONFRAY : Dans ma ville de Caen, ils avaient fait à l'époque un référendum pour savoir si les habitants voulaient du tramway. Majoritairement, ils ont répondu non. Ils ont eu le tramway.

Olivier GERBI : Ce sera la conclusion de cet échange, merci, Franck Louvrier, d'avoir échangé avec Michel Onfray. Merci infiniment.



ENTRETIEN DE CLÔTURE

Céline Pina et Michel Onfray

Céline PINA : Je vais rebondir sur ce que Michel vient de dire, rappelez-vous cette phrase, dans les années 60 qui disait « *il vaut mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron* ». C'est à partir du moment où vous entrez dans ce type de logique qu'il n'y a plus de débat public possible. Car pour qu'il y ait un débat public, il faut effectivement qu'il y ait des informations, et qu'à un moment donné, on n'explique pas la quête de vérité, en tous les cas la quête d'exactitude, de réalité. Derrière l'exactitude, l'information et la réalité, il y a toujours une quête de vérité. Cela ne veut pas dire qu'on l'atteint forcément, mais en tous les cas cette quête est là. À partir du moment où vous évacuez la quête de vérité du débat public, pour l'idéologie, ce que symbolise parfaitement cette phrase, vous n'avez plus de débat public possible, et la démocratie devient compliquée.

Je voulais justement rebondir sur ce qu'a dit Franck Louvrier, qui était assez intéressant, quand il dit que quand les enjeux sont existentiels, les gens votent. Ce n'est pas forcément un bon signe pour la démocratie, à mon avis, et j'aimerais que tu me dises ce que tu en penses. Tout simplement parce que quand on est dans des logiques existentielles, on n'est pas dans la vie, on est dans la survie. Dans la survie, les enjeux sont toujours simplifiés, ou extrêmement simples. La vie, en revanche, c'est compliqué. La démocratie, normalement, est censée être un apaisement. On va dire que l'on commence à réfléchir à des systèmes plus démocratiques, en tous les cas à des apaisements du système politique, quand finalement la succession ne passe pas par la mort, lorsque vous n'êtes pas obligé de tuer votre frère pour être sûr, vous, de devenir roi, de tuer tous vos cousins pour être sûr de rester la branche régnante, quand vous n'avez pas à faire la révolution pour changer de gouvernement. La démocratie, cela fonctionne par l'apaisement. Cela peut être existentiel, cela ne doit pas être en permanence existentiel, d'où le fait que l'on retombe sur la nécessité d'une éducation extrêmement forte, puisque si vous voulez gérer de l'apaisement, vous devez gérer de la complexité, et donc vous devez avoir les outils pour le faire.

Comment fait-on, aujourd'hui, quand l'ascenseur social est complètement bloqué, et quand le fait que l'ascenseur social est bloqué devient une rente de situation, pour un certain nombre d'élus ? C'est compliqué, cela veut dire que remettre en marche cet ascenseur social, c'est accepter que vos positions puissent être contestées. Il est rare que les gens pensent contre eux-mêmes, il est encore plus rare qu'ils agissent contre eux-mêmes.

Comment peut-on faire ?

Michel ONFRAY : Tu vas me contraindre à plomber l'atmosphère, parce que je vais inscrire notre débat dans la longue durée. Et je vais être obligé de vous renvoyer à ce livre que j'ai écrit, qui s'appelle *Décadence*, et qui montre ce qu'a été le mouvement de notre civilisation depuis son début jusqu'à sa fin. Tout le monde est convaincu du fait que les civilisations ne durent pas éternellement. Tout le monde connaît les alignements de Carnac, les monuments d'Assur, de Sumer, de Babylone, les pyramides en Égypte, l'acropole à Athènes, le Forum à Rome et nos cathédrales. Tout le monde sait cela, et tout le monde est convaincu que plus personne ne pense comme à l'époque de Lascaux, et que plus personne ne pense comme à l'époque de Horus. Quand on va aujourd'hui à Louxor, personne ne croit que le Dieu Horus existe, c'est fini. Ces civilisations naissent, croissent, décroissent, disparaissent et s'en vont. C'est un peu la leçon de Hegel, les *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, c'est cela.

Ensuite, une autre civilisation prend la place. Nous avons eu une civilisation judéo-chrétienne, qui ne part pas de rien. Je parlais d'Assur, de Sumer, de Babylone, il est bien évident que lorsqu'on s'intéresse aux sources du Talmud et aux sources de la pensée juive, on a toute une pensée orientale. Sauf à croire en Dieu et à dire que la parole tombe du ciel et que c'est Dieu qui parle, c'est un problème de foi, et je n'ai rien contre cela. Mais si on est dans une logique historique, on sait d'où cela vient. C'est la même chose avec le christianisme, Jésus ne vient pas de nulle part, c'est le prophète que l'on attend et qui est annoncé dans l'Ancien Testament. Ensuite, il y a des cultes, isiaques, orientaux, etc., et on fabrique des choses, mais peu importe.

Cette civilisation judéo-chrétienne procède de la civilisation gréco-romaine. Il arrive donc un moment où on dit que plus personne ne croit plus à Zeus ni à Jupiter, sauf peut-être qui nous savons. **Notre civilisation est en train de mourir, voilà ma réponse.** Notre civilisation est en train de mourir. Il y a ceux qui disent, devant le cadavre d'une vieille personne qui a 150 ans, qui est épuisée et qui est en train de mourir, « J'ai un élixir, vous allez voir, vous allez jouer au foot la semaine prochaine et, je vous le promets, si vraiment vous prenez mon élixir, vous allez marcher. Monsieur n'a pas dit son dernier mot ! ». C'est mentir, parce qu'on sait que les hommes ont une vie. Elle est finie, les civilisations sont finies, même en terminale on apprend cela avec Paul Valéry. Nous autres, civilisations, nous savons que nous sommes mortelles.

On le sait, mais on ne le sait pas. Toutes les civilisations meurent, sauf la nôtre. Tout le monde meurt, sauf moi. C'est une espèce d'obsession singulière qu'ont les gens de penser que les règles du monde ne sont pas des règles qui les concernent. Notre civilisation est fichue. Elle se déteste, elle se méprise, on ne produit plus aucune valeur, on ne produit plus aucune célébration, on aime ce qui est étranger, ce qui est ailleurs, ce qui détruit, ce qui salit, ce qui corrompt, on aime tout cela, c'est cela que l'on aime maintenant. Si l'on parle d'art, aujourd'hui, c'est le vagin de la reine, c'est le plug anal, etc. On adore ces choses-là, c'est formidable, on est dans la régression, on est dans le scatologique, on a trois ans. Je vois ça avec mon petit-fils, c'est le début « pipi caca de chien », il dit cela quand il rentre de l'école, et les grands artistes, aujourd'hui, disent une chose pareille.

Voilà l'état de notre civilisation, c'est-à-dire qu'elle repart dans le sens inverse.

Donc, prenez un petit verre de whisky en rentrant chez vous pour vous remettre en état, mais ma position est que cette civilisation qui s'effondre nous met dans la situation du Titanic qui est en train de couler. On peut se demander quelle est la solution pour que le Titanic ne coule pas. Il n'y en a pas. Comment peut-on faire ? Mais il y a une brèche, l'eau entre, c'est terminé, on a percuté l'iceberg et l'eau est en train d'entrer. Il faut être sur le pont du navire, il faut boire un peu du champagne, il faut écouter de la musique, il faut rester élégant, il faut mourir debout, la seule solution que je puisse proposer, c'est celle-là.

Je ne suis pas de ceux qui, optimistes, à la Zemmour, ou à la Marine Le Pen, qui nous disent « votez pour moi, j'ai la solution, on va faire ceci, on va faire cela, et vous allez voir, cela va repartir ». Non, je pense que si on est lucide et que si on sait comment fonctionne la civilisation, l'état dans lequel nous nous trouvons est en état de coma avancé. Il y a quelque chose, je ne sais pas quoi, peut-être que nous le vivons de notre vivant, d'autres le vivront à leur place, ce sera l'équivalent des invasions barbares à Rome, mais cela se passera comme cela. Il arrivera un moment où cela s'effondrera et où l'on dira que tout cela était derrière nous. Les collabos sont déjà là, on les connaît, on sait qui ils sont, il suffit de lire ou de relire Soumission de Houellebecq, certaines personnes n'attendent que cela : la destruction du pays, de la France, de sa culture, de son écriture, de son intelligence, de ses grandes figures, de ses héros, etc. C'est la cancel culture, c'est la woke culture, c'est tout l'islamogauchisme, tous ces gens-là n'attendent que cela.

Détruisez-moi la France, pour que l'on puisse détruire aussi L'Europe, qui deviendra une espèce de vague souvenir, dans un grand dispositif qui sera transhumaniste. Ce que veulent ces personnes-là, c'est un supermarché planétaire. Les Cohn Bendit, tous ces gens-là, quand ils disent qu'il n'y a plus de nation, plus d'État, plus de pays, quand il n'y a plus qu'un immense marché où on peut acheter des ovules, des spermatozoïdes, louer des ventres de femmes ou acheter des enfants.

Céline PINA : Mais sur le fond, tu n'es pas aussi pessimiste, parce que si on y réfléchit bien, à partir du moment où tu expliques ce qui est réel, toute cette réalité, dans le fond, n'existe pas tant que cela. Elle existe à Paris, dans quelques arrondissements, elle se limite à un certain nombre, du réalisme plus ou moins connu, de personnes d'un certain niveau, dont la politique est le métier. Mais la réalité que l'on voit aussi sur les territoires, elle peut être autre également. Tu as le sentiment, également, que maintenant il peut y avoir des personnes qui, effectivement, repartent de leur village, repartent des alliances entre villages. En effet, peut-être y a-t-il une part de repli, en disant que de toute façon, là-haut, rien ne passe, donc autant commencer à voir ce que l'on peut faire autour de nous, et qui sont en train de créer des ferments. Il me semble que notre pessimisme est peut-être nourri par une forme d'appropriation culturelle d'une toute petite élite, qui elle-même n'est finalement plus en contact avec ce qui fait le réel de ce pays ?

Michel ONFRAY : Si on veut être concrets, demandons-nous comment faire pour récupérer les territoires perdus de la République. Comment fait-on lorsqu'on arrive au pouvoir, et qu'on avait dit qu'on les récupérerait ? Comment fait-on pour dire à l'école que désormais on va apprendre à lire, à écrire, à compter et à penser ? Comment fait-on ? Dans les médias ? Cela ne peut pas se faire sur un quinquennat. Si on veut refabriquer une jeunesse intelligente, sachant lire, écrire, compter et penser, il faut deux ou trois générations. Pendant deux ou trois générations, que va-t-il se passer ? Si on ajoute du temps au temps, à ce vieillard qui est en train de mourir, cela ne va pas aller dans le bon sens. Parce que de toute façon, il y a un état de corruption avancé qui fait que. Bien sûr qu'on peut être élégant, c'est ce que je fais, c'est ce que j'essaie de faire, c'est ce qu'on fait ensemble avec Front populaire. Dans l'esprit de Jean Moulin, ici plus que jamais, dans cette idée de résistance. Le nihilisme ne passera pas par moi. Mais il passera. C'est un mouvement de civilisation.



On peut tout juste dire qu'on va faire des choses dans les villages, on peut recréer des universités populaires, on peut créer les débats, on peut créer une revue, on peut créer tout cela. Je ne suis pas pessimiste, en imaginant le pire, mais tragique, en sachant que ce qui marche depuis toujours pour les civilisations ne peut pas ne pas marcher pour la nôtre.

Céline PINA : Je vais être la caricature de femme, je vais être hyper contrariante et je ne vais rien écouter de ce qu'il dit, en disant que quand vraiment on n'y croit pas, on arrête de transmettre. Et quand la passion de sa vie c'est la transmission, c'est que malgré tout, au fond de toi, il y a tout de même un petit espoir.

Michel ONFRAY : Le petit espoir, c'est le visage de mademoiselle, c'est effectivement chaque fois que je vois une nouvelle génération et que je l'entends me dire « je lis, j'apprends, je découvre, donnez-moi un conseil de lecture ». Mon espoir, d'une certaine manière, est de fabriquer des résistants et des résistantes, avec des individus qui nous disent que l'époque n'est pas terrible, mais qu'ils vont faire des choses et qu'ils vont y aller. Cela, c'est formidable.

Je ne dis pas que je suis désespéré, je dis qu'il y a toujours eu des élites, dans la société, les meilleurs, au sens étymologique, l'aristocratie. Il y a une aristocratie, je ne veux pas faire de flatterie ni de démagogie, mais elle est là, parmi les jeunes. S'il y a des jeunes ici, à cette heure-ci, c'est qu'effectivement ils veulent s'emparer du flambeau. Donc je travaille pour eux, je fais des choses pour eux, avec eux. J'ai mon âge, je sais que j'ai plus de temps derrière moi que devant et je pense qu'il faut mourir debout, après tout, c'est ainsi, il faut le faire joyeusement. Être tragique n'est pas être pessimiste, le tragique ne va pas sans une certaine joie.

Olivier GERBI : Ce sera la conclusion de ces Entretiens Jean Moulin.

Merci, Céline Pina, merci, Michel Onfray, vraiment, d'avoir participé à cet échange. J'espère que le public aura apprécié, durant ces deux journées, la qualité des interventions et des échanges de nos invités, preuve qu'il est encore possible aujourd'hui, dans notre pays, de dialoguer, et surtout de s'écouter.

Un grand merci à la mairie de Caluire et Cuire pour l'organisation de cette manifestation culturelle. Merci, Monsieur le Maire, merci, cher Robert Thévenot. Merci également à toute l'équipe qui a organisé ces Entretiens.

Bon weekend à tous, à l'année prochaine, nous l'espérons tous.



Hôtel de Ville de Caluire et Cuire
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
BP 79 - 69642 Caluire et Cuire Cedex
Tél. 04 78 98 80 80 - www.ville-caluire.fr

 /villeCaluire/

